Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Les réfugiés et les déportés des Antilles à Nantes sous la Révolution

Marcel Grandière

Numéro 33-34, 3e trimestre–4e trimestre 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044026ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044026ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grandière, M. (1977). Les réfugiés et les déportés des Antilles à Nantes sous la Révolution. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (33-34), 3–171.
<https://doi.org/10.7202/1044026ar>

Les réfugiés et les déportés des Antilles à Nantes sous la Révolution

par

Marcel GRANDIÈRE

INTRODUCTION

La ville de Nantes si grandement engagée au XVIII^e siècle dans le commerce avec les Antilles, et en liaison continue avec les planteurs pour la vente de leurs denrées coloniales, sucres et cafés, pour l'envoi et l'entretien de leur main-d'œuvre servile n'a pu être que très sensible aux événements révolutionnaires, à ceux de la métropole d'abord, mais ensuite et surtout à ceux des îles. Les troubles provoqués par les soulèvements des gens de couleur, puis les soulèvements des esclaves de Saint-Domingue sont à l'origine même d'une crise nantaise profonde et de la décadence de son port.

Depuis la guerre d'Amérique le mouvement commercial entre Nantes et les îles s'était considérablement accru. Ces relations d'affaires se voyaient à l'activité des industries nées directement ou indirectement du trafic colonial : constructions navales, tonnellerie, magasinages, sucreries, voileries. L'aspect général de la ville reflétait la prospérité des colonies. Le passage des colons ou de leurs familles, leurs enfants, nombreux dans les collèges ou dans les couvents, disaient leur richesse, ou souvent les étalaient.

La crise du commerce colonial qui commença avant les troubles, les luttes de couleur, d'abord entre mulâtres et blancs, puis les massacres de 1791, provoquèrent le ralentissement puis un long arrêt des relations entre Nantes et la principale de nos Antilles, Saint-Domingue. Ensuite ce fut la guerre avec l'Angleterre. Jamais on n'avait compris comme

alors combien la prospérité des affaires avec les îles, combien surtout l'agriculture tropicale fondée sur l'esclavage était fragile. Ce fut à Nantes comme un anéantissement quasi brutal, la suspension du travail, des échanges, de la traite, une crise industrielle, et donc sociale.

L'appauvrissement des colons, à qui manquait tous crédits des négociants des ports, les massacres, provoquèrent le rapatriement de plusieurs milliers d' « Américains », planteurs importants, commerçants, petits blancs, artisans, boutiquiers, domestiques de couleur. Ils venaient chercher un abri, retrouver leurs enfants ou leurs parents, voir comment ils pourraient vivre sans leurs biens coloniaux perdus ou en voie de se perdre. Les moins touchés savaient qu'ils seraient dans les ports le mieux à portée des nouvelles de leurs plantations.

Ils débarquèrent à Bordeaux, à La Rochelle, à Marseille, en grand nombre à Nantes, ou pour s'y reposer quelques semaines avant de gagner leur famille de province lointaine, ou pour s'y fixer jusqu'aux jours meilleurs que tous attendaient. Partout plus ou moins isolés de leur famille ils formèrent dans les ports atlantiques ou dans leurs environs immédiats, une société particulière qui n'était pas engagée dans les affaires politiques locales ou générales, et qui gardait les yeux tournés vers ce qu'elle avait perdu, et qui tenait ses espoirs groupés.

Nous voudrions faire connaître les colons réfugiés à Nantes, les voir vivre de près.

SOURCES

Nous avons utilisé les documents suivants :

I - *Aux Archives municipales de Nantes*, les dossiers de secours aux Américains, série I, cartons 40 à 47.

— carton 40 : pièces générales, compte rendu des activités policières à l'encontre des réfugiés ou déportés récemment débarqués ;

— carton 41 : lois et correspondances entre les ministères et l'administration locale sur leur application ;

— cartons 42-43 : listes de distribution des secours. L'intérêt principal de ces cartons est d'offrir des dossiers de colons de Saint-Domingue arrivés par plusieurs convois venant des États-Unis ;

— cartons 44-45 et 46-47 : dossiers de réfugiés classés alphabétiquement. L'essentiel est fait des pièces nécessaires pour obtenir les secours. Ces dossiers permettent de distinguer d'abord ceux qui, tout en demandant des secours, n'étaient pas des réfugiés, mais des propriétaires aux colonies qui s'étaient fixés à Nantes avant même la Révolution, mais que les soulèvements des esclaves, la guerre civile et maritime privaient de leurs ressources. Puis les déportés politiques, les réfugiés.

Ces pièces, lettres, attestations de négociants, certificats d'indigence, passeports... sont datés des années II à VIII.

II - *Aux Archives départementales de la Loire-Atlantique*, dans la série P : finances départementales.

8P-112 à 119. 8 liasses de dossiers individuels d'Américains, classés là aussi par ordre alphabétique et constitués en application des lois leur accordant des secours (an VII-1870). Ces pièces complètent les précédentes : les mêmes noms se retrouvent souvent mais avec un décalage de quelques années. Les services départementaux en effet prirent en main l'aide aux Américains à partir du 28 germinal de l'an 7 (17 avril 1799) mais plus effectivement au début de l'an 8. On peut suivre ainsi l'évolution des situations, la vie des familles

secourues à leur débarquement, rayées des listes de distribution peu de temps après par suite de rémunération, admise de nouveau plusieurs années plus tard quand le chef de famille meurt ou prend sa retraite. Des noms nouveaux apparaissent également dans ces pièces des Archives départementales, celui de réfugiés qui avaient dédaigné les secours lors de l'arrivée et qui tentent d'en profiter pendant leur vieillesse, celui également des enfants de colons décédés essayant d'obtenir la réversibilité des secours à leur nom. Ainsi, ces pièces nous permettent de suivre les Américains sous l'Empire, la Restauration, la monarchie de juillet, la seconde République, et même pendant les premières années du Second Empire.

Grâce à ces pièces qui dépassent d'ailleurs largement le cadre de notre travail, nous verrons d'abord ce que fut la vie des Américains à Nantes pendant l'époque révolutionnaire. Le port, en contact étroit avec les îles par son commerce, par sa population aussi — beaucoup de familles de colons avaient leur origine dans la région nantaise — accueillit les réfugiés et les déportés dès 1791, les assimila avec difficulté, sans éteindre totalement la misère qui suivait leur pénible traversée. Les plus menacés étaient les enfants que nous verrons dans un second chapitre. Les secours seront le sujet de la troisième partie. Enfin, les mesures prises à l'égard des Américains montreront que, à côté de sentiments réels d'humanité, les réfugiés et les déportés étaient également l'objet de surveillance : on les suspectait d'anti-civisme.

LES AMÉRICAINS A NANTES : LEURS DIFFICULTÉS

Le bureau de secours de Nantes eut à répondre à 710 demandes concernant quelque 1.500 Américains déportés ou réfugiés. Cette importante colonie s'établit non sans difficultés dans la ville. Le dénuement des réfugiés au terme d'un pénible voyage ne facilitait pas leur intégration. Ils cherchèrent cependant à vivre à Nantes tout en espérant que, de ce port, ils pourraient un jour retourner à la colonie.

1 - *La traversée.*

Les Américains à Nantes avaient eu à subir une dure épreuve : la traversée. Démunis de tout, ou dans le meilleur des cas — au début — riches de quelques quarts de café ou de sucre, ils étaient arrivés à Nantes avec leurs seules affaires personnelles, des vêtements pour l'essentiel. Les premiers à passer à Nantes débarquèrent au troisième trimestre de 1791, conséquence des troubles graves et géographiquement encore limités. Anne Vetelay, veuve Buor vint à Nantes le 24 décembre 1791, réfugiée du quartier du Fort-Dauphin¹. Chassereau, colon au Dondon, eut ses biens brûlés le 10 septembre 1791². La *Tendre-Mère* qui avait quitté Port-au-Prince au mois de décembre — la ville avait été en partie incendiée le 22 novembre — arriva à Nantes au mois de janvier suivant. La veuve Hinard et sa fille épouse de Miège, « n'hésitèrent point en 1791 d'abandonner leurs propriétés situées à la Ravine-du-Sud, isle de Saint-Domingue »³.

A - *Les passages avant l'intervention de l'Angleterre.*

Avant que l'Angleterre ne déclarât les hostilités en se saisissant des navires faisant voile vers la France, les réfugiés embarquaient sur des bateaux faisant voile vers la France,

(1) A.M.I. 44 19 nivôse an 3 (8 janv. 1795).

(2) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

(3) A.M.I. 45 Attestation du commissaire de police.

les réfugiés embarquaient sur des bateaux privés habitués au trafic avec les îles. Claude Paquet profita ainsi du *Henri-IV* pour passer à Nantes en 1791⁴. Marie-Thérèse et Orsin Rousset, jeunes créoles de Saint-Marc, arrivèrent le 10 octobre 1791 sur l'*Artibonite*⁵. Le 27 juin 1792, le *Superbe* gagnait Nantes avec Marguerite Lavigne née en Louisiane et quatre enfants⁶. Périne-Antoinette Diot originaire de Nantes n'était restée que quelques années à Saint-Domingue : son mari, le citoyen Pellerin qui avait établi un hôpital au Grigri près du Cap-Français, recommanda à sa femme de s'embarquer sur l'*Olympe* le 26 avril 1792 pour Nantes⁷. Femmes et enfants fuyaient donc les premiers devant l'insurrection. Elisabeth Guchau mariée au citoyen Viart évita ainsi pillages et massacre en venant à Nantes le 21 mai 1792 sur le *Louis-Marie*⁸. Les certificats de débarquement nécessaires aux Américains secourus donnent le nom de nombreux navires qui embarquèrent des Antillais passant à Nantes : le *Tancrède* avec une jeune créole, Callongne La Fille⁹, la *Subordination* avec trois enfants, Jean-Baptiste, Auguste et François Davezag¹⁰, le *Père de famille* ayant à son bord Jean-Simon Robinet, sa femme, Elisabeth Moreau, leurs quatre enfants et Fauvette, servante noire¹¹, le *Coutard* avec Louis Grégorio¹² et surtout le *Louis XVI* et la *Tendre Mère*, témoins du pillage de Port-au-Prince. Montèrent à bord, sur le *Louis XVI*, Bononie et Lizença, enfants mulâtres originaires de la ville accueillis par le capitaine du navire, François-Thomas David¹³; sur la *Tendre Mère*, capitaine Bertho, la veuve Daucé — son mari fut tué pendant les pillages — et son enfant¹⁴, la veuve Doyric, originaire de La Rochelle. Le capitaine déclara

(4) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

(5) A.M.I. 45 Attestation de débarquement, 5 germinal an 3 (25 mars 1795).

(6) A.M.I. 45 Attestation de la marine, 26 thermidor an 6 (13 août 1798).

(7) A.M.I. Non daté.

(8) A.M.I. 45 Lettre au représentant Ruelle, 5 frimaire an 3 (25 nov. 1794).

(9) A.M.I. 44 Attestation de la marine, 30 frimaire an 5 (20 déc. 1796).

(10) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 1^{er} floréal an 3 (20 avril 1795).

(11) A.M.I. 45 Attestation 3 frimaire an 3 (23 nov. 1794).

(12) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours, 9 nivôse an 5 (29 déc. 1796).

(13) A.M.I. 44 An 3.

(14) A.M.I. 44 Attestation du capitaine, 30 frimaire a 3 (20 déc. 1794).

que « tous les navires étaient alors pleins de femmes et enfants » et d'une « partie des hommes habitants de cette ville et des environs »¹⁵.

La guerre maritime déclarée (1^{er} février 1793), les passages en ligne directe des îles à Nantes furent plus rares et fort hasardeux vu la surveillance de la mer faite par les Anglais. La traversée de Jeanne Vieusse et de son mari, Frémont, fut ainsi marquée d'une mauvaise aventure : les Anglais arrêterent le navire et conduisirent les passagers à Lisbonne où ils furent sans doute élargis¹⁶. La malchance éprouva encore davantage la veuve Charrier qui venait de perdre son mari sur leur habitation pillée des Cayes-Saint-Louis. Alors que le navire s'apprêtait à entrer « dans la rivière de Bordeaux », il fut arraisonné par les Anglais qui conduisirent les passagers dans leur pays pour les retenir prisonniers pendant 40 jours. Le *Vaal-de-la-Hougue* les accueillit après leur libération¹⁷. Il arrivait quand même que le bateau échappât aux marins anglais : il s'agissait alors de navires de guerre appelés par les Américains « corvettes » ou « frégates » ; mais ne montaient à bord que les femmes et les enfants de soldats au service dans les colonies. Marie-Ursule Boyer de la Gautrais d'origine nantaise fut ainsi rapatriée à Nantes avec un enfant sur la *Vestale* le 12 prairial de l'an 7 (31 mai 1799)¹⁸.

B - Conséquences de la guerre maritime sur les passages à Nantes.

L'acharnement des Anglais dérouta le flux des réfugiés et des déportés vers les États-Unis : le plus grand nombre des Américains à Nantes déclarent être allés à Norfolk, à Baltimore, à Philadelphie ou à New-York où les consuls de la République veillaient à les regrouper pour les faire passer en France.

Cependant, avant que le départ pour la France ne soit décidé, il semble que les Américains aient longtemps attendu. L'incendie du Cap-Français, les 22 et 23 juin 1793, fut l'événement qui provoqua l'exode d'un grand nombre de blancs vers les ports d'Amérique du Nord. Or, les convois organisés par les autorités maritimes ou les parlementaires américains n'ar-

(15) A.M.I. 44 Attestation de la marine, 2 août 1792.

(16) A.M.I. 46.

(17) A.M.I. 46 Lettre, 22 fructidor an 11 (9 sept. 1803).

(18) A.M.I. 46 Lettre, 18 germinal an 9 (8 avril 1801) .

rivèrent à Nantes que pendant l'été 1794 : de longs mois d'attente et d'indécision avaient donc précédé l'abandon définitif des colonies — leur pays — surtout de Saint-Domingue, « la perle des Antilles ». Il faut donc compter pour la plupart des réfugiés dix à douze mois de séjour aux États-Unis. Témoins, Joseph Ducamp, originaire de Nantes, qui obtint du consul à New-York une attestation de séjour datée du 15 mars 1794¹⁹ ; Etienne Poirier qui vécut à Philadelphie avant de passer à Nantes. Il demanda lui aussi un certificat au consul de la République à Philadelphie²⁰.

Quand tout espoir de retour immédiat à Saint-Domingue fut perdu, l'organisation des passages en France fut à la charge de la marine et des consuls dans les grandes villes de l'Est des États-Unis.

Un grand convoi arriva à Brest le 4 messidor de l'an 2 (22 juin 1794) sous l'escorte de l'amiral Wanstabel. Trois Américains secourus à Nantes disent être passés à Brest sous la protection des navires de l'amiral : Sulpice Dodé venu avec sa femme et sa fille, Eugénie ; Louis Listré, né à Nantes, avocat au conseil du Cap-Français ; enfin François Rémon. Huit jours plus tard, 14 navires, presque tous attachés à Nantes, arrivaient dans « la rivière » : ils laissèrent dans la ville le premier contingent important de réfugiés et de déportés²¹. Le rapprochement des dates — 4 messidor à Brest, 16 messidor à Nantes — permet de penser qu'il n'y eut pas deux convois, mais un seul qui se divisa à Brest en direction des grands ports français de l'Atlantique. De plus, certains des navires arrivés à Nantes disent avoir pris des passagers à Brest : la *Marie-Anne* commandée par Jean-Jacques Damourette, les *Deux Amis* par le capitaine Michaud, le *Courrier* par Jérôme Brelet.

Chaque navire avait à son bord, au plus, une vingtaine de personnes. L'*Emile*, capitaine Mathieu-Théodore Berthelin, avait embarqué de nombreux « passagers au compte de la République » imposés au capitaine par le consul à Dampton : Charles Florent Dangleberne, né à La Rochelle, Arnaud Serin, bijoutier-quincailler au Cap-Français, et ses deux enfants Reine et Louise, François-Alexandre-Jean-Baptiste Laporte, sa femme Marie-Catherine et un enfant, un homme, Chassereau,

(19) A.M.I. 44 Attestation, 15 mars 1794.

(20) A.M.I. 45 1 nivôse an 4 (22 déc. 1795).

(21) A.M.I. 41 Dossier n° 1.

la veuve Masseau, créole du Cap-Français, avec ses trois enfants et deux « filles de confiance négresses », Louis James, né dans l'île de Ré et Marie-Julie Léger, née au Cap. Enfin, toujours sans payer, Antoine Ageron, sa femme Adélaïde Balon, ses deux enfants et une « domestique mulâtresse ». Il était boulanger au Cap-Français. Tous ces Américains furent secourus à Nantes, sauf François Alexandre qui ne demanda rien, semble-t-il, au comité de secours. La *Mère de Famille*, capitaine Jean-Baptiste Le Roy, avait embarqué 11 Américains « donnés par l'Etat » et quelques réfugiés à leur frais. Le *Hardy* de Nantes commandé par Jérôme Grumelet transportait 16 personnes dont deux noires ; parmi les autres navires — les *Quatre Frères* d'Etienne Lefard, le *Père de famille* de Hamon, le *Cap Français* de Pierre Leveillé, le *Jeune Anarcharis* de Papineau, la *Marie Angélique* de Joseph Amiot, le *Simple* de Yves Griffé, la *Liberté* de Jean Ricard, la *Marie de Massabot* — les deux derniers avaient Dunkerque pour port d'attache.

Les consuls dans les grands ports de l'Est des États-Unis usèrent d'un autre procédé pour permettre aux réfugiés et aux déportés de gagner la France : l'armement de bateaux américains dits « parlementaires », sans doute plus sûrs d'arriver à destination étant sous la protection de la bannière étoilée. Le consul de Boston mit ainsi en adjudication le 15 fructidor de l'an 3 (1^{er} septembre 1795) le transport de quelque 150 citoyens ayant fui leurs propriétés « pour ne pas subir le joug de l'Angleterre ». Le marché suivant était proposé : « les passagers seront logés dans des cabanes ou hamacs ; chaque cabane sera garnie d'un matelas, d'oreillers, de couvertures... L'adjudicataire fournira et mettra à bord à ses frais, à l'usage des passagers, des vivres et de l'eau pour 3 mois, le tout de la meilleure qualité... Le consul fera embarquer au frais de la République un chirurgien et une caisse de médicaments »²². Le marché fut emporté par les armateurs du *Hunter* qui appareilla de Boston pour Nantes au mois de brumaire de l'an 4 : un passager, Étienne Doucet, né à Argentan, obtint le 6 nivôse de l'an 5 (26 décembre 1795) une attestation de débarquement rédigée par le sous-chef de classe de la marine²³.

L'un des premiers parlementaires à être passés à Nantes fut le *Thomas Chakley* qui arriva le 11 fructidor de l'an 2

(22) A.M.I. 43 Dossier n° 1.

(23) A.M.I. 44.

(28 août 1794) avec 162 passagers à bord ²⁴. Beaucoup demandèrent des secours dans la ville. Le *Washington* avec sa cargaison humaine de 214 personnes accosta le 6 brumaire de l'an 3 (27 octobre 1794) ²⁵. Enfin, certains Américains, dans leurs lettres au bureau de secours, déclaraient être venus sur le *Franklin*.

Le plus surprenant pour les contemporains fut certainement de voir un bateau anglais venir remettre quelque 160 colons déportés de la Martinique et de la Guadeloupe : l'*Élisabeth* que commandait le capitaine Bewson fut pris par « l'officier de vaisseau de la République » Pigeon qui conduisit le bateau jusqu'à Guérande-Saint-Nazaire, la Loire étant bloquée par la glace ²⁶. Le maire de Saint-Nazaire, Dufrexou, donna une autre explication : « le navire *Élisabeth* venant de la Martinique ayant à son bord 160 et quelques Français est venu s'échouer hier sur nos vases. La majeure partie des Français est malade et dans un dénuement absolu ». ²⁷

Cet exploit ne doit pas faire illusion : le plus souvent, et malgré les précautions que nous venons de voir, c'étaient les Français qui étaient victimes de l'habileté des marins anglais. Le passage des îles aux États-Unis lui-même n'était pas sûr : les Anglais y capturèrent Philibert Bernard, son épouse Éléonore et leur enfant Charles qui furent conduits aux Bermudes où ils restèrent trois mois et demi. Le 5 mars 1793, on les fit passer à Philadelphie où ils attendirent le départ du *Washington* pour venir à Nantes ²⁸. François Marin, né à Marseille, colon à Petit-Goave, quitta Jérémie pour les États-Unis en l'an 2 : fait prisonnier pendant la traversée, il fut incarcéré à la Jamaïque qui était, semble-t-il, la base principale des navires anglais puisque la plupart des prisonniers furent conduits dans cette île. Il s'enfuit à Porto-Rico, et de là passa à New-York ²⁹. Le record de la malchance est sans doute détenu par Michel Sebire qui eut à subir deux captures : comme les précédents, sur la route des États-Unis. Élargi, il passa à la Rochelle le 28 brumaire de l'an 3 (18 novembre 1794). Pour gagner Nantes, il monta sur une chaloupe de l'île

(24) A.M.I. 43 Dossier n° 1.

(25) A.M.I. 43 Dossier n° 1.

(26) A.M.I. 43 Dossier n° 1.

(27) Archives municipales de Saint-Nazaire, lettre du maire, 10 nivôse an 3 (30 déc. 1794).

(28) A.M.I. 44 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

(29) A.D.P. 117 Lettre non datée.

d'Yeu. Mais un corsaire anglais arrêta le bateau et lui vola tous ses bagages³⁰. Charles Duval, né à Paris, dut être pris dans des conditions semblables : il indique seulement avoir connu les prisons de la « Nouvelle Ecosse »³¹. Un autre Américain, Jean-Jacques-Fabien Mesple fut capturé sur la côte de Saint-Domingue alors qu'il quittait Saint-Marc pour Port-au-Prince en novembre 1793. Emmené à la Jamaïque³².

Malgré l'incertitude du voyage, certains Américains réfugiés aux États-Unis voulaient retourner dans leur pays. Le citoyen Bailly, originaire du Loir-et-Cher, passé à Philadelphie après l'incendie du Cap-Français fut pris ainsi par les Britanniques : alors que la plupart de ses concitoyens passaient en France, il tenta de revenir à Port-au-Prince, fut arrêté par les Anglais et emprisonné au Môle Saint-Nicolas. Il s'échappa et se réfugia à Nantes³³. La même mésaventure coûta à Jean Engoulvaent de longs mois de prison : marchand à la Guadeloupe, réfugié aux États-Unis après l'incendie du Cap-Français, il fut pris quand il voulut repasser dans l'île. Il arriva à Lorient le 25 pluviôse de l'an 5 (13 février 1797) !³⁴

La traversée de l'Atlantique ne fut pas rendue pénible et dangereuse par le seul fait de l'hostilité anglaise. La mer était source d'inquiétude, surtout peut-être à cause de la mauvaise qualité des navires. Charlotte Santo faillit ainsi se perdre dans les parages de la Providence³⁵. Un autre navire, présent là par hasard, lui permit de garder la vie sauve. Les conditions de vie des réfugiés, leur dénuement, furent aussi à l'origine de drames : le voyage de Anne-Élisabeth Vacon, originaire de Nantes, fut marqué par le décès de son mari « au banc de Terre-Neuve ». Le parlementaire qui les avait montés à son bord se dirigeait vers Bordeaux³⁶.

(30) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 11 nivôse a 3 (31 déc. 1794).

(31) A.M.I. 44 Lettre.

(32) A.M.I. 45 6 vendémiaire an 3 (27 sept. 1794).

(33) A.M.I. 44 Lettre non datée.

(34) A.D.P. 114 Formulaire, an 8.

(35) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 22 brumaire an 3 (12 nov. 1794).

(36) A.M.I. 45 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

II. - L'intégration en milieu social nantais.

Il est difficile de savoir comment se fit l'intégration au corps social nantais du groupe des réfugiés et des déportés. Seule pouvait faciliter leur vie à Nantes l'existence de parents, d'amis, de négociants aussi : ceux qui faisaient le commerce de leurs denrées coloniales avant que les troubles n'aient tout détruit. Beaucoup d'Américains — débarqués à Bordeaux, à la Rochelle, à Brest — étaient venus à Nantes pour y retrouver les leurs : le plus souvent leurs parents, leurs frères ou sœurs. Une véritable colonie existait regroupée en certains quartiers de la ville : « sur la fosse » comme l'écrivent de nombreux Américains, sur les quais Forbin, Du Guesclin, Barbinois, Gonneville, Turenne, à l'île Feydeau, au pont de la Madeleine ; le nom de certaines rues est souvent donné : les rues Félix, Crébillon, Contrescarpe surtout, le cours de la Liberté, les rues du Marchis, de Clisson, de Sully, la place Égalité ; le quartier du château. Une solidarité se nouait comme en témoignent de nombreuses attestations prouvant la qualité de propriétaires des pétitionnaires, qui étaient signées par des groupes d'Américains pour être envoyées au bureau de secours.

Mais ce qui montre peut-être le plus les attaches des colons à la ville ce sont les liens qui les unissaient au commerce nantais. 29 négociants ont attesté qu'ils recevaient avant les troubles des denrées coloniales d'Américains réfugiés à Nantes et cherchant à être secourus ! Toutes les maisons de commerce, sans approvisionnements, les lignes maritimes coupées, avaient à leur porte les colons américains qui avaient été à la source de leurs profits, et qui réclamaient aide et assistance. Marie-Adélaïde Baudin³⁷, Élisabeth Gallouin³⁸, nées à Léogane, les trois enfants Lapointe³⁹ et Marie-Thérèse Rousset de Saint-Marc⁴⁰ devaient leur subsistance aux négociants Lemasne et Praud. Les autres négociants nantais comptaient parmi les réfugiés de nombreux clients : Drouet, Antoine-Louis Fleuranceau né à Saint-Marc⁴¹, les enfants Monchery⁴² ; Louis

(37) A.M.I. 46 Non datée.

(38) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

(39) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 15 pluviôse an 3 (2 fév. 1795).

(40) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 1^{er} germinal an 3 (21 mars 1795).

(41) A.M.I. 46 24 germinal an 6 (13 avril 1798).

(42) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

Drouin, Gillaume Baudet de Saint-Marc⁴³ et la veuve Felle-neau⁴⁴ ; Julien Rucher, Jean Perriche né à Port-au-Prince⁴⁵ ; Daniel Kervégan, Caroline Beaulieu⁴⁶ et Victoire Colin née à Maribaroux⁴⁷ ; Binet, Pauline et Sophie Billard des Cayes-Saint-Louis⁴⁸ ; Lesridellière et Leroux, Barthélémy Caravé qui habitait au Boucassin où il exploitait une caféière⁴⁹ et Claude Moreau, colon, propriétaire d'une caféière-sucrerie à Torbeck⁵⁰ ; Cosson, Charles, Guillaume et Julie Chamois⁵¹ ; Corpron, Marie-Madeleine Cothereau, veuve, qui tenait une caféière à la montagne des Cahos⁵² ; Lincoln, le citoyen Desgrange⁵³ et la femme Warlock du quartier de Plymouth qui vendait du café⁵⁴ ; Aubert, Mathurin Douillard, exploitant d'une caféière près de Fort-Dauphin⁵⁵ ; Pâris, Jacques Dubuisson du Mirebalais⁵⁶ ; Guillon et Pivredière, les veuves Élisabeth Febvre née à Léogane (une caféière au Fond-des-Nègres)⁵⁷, Marie-Aimée Fouray (sucreries et caféières à Léogane, à Jérémie et à Grand-Goave)⁵⁸, et Anne-Marie Thouin⁵⁹ ; les enfants Pronzat, nés à Saint-Marc⁶⁰, Marie-Jeanne et Aimée-

(43) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 23 prairial an 3 (11 juin 1795).

(44) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 25 nivôse an 3 (14 janv. 1795).

(45) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 28 germinal an 3 (17 avril 1795).

(46) A.M.I. 46 12 ventôse an 8 (3 mars 1800).

(47) A.M.I. 44 Lettre à la municipalité, 28 ventôse an 3 (17 janv. 1795).

(48) A.M.I. 46 14 janvier 1822.

(49) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 12 germinal an 3 (1 avril 1795).

(50) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 27 nivôse an 3 (16 janv. 1795).

(51) A.M.I. 46 3 ventôse an 8 (22 fév. 1800).

(52) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 16 frimaire an 5 (6 d'éc. 1796).

(53) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 9 floréal an 3 (28 avril 1795).

(54) A.M.I. 45 Séance du directoire, 16 frimaire an 3 (6 déc. 1794).

(55) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours non datée.

(56) A.M.I. 46 Attestation du commissaire de police, 28 germinal (18 avril 1806).

(57) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 18 prairial an 4 (6 juin 1796).

(58) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 16 floréal an 3 (5 mai 1795).

(59) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 5 pluviôse an 3 (24 janv. 1795).

(60) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 4 pluviôse an 3 (23 janv. 1795).

Angélienne Galibert de la Croix-des-Bouquets ⁶¹, Jeanne Tuffet ⁶² et Zacharie Laroche ⁶³ des Cayes; Arthur Montaudouin, la veuve Marie-Thérèse Fournier intéressée en deux sucreries à Limonade et au Limbé ⁶⁴ et Geneviève Wanbel des Gonaïves ⁶⁵; Tessier, Rose et Éléonore Gachet ⁶⁶; Lechantre, Jean Godichaux ⁶⁷ et Charles Jamet né à Nantes, colon aux Cayes ⁶⁸; Richard, Marie-Louise Jasmin née à Saint-Marc ⁶⁹; Louis Foucher, Félicité-Sophie Laperrière, créole du Petit-Saint-Louis où elle possédait deux cafèières ⁷⁰; Reverrier, Joséphine Martignat des Cayes ⁷¹ et Marie-Geneviève Tournès ⁷²; Chancelme, Rose Martin ⁷³; Vilmain, Claude Paquet ⁷⁴, Louis et Hyppolite Rousseau ⁷⁵, tous nés aux Cayes; Millet, Amélie Vauthier des Gonaïves ⁷⁶; Sertorius, Marie-Jeanne et Alexandre Serin ⁷⁷; Brée, Marie-Joséphine et Grégoire Villejoint originaires des Cayes ⁷⁸; Prébois, Marie-Anne Walsh dont les propriétés étaient situées près du Cap ⁷⁶; Henry, les enfants

(61) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 16 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

(62) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 20 nivôse an 3 (9 janv. 1795).

(63) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 15 vendémiaire an 3 (6 oct. 1794).

(64) A.M.I. 46 16 vendémiaire an 8 (8 oct. 1799).

(65) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 7 pluviôse an 3 (26 janv. 1795).

(66) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours, 5 pluviôse an 3 (24 janv. 1795).

(67) A.M.I. 44 3 floréal an 3 (22 avril 1795).

(68) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 4 floréal an 3 (23 avril 1795).

(69) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 4 floréal an 3 (23 avril 1795).

(70) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 26 brumaire an 3 (16 nov. 1794).

(71) A.M.I. 45 Séance publique du directoire, 5 nivôse an 3 (25 déc. 1794).

(72) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

(73) A.M.I. 46.

(74) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

(75) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 14 ventôse an 3 (4 mars 1795).

(76) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 9 ventôse an 3 (27 fév. 1795).

(77) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 7 germinal an 3 (27 mars 1795).

(78) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 4 prairial an 3 (23 mai 1795).

(79) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 1^{er} ventôse an 3 (19 fév. 1795).

Piel-Latour⁸⁰. Deux maisons de commerce travaillaient à Nantes alors que leurs propriétaires paraissent d'origine étrangère : Gallevery et Meade étaient les correspondants de Jean et Jean-Baptiste Yvonnet nés dans le quartier de l'îlet à Pierre-Joseph⁸¹ ; Van Neumen junior avec la citoyenne Pilat née au Cap-Français⁸². Mais ces liens au commerce nantais ne paraissent pas avoir été d'un grand secours aux Américains. Les négociants, eux-mêmes durement touchés, ne pouvaient aider efficacement les anciens colons.

Aussi les difficultés de la vie quotidienne sont-elles sensibles dans les lettres que les Américains envoyaient au bureau de secours de Nantes. Les expressions « extrême détresse », « le plus affreux dénuement » qui reviennent souvent, les appels à la générosité publique, à « la meilleure des mères », la nation, marquent la réelle misère d'une bonne partie de cette colonie, difficile à greffer à la société nantaise, déracinée et portant toujours en elle un espoir de retour, mutilée surtout dans ses membres. La maladie, la guerre, les voyages avaient causé — nous le verrons — bien des malheurs.

Aussi les Américains, pour vivre, devaient-ils travailler s'ils le pouvaient. De plus, face à l'épreuve que fut l'abandon de leur pays, ils ne se présentaient pas tous avec les mêmes chances : certaines familles étaient passées à Nantes sans qu'il y ait eu, pour ses membres, de préjudices physiques. Le mari pouvait alors, après quelques mois de dénuement et d'indécision, trouver un travail et s'intégrer ainsi à son nouveau milieu.

Les diverses administrations nantaises furent les premières à ouvrir leurs portes aux Américains. Il est remarquable en particulier que de nombreux réfugiés trouvèrent un emploi dans les services de l'octroi et des douanes : Gabriel Constans était « visiteur de l'octroy »⁸³, Louis-Auguste Mirande et Emile Charrier, commis à la douane⁸⁴, de même que Pépin⁸⁵. Jean-Marc Jochaud né à Nantes travailla dans les divers sec-

(80) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 28 ventôse an 3 (18 mars 1795).

(81) A.M.I. 45 Lettre au représentant du peuple, 28 nivôse an 3 (18 mars 1795).

(82) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 21 brumaire an 3 (3 nov. 1794).

(83) A.D.P. 119.

(84) A.D.P. 119.

(85) A.D.P. 117.

teurs de l'administration : à la mairie à partir de germinal de l'an 2, mais incarcéré quelques jours plus tard, il ne revint au bureau de secours qu'en frimaire de l'an 3. Il passa ensuite à l'octroi de Nantes, puis sous l'Empire, « à la fonderie impériale d'Indret »⁸⁶. Benoît-Esprit Fournier, né à Toulon, déporté de la Guadeloupe⁸⁷, un fils Vallabrègue⁸⁸, Pierre Chassagnac à partir sans doute de 1814, travaillèrent dans les bureaux de l'octroi. Les 3 fils de Martial Latour né au Cap-Français et décédé en 1837, obtinrent un poste dans les douanes, alors qu'un quatrième enfant était capitaine du génie⁸⁹.

La mairie embaucha des Américains : ils étaient utiles au bureau de secours. Jean-Martin Jochaud, nous l'avons vu, y travailla, mais aussi Antoine Ageron⁹⁰. Trois « commis à la municipalité » — Antoine Delamarre passé à Nantes sur le *Thomas Chakley*⁹¹, Gratien Duverger⁹², de Bordeaux, marchand à Port-au-Prince et le citoyen Noyau réfugié⁹³ avaient vécu aux Antilles. Parmi les agents de l'administration des impôts, on trouve également de nombreux Américains, parfois même à des postes élevés : Jean-Charles Savarian, réfugié à Cuba avec trois enfants, puis à Nantes, dirigeait en 1814 les bureaux des contributions indirectes de Chateaubriand⁹⁴, le citoyen Maisonneuve ceux de Saint-Père-en-Retz⁹⁵; le percepteur de Bouguenais était, vers 1830, Pierre-André Pujol né à Port-au-Prince, fils de Marthe-Joséphine Brard⁹⁶, celui de Vallet, Joseph-Silvestre Larigaudelle était rentré à Nantes en 1791⁹⁷. Travaillait encore aux contributions indirectes de Nantes un fils Levalois⁹⁸. Julien-Joseph Maucler était commis à la perception de la ville⁹⁹.

Les services de la marine avaient pris des employés amé-

(86) A.M.I. 45 24 floréal an 3 (23 avril 1795) et A.D.P. 117 Lettres 1806-1833.

(87) A.M.I. 46 Lettre du 22 floréal an 6 (11 mai 1798).

(88) A.D.P. 118 Lettre 1845-1846.

(89) A.D.P. 116 Lettre 1833-1837-1842.

(90) A.M.I. 44-46.

(91) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours, 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

(92) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours, 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

(93) A.D.P. 117 an 11.

(94) A.D.P. 118 Lettres an 10 (1817-1831).

(95) A.D.P. 117 Lettre du sous-préfet, 1822.

(96) A.D.P. 117 Lettre du maire de Bouguenais, 28 nov. 1833.

(97) A.D.P. 116 Formulaire an 9.

(98) A.D.P. 116 Lettre 1835.

(99) A.D.P. 117 Formulaire, 13 frimaire an 14 (4 déc. 1805).

ricains comme les bureaux des autres administrations : Alméral, déporté de la Martinique par les Anglais¹⁰⁰; Corbinière, ancien colon, « commis de la marine de 1^{re} classe », retraits en 1836¹⁰¹; Alexis-Jean Durousseau, « commis principal »¹⁰²; Jean-Louis Lefrançois, réfugié de Jérémie avec Louise-Jeanne Mocquard, sa femme, était même « sous-chef des bureaux civils de la marine »¹⁰³.

Même si ces différents services administratifs de Nantes, des douanes, des impôts et de la marine avaient recruté de nombreux réfugiés ou déportés, la colonie américaine — preuve de son intégration au milieu nantais — avait des représentants dans les professions les plus diverses : Dominique Dulac était commissaire de police¹⁰⁴, Louis-Jean-Marie Guille¹⁰⁴, notaire, de même que Jean-Antoine Guieu qui avait abandonné son étude de Port-au-Prince¹⁰⁵, un citoyen Delincé, commissaire-priseur¹⁰⁴, Cazanke, Courtier¹⁰⁴, Jochaud, Verdière, juge de paix¹⁰⁴, François Lefoulon, médecin¹⁰⁶. Les métiers manuels permettaient également à certains Américains de gagner leur vie. Pierre-Gaspard Letrésor, réfugié après l'incendie du Cap-Français, s'installa comme cultivateur dans le district de Bayeux, Barthélemy Cavaré, colon et boulanger à Saint-Domingue, exerçait à Nantes la profession de « journalier-cordonnier »¹⁰⁷. Jean-Jacques Lemasle né en Seine-et-Oise se mit tapissier à Nantes alors qu'il avait tenu un magasin de meubles à Saint-Domingue¹⁰⁸. Le petit commerce attira certains : on cessa de donner des secours à Gabriel Gros parce qu'il avait monté une petite boutique¹⁰⁸. Marie-Nicole L'Hermier, créole de Saint-Domingue, faisait le commerce des cigares¹¹⁰; Bernard Bidault qui mourut vers 1840 était cafetier¹¹¹.

Ces Américains ayant trouvé un travail à Nantes étaient certainement parmi les plus favorisés.

(100) A.M.I. 46 1^{er} germinal an 9 (22 mars 1801).

(101) A.M.I. 46 Lettre, 16 avril 1801.

(102) A.D.P. 114 an 13.

(103) A.M.I. 45 Lettre 20 pluviôse an 3 (8 fév. 1795).

(104) A.D.P. 119 Liste d'Américains.

(105) A.D.P. 115 Formulaire, an 8.

(106) A.M.I. 46 1 ventôse an 8 (20 fév. 1800).

(107) A.D.P. 113 15 nivôse an 8 (5 janvier 1800).

(108) A.D.P. 116 Formulaire, an 8.

(109) A.M.I. 46 Lettre, 3 pluviôse an 9 (23 janv. 1801).

(110) A.M.I. 46 Lettre au comité de secours, 4 frimaire an 3 (4 nov. 1794).

(111) A.D.P. 112 Lettre, mars 1843.

Tous les réfugiés ou déportés n'en étaient pas là, beaucoup n'avaient pas d'emploi ou même ne pouvaient pas travailler. Les troubles, l'abandon des îles avait atteint de nombreuses familles dans ses membres : beaucoup d'hommes, de garçons étaient morts à Saint-Domingue. Et les femmes passées à Nantes avec leurs enfants, sans travail, s'y trouvaient tombées dans la misère. Ainsi Modeste Barême débarquée à Nantes le 6 brumaire de l'an 3 avec cinq enfants, avait perdu son mari à Philadelphie où ils s'étaient réfugiés après l'incendie du Cap-Français ¹¹². Marie-Françoise et Marie-Catherine Bigeon Sablonnière étaient orphelines de père et de mère depuis les troubles de Saint-Domingue ¹¹³, Sébastien Buor qui possédait une caféière dans l'Acul-des-Pins mourut « de peine et de fatigue » au mois de mars 1792 alors que les noirs venaient de brûler le quartier le 15 janvier 1792 ¹¹⁴. Françoise-Anne Vetelet, sa femme, passée à La Rochelle avec ses deux enfants, puis à Nantes, demeurait Haute-Grande-Rue « dans une position très pénible, sans aucune fortune... (sans) autres ressources que son travail comme lingère » ¹¹⁵. La veuve Charrier, née à Nantes se décida à passer en France après la mort de son mari sur la sucrerie qu'il faisait valoir aux Cayes-Saint-Louis, les bâtiments ayant été dévastés quelque temps auparavant ¹¹⁶. « Après avoir vu tuer son mari à ses pieds », Marie-Julie Drouet, née à Ligné, près d'Ancenis, abandonna le Cap-Français où resta son fils cadet, éloigné d'elle au moment de son embarquement, précipitée sur le premier navire qui se présenta à elle. A Nantes, « elle se (trouvait), elle et sa fille, dans la plus cruelle nécessité d'aller laver à la journée et à la pièce, heureuse encore quand elle avait de l'ouvrage ». Son fils aîné, « pour trouver les moyens à vivre » fit « quelques voyages sur les corsaires » avant d'être pris au service de la marine ¹¹⁷. Son gendre, « embarqué pour le même fin » avait été fait prisonnier et conduit en Angleterre. Quelle situation aussi que celle de Marie-Thérèse Thomas mariée à Ajaccio au citoyen Fontalon et sa sœur également mariée qui avaient perdu « leurs maris respectifs dans la tourmente » ! Ces deux femmes avaient été déportées de Sainte-Lucie et de Tobago

(112) A.M.I. 46 Formulaire.

(113) A.M.I. 44 9 prairial an 3 (28 mai 1795).

(114) A.M.I. 44 Lettre 23 brumaire an 3 (13 nov. 1794).

(115) A.M.I. 46 Attestation du commissaire de police, 23 avril 1836.

(116) A.M.I. 46 Lettre du 22 fructidor an 2 (8 sept. 1795).

(117) A.M.I. 45-46 Lettre datée par le commissaire de police, 25 germinal an 6 (14 avril 1798).

par les Anglais ¹¹⁸. Même misère pour la veuve Hinard et sa fille, épouse Miège, dont le mari « époux vertueux et père tendre » avait été tué à la Ravine du Sud en 1791. Passées à Nantes, la jeune femme chargée de deux jeunes enfants, souvent malades, elles sont forcées de vendre « la majeure partie de leurs effets pour subsister ». La veuve Hinard, « plus que sexagénaire » est « hors d'état de faire aucune œuvre de main » comme de très nombreuses femmes âgées réfugiées des Antilles et privées comme elle — depuis longtemps, ou parfois depuis les troubles de Saint-Domingue — du secours de leur mari ¹¹⁹. Françoise, Michelle Lafuge fut même veuve deux fois : de Charles Bérault, puis de Baptiste Lafuge, greffier à Jérémie, « sacrifié par les insurgés » ¹²⁰. Anne Merlet avait perdu son mari « massacré par les nègres à l'âge de 82 ans » ¹²¹. L'époux et les deux fils de la citoyenne Legendre avaient été tués également par les noirs révoltés ¹²². Marie-Louise et Charles-Alexandre Sorin, orphelins de père — dans les troubles de Saint-Domingue — et de mère — en 1792 à Nantes — « sont aux derniers besoins » ¹²³.

De plus, Nantes et sa région n'étaient pas un asile sûr, à l'abri des troubles : la guerre de Vendée fut une épreuve supplémentaire pour certains réfugiés et déportés. Le mauvais sort semblait les poursuivre jusque dans leur retraite. A la porte même de Nantes, Vertou fut investie par les « brigands » vendéens en mars 1793, provoquant la fuite d'une partie de la population. Mathurin Douillard qui s'y était réfugié chez sa mère en 1792 dut fuir à Nantes, la maison qu'il occupait ayant été brûlée ¹²⁴. Même aventure à Jean-Simon Robinet, réfugié de Port-au-Prince à Vertou, qui dut également abandonner sa maison pour aller à Nantes. Dans le besoin, il fut obligé de renvoyer sa servante noire, Fauvette, venue avec lui de la colonie ¹²⁵.

Eulalie Durocher s'était installée, elle, à Saint-Lumine-de-Coutais, avant d'être obligée de venir à Nantes au mois de pluviôse de l'an II « pour se soustraire à la fureur des bri-

(118) A.D.P. 114 Formulaire, vendémiaire an 8.

(119) A.M.I. 45 Lettre.

(120) A.D.P. 116 Lettre 1806.

(121) A.D.P. 116 Formulaire an 9.

(122) A.D.P. 116 Lettre 1816.

(123) A.M.I. 45 Lettre du correspondant, 7 germinal an 3 (27 mars 1795).

(124) A.M.I. 44 Lettre non datée.

(125) A.M.I. 45 Attestation, 3 frimaire an 3 (23 nov. 1794).

gands ». « Mon travail, quand j'ai pu m'en procurer, pour l'habillement des défenseurs de la patrie m'a fait vivre, ainsi que quelques bijoux que j'ai vendus » écrit-elle au bureau de secours ¹²⁶. Le mari de Jeanne-Élisabeth Boullemer, commissaire de mines de Montrelais en Maine-et-Loire, ne pouvait assurer son travail, craignant les « Chouans » et les « brigands » ¹²⁷. Des terres appartenant à des Américains furent incendiées dans les environs immédiats de Nantes : à la Chevaslière, Félicité Robion perdit tout le profit qu'elle pouvait tirer d'une petite propriété ¹²⁸ ; à Bouguenais, un petit bien de campagne de François Narp, fut dévasté ¹²⁹ ; au Loroux, une terre de Charlotte Robin, épouse de Pilat « brûlée » par les brigands vendéens » ¹³⁰. La guerre de Vendée fut donc une nouvelle épreuve pour les Américains : quelques-uns y participèrent. Un bataillon de hussards américains fut constitué à Nantes et participa à la guerre de Vendée ; Jean-Baptiste Lubin, homme de couleur passé en France avec le lieutenant-colonel Touzard du régiment du Cap-Français, y fut incorporé. Il fut blessé à la jambe droite et la municipalité le fit entrer à l'hospice de la Réunion ¹³¹. La lutte se termina tragiquement pour certains : Davy, passé du Cap à Nantes le 16 août 1792, fut également blessé à une jambe et devint estropié. Il mourut peu de temps après « des suites de sa blessure » ¹³². Felloneau fut tué « dans une sortie contre les brigands » ¹³³. Nous connaissons déjà Jeanne Vieusse qui avait eu une mauvaise traversée. Elle perdit son mari « tué le 28 vendémiaire an 7 en combattant les brigands royaux qui pénétrèrent dans cette commune (Nantes) » ¹³⁴.

Malgré toutes ces épreuves endurées par les Américains passés à Nantes, ils purent trouver place dans la ville, s'y installer pour vivre. Les familles souvent durement éprouvées, privées de leur cadre matériel et social, cherchèrent à s'adap-

(126) A.M.I. 44 Attestation du correspondant, 26 brumaire an 3 (16 nov. 1794).

(127) A.D.P. 112 Lettre, pluviôse an 14.

(128) A.D.P. 118 Lettre non datée.

(129) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours, 25 nivôse an 3 (14 janv. 1795).

(130) A.M.I. 45 Attestation du correspondant, 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

(131) A.D.P. 116 Formulaire, an 8.

(132) A.D.P. 115 Formulaire, an 8.

(133) A.M.I. 44 24 nivôse an 3 (13 janv. 1795).

(134) A.M.I. 46 Lettre non datée.

ter à un milieu, à un travail. Dans l'infortune, ils avaient à leur disposition l'aide que le gouvernement leur accorda un peu tardivement par la loi du 27 vendémiaire de l'an 3 (18 octobre 1795) dont nous reparlerons.

Cette aide pouvait être surtout utile aux enfants passés seuls à Nantes. Leur cas était sans doute le plus tragique.

JEUNES AMÉRICAINS A NANTES

Cent treize demandes de secours concernent cent quatre-vingt-onze enfants. Ce chapitre sur les jeunes Américains séparés de leurs parents après les troubles et la déclaration de guerre contre les Anglais est donc très important.

Ils se trouvèrent à Nantes ou dans sa région sans aucune relation avec leurs parents, sans ressources, ne recevant plus de denrées coloniales, à la charge de correspondants, logés chez une grand-mère, une tante ou une sœur, voire chez un ami. Quelles furent les conséquences des troubles sur leur situation en France ? Comment le gouvernement essaya-t-il de les aider ?

Tous ces enfants n'habitaient pas en France avant les « désastres » survenus dans les îles : 34 demandes de secours seulement sont relatives à de jeunes Américains arrivés à Nantes après mars 1791.

1 - *Les enfants venus en France avant les troubles.*

Les enfants résidant en France avant les troubles étaient venus recevoir une éducation sérieuse, loin de la colonie où les mœurs étaient particulièrement libres. Leurs parents, parfois leurs tuteurs les avaient adressés à leur correspondant à Nantes qui les avaient envoyés, selon les vœux des colons, soit dans un collège, soit en pension chez des membres de la famille des jeunes Américains, ou simplement dans des foyers de la ville. Ce groupe de jeunes Américains résidant à Nantes prouve les relations étroites qui existaient entre ce port et les Antilles.

a) - *Les orphelins.*

Les orphelins étaient nombreux parmi les jeunes créoles venus pour leurs études, envoyés par leur tuteur, parfois par leurs parents décédés après le départ des enfants ou victimes des troubles qui secouèrent les îles d'Amérique.

Les correspondants, ruinés par les pertes subies aux colonies, et plus encore par l'arrêt de tout trafic maritime, n'hésitèrent pas à réduire au plus strict minimum les dépenses d'éducation des jeunes enfants. Certains même, officiellement au moins et peut-être dans le but d'obtenir des secours meilleurs, déclarèrent abandonner les orphelins dont ils avaient la charge. Ainsi cette décision plaça Françoise et Marie-Catherine Bigeon, nées en 1771 et en 1763 sur la paroisse Saint-Jérôme, quartier de l'Artibonite, dans une situation désastreuse. « Nous certifions, écrit leur correspondant, avoir connaissance de la mort du père, et être très incertain sur le sort de la mère n'ayant reçu aucune lettre depuis les désastres de nos colonies ». Et sur la même lettre, ils déclarèrent « n'avoir aucun fonds ni denrées pour pouvoir subvenir à leurs dépenses », et ne plus pouvoir leur faire de nouvelles avances, « ce qui les réduit dans la plus grande détresse. »¹ Même situation pour Marie-Louise Sorin née en 1780 et son frère Jean-Charles né en 1783, « tous deux habitants de Saint-Domingue, passés il y a environ huit ans en France pour y recevoir leur éducation ; dans les troubles des colonies, ils ont perdu leur père, et leur mère est morte à Nantes en 1792 ». Jean-Jacques Sertorius, correspondant et tuteur, « obéré par les avances qu'il a faites n'est plus dans le cas d'en faire de nouvelles. » Les enfants sont « au dernier besoin » ajoute le tuteur². Les parents de ces orphelins étaient propriétaires d'une habitation à l'islet à Pierre-Joseph. Le père de Pauline et de Sophie Billard fut tué dans l'île en 1795. Il était entrepreneur aux Cayes, et envoyait à ses enfants les sommes nécessaires à leur éducation. Mais le correspondant à Nantes Binet qui avait en charge ces deux jeunes filles depuis le 17 juillet 1790 décida de ne plus rien avancer³. De même, Marie-Geneviève Tournès, « orpheline de 18 ans, née aux Cayes du Fond de l'isle à Vaches », en France depuis six ans ; depuis quatre ans, elle n'a reçu ni fonds ni nouvelles de son pays, et elle n'a pu vivre qu'au moyen des avances qui lui ont été faites par le citoyen Reverrier, son

(1) A.M.I. 44 - Attestation du correspondant 9 prairial an 3 (28 mai 1795).

(2) A.M.I. 45 - Attestation du correspondant 7 germinal an 3 (27 mars 1795).

(3) A.M.I. 44 - Attestation du correspondant 10 floréal an 5 (29 avril 1797).

A.M.I. 46 - Attestation du correspondant 9 frimaire an 8 (30 nov. 1799).

correspondant, qui à présent chargé d'une nombreuse famille ne peut plus continuer à lui être utile ». Et le correspondant la retire d'une pension coûteuse pour la garder chez lui par économie !⁴ Enfin, Louis Leuder, né au Cap-Français en 1778 se retrouva sans appui après que ces correspondants eurent décidé de ne plus lui faire d'avances et que son oncle et tuteur qui l'avait envoyé à Nantes fut mort peu de temps après son départ.

Les correspondants reprirent rarement les enfants dans leur propre maison, mais les laissèrent aux personnes à qui ils les avaient confiés ou bien les abandonnèrent dans les collèges. Les personnes qui avaient accueilli les jeunes Américains furent obligées de les garder « par humanité », sans autres ressources que celles qu'elles espéraient du gouvernement. Le collège de Sorèze avait recruté un certain nombre d'élèves américains dont Louis-Charles Autrusseau né en 1782 à la Grande-Rivière. Jusqu'au mois de pluviôse de l'an 10, il y profita « de la faveur que le gouvernement (avait) accordée aux colons y étant restés d'après les conditions faites avec les directeurs et acquéreurs de cet établissement de garder tous les Américains qui y étaient déjà. »⁵ Le collège de Beaupréau en Maine-et-Loire comptait également dans ses listes d'élèves au moins un jeune Américain, Jean-François Domergue. Sa mère était décédée à Nantes et son père, colon à Saint-Domingue, ne donna plus signe de vie après le début des troubles. Mais rien n'indique que le collège où étudiait ce jeune garçon reçut des subventions spéciales pour son éducation comme ce fut le cas au collège de Sorèze.

Les quelques familles nantaises qui logeaient de jeunes orphelins américains n'abandonnèrent pas leurs protégés dans le malheur. Ainsi la veuve Lepot qui était chargée de Sophie et de Fortuné Duhart⁷. De plus, celui-ci devait être handicapé par une mauvaise santé car il ne put aller au service. Suzanne Roux, de Léogane, envoyée en France par son tuteur, demeurait chez la citoyenne Garnier rue du Chapeau-Rouge⁸. Jean-Baptiste Mathieu également de Léogane, joua de mal-

(4) A.M.I. 45 - Attestation du correspondant 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

(5) A.M.I. 46 - Attestation du correspondant 4 fructidor an 11 (22 août 1803).

(6) A.M.I. 46 - Pétition non datée.

(7) A.M.I. 44 - Attestation 10 ventôse an 3 (28 fév. 1795).

(8) A.M.I. 45 - 6 ventôse an 3 (24 fév. 1795).

chance. Ses logeurs, le citoyen Gassignard et sa femme furent massacrés à Machecoul par les « brigands » vendéens. Il fut envoyé alors chez le citoyen Guénée près de Saint-Similien⁹.

Trois autres orphelines furent envoyées en France à la charge de négociants : Marie-Adélaïde Bodin¹⁰ originaire de Léogane et Marie Colardeau née en 1777 à Port-au-Prince qui vinrent à Nantes pour leur éducation, la première le 25 juin 1789 adressée au correspondant Lemasne et Praud¹¹, la seconde le 15 août 1785 chez les négociants Chaurand frères¹². Marie Colardeau possédait à Saint-Domingue de maigres « propriétés » puisqu'elles « consistaient en un ou plusieurs nègres »¹³. Que leur apporta leur séjour en France ? Une éducation manquée sans doute puisque Marie-Colardeau avant de repasser aux îles en l'an 10 indiqua qu'elle travaillait comme lingère. Elle était mère alors d'un enfant en bas âge¹⁴. Marie-Adélaïde Bodin passa également aux îles sur l'*Élisabeth*¹⁵. Elle ne donna pas d'indications sur sa situation qui ne paraît pas plus séduisante. Enfin, dernier orphelin venu à Nantes avant les troubles, Jacques Dubuisson avait pour tuteur le citoyen Paris, négociant rue Racine à Nantes. Sa mère était décédée quelques jours après sa naissance. Il avait perdu également son père, tué sur son habitation au Mirebalais.

Ainsi, treize demandes furent adressées par des orphelins au bureau de secours établi auprès de la municipalité de Nantes. Dix étaient créoles.

2 - Enfants venus à Nantes avant les troubles et séparés de leurs parents.

Les dossiers envoyés au comité de secours permettent d'identifier 83 enfants venus pour leur éducation avant les troubles. Tous étaient adressés à un correspondant qui se chargeait de payer leur pension ainsi que toutes les dépenses

(9) A.M.I. 45 - Pétition 7 nivôse an 3 (27 déc. 1794).

(10) ou Baudin.

(11) A.M.I. 1 Formulaire.

(12) A.M.I. 46 - Formulaire 11 vendémiaire an 8 (3 oct. 1799).

(13) A.M.I. 44 - Lettre au comité de secours 8 nivôse an 5 (28 déc. 1796).

(14) A.D.P. 112 - Attestation du capitaine de navire.

(15) A.M.I. 46 - Attestation du commissaire de police 28 germinal an 8 (18 avril 1800).

de leur éducation. Dans la plupart des cas, les parents exploitaient une habitation coloniale à Saint-Domingue, nous le verrons, presque tous ces jeunes étaient créoles.

Pour beaucoup de ces Américains, les pièces qu'exigeait le comité nous font connaître les personnes qui les logeaient à Nantes. Quelques familles avaient trouvé là, sans doute, un moyen pour gagner quelque argent.

Ainsi la veuve Aubry avait accueilli cinq enfants : Adélaïde, Jean-Louis et Joséphine Tublet arrivés avec François Lebrun, leur cousin, en juillet 1792 sur le *Miragoane*¹⁷. Nous étudierons plus loin ces enfants partis des îles après les premiers troubles. La cinquième enfant, Marie-Justine Lestournelle avait toujours habité la France avec sa mère, mais celle-ci gagne, en 1791, le quartier d'Aquin à Saint-Domingue où son mari exploitait une indigoterie. Quand les Anglais eurent bloqué les îles, la jeune fille se trouva sans aucune ressource, « mon correspondant, écrit-elle, ne pouvant plus par ses propres malheurs me faire la plus légère avance pour subsister¹⁸ ».

La citoyenne Garnier chez qui habitait Suzanne Roux logeait deux autres jeunes filles originaires de Saint-Domingue : Élisabeth Gallouin de Léogane (1779) venue en France en 1788 chez les correspondants Lemasne et Praud chez qui elle recevait avant les troubles 800 francs chaque année¹⁹, Julie Mombos de Port-Français débarquée à Nantes le 23 avril 1790²⁰.

Le métier de tailleur attira plusieurs jeunes Américaines obligées de travailler pour ne plus être à la charge de quelqu'un. Deux logeaient chez la citoyenne Frétier pour y apprendre ce métier : Félicité Lapaquerie née à l'Artibonite, arrivée à Nantes en 1785 avec son frère Louis-Étienne²¹ ; et Marie-Françoise Tardiveau, jeune créole de Saint-Domingue (1778). Sans secours cette dernière exposa aux membres du comité de secours, qu'elle avait « été envoyée par ses père et mère en France à l'adresse des citoyens Jean-Baptiste Lemasne et fils et Jean Praud, étant alors âgée de 3 ans et

(17) A.M.I. 45 - Requête de la veuve Aubry 21 prairial an 5 (9 juin 1797).

(18) A.M.I. 44 - Lettre au comité 17 pluviôse an 3 (5 fév. 1795).

(19) A.M.I. 44 - Pétition de la citoyenne Garnier 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

(20) A.M.I. 44 - Lettre au comité de secours pluviôse an 3.

(21) A.M.I. 45 - Lettre au comité 11 floréal an 3 (30 avril 1795).

actuellement âgée de 17 ans ; (que) l'intention de ses dits père et mère propriétaires d'une habitation à l'Artibonite était de lui faire donner de l'éducation ainsi qu'à ses trois frères dont deux sont depuis trois ans au service de la République aux frontières, le troisième est mort au même service étant caporal-major attaché au bataillon de Nantes... (que) les malheurs arrivés aux colonies les (les correspondants) a déterminés à retirer l'exposante d'une pension d'éducation pour la mettre chez la citoyenne Frétier où elle est depuis trois ans en apprentissage de tailleur pour femme »²².

De même, Eugénie Lagaud née aux Cayes-Saint-Louis travaillait chez le citoyen Gros, tailleur, rue Fontenelle²³. Enfin la citoyenne Gros demeurant rue de la Poste, avait également en pension deux jeunes enfants américains, Constance Joly née au Cap dont les parents avaient des propriétés au Cul-de-Sac, dans le quartier de Plaisance²⁴. Son correspondant La Thébaudière payait ses dépenses dans la pension²⁵. Dans la même maison habitait Amélie Vauthier née en 1778 dans le quartier des Gonaïves. Son correspondant était Julien Millet²⁶.

D'autres enfants séparés de leurs parents vivaient chez un membre de leur famille à Nantes ou bien chez des amis de leurs père et mère. Leurs correspondants n'en payaient pas moins les dépenses. Ainsi Françoise-Victoire Hache âgée de 15 ans l'an 3 et venue de Fort-Dauphin à Nantes en 1790, logeait chez sa marraine, la veuve Lepot²⁷. De même Jean-Simon Huard né en 1778 fut envoyé à sa tante en 1789 pour son éducation. Pendant la période révolutionnaire, « animé de l'amour de la patrie (il) a fait constamment le service de canonnier nantais depuis l'âge de 15 ans²⁸ ». Henri, Julien et Victoire Maclerc venus en 1786 du Dondon étaient également à la charge de leurs tantes, mais celles-ci âgées et

(22) A.M.I. 45 - Lettre au comité non datée (sans doute pluviôse an 3).

(23) A.M.I. 45 - Au comité de secours, 13 pluviôse an 5 (1^{er} févr 1797).

(24) A.M.I. 44 - Idem, 25 nivôse an 3 (14 janv. 1795).

(25) A.M.I. 44 - Attestation du correspondant 25 frimaire an 5 (15 déc. 1794).

(26) A.M.I. 45 - Attestation du correspondant, 9 ventôse an 3 (27 fév. 1795).

(27) A.M.I. 44 - Au comité de secours 2 brumaire an 3 (23 oct. 1794).

(28) A.M.I. 44 - Idem, 8 floréal an 3 (27 avril 1795).

sans fortune ne pouvaient que difficilement assurer la subsistance des enfants ²⁹.

Il reste quatre cas pour lesquels nous connaissons également le nom des personnes qui accueillirent les enfants, mais sans que nous puissions préciser s'il s'agit de membres de la famille ou d'étrangers : Guillaume Chamois (1781) ses frère et sœur Charles (1783) et Julie (1784) furent confiés à la veuve Lahaye que payait le citoyen Cosson, correspondant à Nantes ³⁰. Les secours furent supprimés en l'an 5 ; la jeune fille fit une nouvelle demande protestant qu'elle ne recevait « aucun secours de ses parents demeurant au Cap-Français ». Ses frères Guillaume et Charles étaient alors prisonniers en Angleterre ³¹. Nous ne savons pas non plus s'il existait des liens familiaux entre les deux Américaines « Marie-Elisabeth Leclerc, fille du citoyen Leclerc, ci-devant procureur à Port-au-Prince et Marguerite Champy fille du citoyen Champy aussi de Port-au-Prince » et la citoyenne Philippon qui les accueillit en 1796. Celle-ci est « pauvre » mais « partage son pain ». Elle craint de ne pouvoir garder les enfants si les secours ne lui sont pas accordés ³². De même, Caroline Mullonnière, d'origine créole (1775), ses jeunes frère et sœur Nicolas et Clémentine, furent logés chez Jean-Baptiste Lambert, épicier, demeurant rue Nicolas. Leurs parents possédaient une caféière « considérable sur laquelle il y avait 160 noirs (et les) chevaux, mulets et bêtes à cornes nécessaires à l'exploitation ». Ils habitaient à Nantes depuis 1790 et avaient tenter de regagner la colonie, mais ils furent pris par les Anglais et conduits à la Jamaïque ³³. Enfin, Louise-Laurence Grabot venue de la Grande-Rivière vécut d'abord chez la citoyenne Martin à Montrelais ; mais peut-être par crainte des « brigands » vendéens, elle revint à Nantes chez la femme Daimbau ³⁴.

Parmi ces 23 enfants, on compte peu de garçons. Sans doute furent-ils appelés très jeunes au service ainsi que le montrent plusieurs lettres envoyées au comité de secours.

(29) A.M.I. 45 - Idem, pluviôse an 3.

A.M.I. 47 - Idem, 28 vendémiaire an 8 (20 oct. 1798).

(30) A.M.I. 44 - Attestation du comité de secours, vendémiaire an 5.

(31) A.M.I. 46 - 3 ventôse an 8 (22 fév. 1800).

(32) A.M.I. 44 Au comité de secours 21 nivôse an 3 (10 janv. 1795).

(33) A.M.I. 45 Au comité de secours 14 pluviôse an 3 (2 fév. 1795).

A.D.P. 117 Formulaire an 8.

(34) A.M.I. 44 Au comité de secours 24 floréal an 5 (13 mai 1795).

Ce furent donc surtout les jeunes filles qui demandèrent l'aide du gouvernement n'omettant jamais, pour appuyer leur pétition, de faire mention des services rendus à la nation par leurs frères. Sans doute aussi les garçons pouvaient-ils se passer de secours plus facilement que les filles.

Il est 72 autres enfants venus des colonies avant les troubles. Mais nous ne connaissons pas leur domicile à Nantes. Comme précédemment, il se trouve parmi eux une majorité de filles.

La plupart de ces enfants étaient nés aux colonies : 49 dans les îles ou en Amérique du Nord ; deux seulement en France. Les autres ne précisent pas leur lieu de naissance. Leur répartition dans les différentes parties de Saint-Domingue a pu être faite : 18 enfants étaient originaires du sud de l'île, 16 de l'ouest et 5 seulement du nord. Trois enfants venaient de l'îlet à Pierre-Joseph, un de la Nouvelle-Orléans. Cinq avaient seulement noté qu'ils étaient créoles, sans autres précisions.

La partie sud de Saint-Domingue était donc la mieux représentée à Nantes. Quelques jeunes filles demandèrent les secours : Aimée Angélianne de Léogane³⁵, Émilie et Eugénie Darnaud de Grand-Goave. Ces deux sœurs habitaient à Nantes depuis le 24 juin 1788. Leur père, propriétaire de deux habitations plantées en caféiers, en coton et en cacao, ne put continuer ses envois à son correspondant à Nantes qui se « trouvant très en avance » fut « dans l'impossibilité de fournir » aux besoins des deux jeunes filles³⁶. Laurence et Élisabeth Mahotière encore étaient natives du sud de Saint-Domingue, de Jérémie. Leurs parents propriétaires au Fond-Ditague les avaient envoyées en France vers 1786 pour leur éducation³⁷. Arrivée le 6 juillet 1785 sur l'*Agamemnon*, une jeune Delorme était adressée au citoyen Moreau, correspondant. Cette jeune créole se maria au citoyen Noblet, receveur des postes à Bouguenais en Loire-Atlantique. Mais les faibles émoluments de son mari la décidèrent quand même à demander les secours³⁸.

(35) A.M.I. 46 Formulaire 25 vendémiaire an 8 (17 oct. 1799).

(36) A.M.I. 44 Attestation du correspondant (19 ventôse an 3 (9 mars 1795).

(37) A.M.I. 45 Au comité de secours 2 prairial an 3 (21 mai 1795).

(38) A.M.I. 45 Attestation de la marine 8 pluviôse an 3 (27 janv. 1795).

A.M.I. 46 Lettre à la mairie 15 ventôse an 6 (5 mars 1798).

Pierre Deguerre était né à Cavaillon dans le sud de Saint-Domingue. Il était passé à Nantes en 1790 sur le *Raisnable*³⁹. François Loiseau avait vécu aux Cayes où il était né vers 1779. Arrivé à Nantes le 30 juin 1789, il fut envoyé au collège de Pontlevoy en Loir-et-Cher⁴⁰. Comme lui, Claude Paquet avait vu le jour aux Cayes (1778) mais il n'arriva à Nantes qu'en mai 1791 sur le *Henri*. Le négociant Vilmain était chargé de l'accueillir. Ce jeune Américain, comme tant d'autres, exposa sa triste situation dans le but d'obtenir quelques secours : « sans l'humanité de quelques-uns des amis de son père, dit-il, il se serait vu dans la plus affreuse misère ;... (de plus), il est sans recevoir aucune lettre de son père... »⁴¹ Georges et Alexis Paulin étaient également originaires du sud. Leur père exploitait une habitation située dans le quartier de Cavaillon qui fut ravagée et pillée, ce qui l'obligea à « se réfugier dans la ville des Cayes. Il se décida à passer en France avec sa fille âgée de 11 ans (pour) se soustraire à la tyrannie barbare des dévastateurs de la liberté⁴² ». Il rejoignit ainsi le 1^{er} juillet 1792 ses deux fils arrivés le 18 août 1787⁴³. Enfin Louis et Hyppolite Rousseau nés aux Cayes-Saint-Louis en 1778 et vers 1780, débarquèrent à Nantes le 23 juin 1788 adressés au correspondant Vilmain⁴⁴. Originaires des Cayes du Fond de l'île à Vaches, les cinq enfants Maillet nous sont peu connus. Nous ignorons même jusqu'à leurs prénoms⁴⁵.

Seize enfants sont de l'ouest de Saint-Domingue : huit filles, cinq garçons et trois enfants dont nous ne connaissons pas le sexe.

Marie-Jeanne Galibert et sa sœur Angéline avaient vécu leurs premières années à la Croix-des-Bouquets. Ces deux jeunes filles vivaient à Nantes à la charge des correspondants Guillon et François Pivredière⁴⁶. Marie-Louise Jasmin

(39) A.M.I. 44 Attestation du correspondant 3 pluviôse an 3 (22 janv. 1795).

(40) A.M.I. 45 Au comité de secours 16 fructidor an 3 (2 sept. 1795).

(41) A.M.I. 45 Au comité de secours prairial an 5.

(42) A.M.I. 45 Au comité de secours an 3 (sans précisions).

(43) A.M.I. 45 Attestation de la marine 9 pluviôse an 3 (28 janv. 1795).

(44) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 14 ventôse an 3 (4 mars 1795).

(45) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 2 brumaire an 3 (23 oct. 1794).

(46) A.M.I. 44 Attestation du correspondant 16 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

de Saint-Marc (1782) était passée à Nantes quelques mois après sa naissance. Elle possédait au Cap-Français une maison ⁴⁷. Les négociants Lemasne et fils et Praud attestent que « les trois sœurs La Pointe natives de Saint-Marc... ont été envoyées à (leur) adresse par leurs parents il y a sept ans pour recevoir leur éducation ; qu'auparavant les troubles de nos colonies, leurs parents faisaient passer les fonds nécessaires aux besoins de leurs enfants... (qu'ils sont) humainement obligés de faire les avances nécessaires aux premiers besoins de ces créoles délaissées » ⁴⁸. Nous ne savons pas quelles propriétés exploitaient leurs parents dans les colonies. Les conditions de vie étaient fort différentes pour Sophie Lehappé de la Croix-des-Bouquets née en 1778. En effet, arrivée à Nantes dès 1782, elle se maria en l'an 3 au citoyen Lauranson. Les propriétés à Saint-Domingue étaient une habitation au Cul-de-Sac et une maison à la Croix-des-Bouquets ⁴⁹. Enfin parmi les cinq enfants Piel-Latour nés à Port-au-Prince, il y avait au moins une fille, Modeste-Caroline, et un garçon, Pierre-Victor ; les prénoms des trois autres enfants ne sont pas précisés. Le négociant Hardy recevait annuellement avant la Révolution 4.000 francs pour payer les frais de leur pension et de leur éducation. C'est au représentant du peuple Ruelle qu'ils s'adressèrent pour obtenir les secours ⁵⁰.

Le dossier de Théodore Merlin est peu épais : nous savons de cet enfant qu'il est né à Port-au-Prince et qu'il fut envoyé à l'adresse du correspondant René Archambault ⁵¹. De même pour Louis, pour Maurice et pour Alexandre Pronzat nés dans la paroisse du Mirebalais et venus à Nantes, le premier en 1789, les deux autres en 1792 ⁵².

Nous avons déjà constaté que peu d'enfants passés à Nantes avant la Révolution avaient vécu leurs premiers jours dans le nord de Saint-Domingue : ici, cinq seulement dont trois filles. Parmi elles, Victoire Collin, de Maribaroux habi-

(47) A.D.P. 115 Formulaire 29 ventôse an 8 (20 mars 1800).

(48) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

(49) A.D.P. 116 Formulaire an 9.

(50) A.M.I. 45 Lettre au représentant du peuple 28 ventôse an 3 (18 mars 1795).

(51) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 6 germinal an 3 (26 mars 1795).

(52) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 4 pluviôse an 3 (23 jan. 1795).

tait à Nantes « bien longtemps avant les troubles de la colonie ». « Le citoyen Kervégan négociant... a fourni jusqu'à ce jour à sa dépense, dit-elle, quoiqu'il n'ait pas reçu de fonds depuis près de trois ans. » Cette jeune fille n'espérait plus d'ailleurs recevoir quelque chose, l'habitation de sa mère ayant été entièrement ravagée⁵³. Emilie-Hortense Lareche⁵⁴ et Marie-Julie Léger⁵⁵ étaient du Cap-Français.

Les deux garçons du nord résidant à Nantes avant les troubles étaient Jean Godichaux âgé de 14 ans en l'an 3 adressé au négociant Lechantre par son père propriétaire au Cap⁵⁶ et Jean-Baptiste Jolly né en 1773. Ce dernier, en France depuis 1783, se maria en germinal de l'an 2. Son père possédait une sucrerie à l'Acul en la dépendance du Cap et une maison sur la place d'armes de la ville. Lorsqu'il demanda en l'an 8 les secours accordés par le gouvernement, il était père d'un enfant et exerçait un emploi de commis au département⁵⁷.

Il était d'autres enfants nés outre-Atlantique et résidant à Nantes avant les troubles, mais ils présentaient des cas particuliers. Narcisse Baron par exemple, né à la Nouvelle-Orléans⁵⁸, Pierre Bedor, Jean-Baptiste Yvonnet nés à l'Îlet à Pierre-Joseph respectivement en 1779, en 1782 et en 1785. De plus, les documents conservés aux archives municipales de Nantes et aux archives départementales de la Loire-Atlantique ne donnent pas toujours les précisions souhaitées quant au lieu de naissance des enfants américains secourus. En effet, dans leur pétition, cinq d'entre eux notent leur origine « américaine » sans rien ajouter. Ainsi Jean Euphané (1777), Anne-Catherine Collet, de Cayenne (1780)⁵⁹ et Charles-François Amidieu Duclos son frère (1781), Américains, (qui) furent envoyés en France pour y être éduqués. Le citoyen Lafarge du Cap-Français, leur tuteur, eut soin de faire passer à leurs correspondants les fonds nécessaires pour subvenir à cette éducation jusqu'à l'époque où commença

(53) Au comité de secours 18 nivôse an 3 (7 janv. 1795).

(54) A.M.I. 45 Au comité de secours 24 messidor an 3 (12 juillet 1795).

(55) A.M.I. 45 Au comité de secours 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

(56) A.M.I. 44 Attestation du correspondant 3 floréal an 3 (22 avril 1795).

(57) A.D.P. 115 Formulaire 12 nivôse an 8 (2 janv. 1800).

(58) A.M.I. 44 Au comité de secours 16 brumaire an 3 (6 nov. 1795).

(59) A.M.I. 45 Attestation des correspondants 28 ventôse an 3 (18 mars 1795).

l'insurrection à Saint-Domingue⁶⁰. De même Henriette-Caroline Marchand « native de Saint-Domingue » (1774) « rentière d'une maison incendiée dans la ville de Port-au-Prince par l'événement du mois de novembre 1791 ». Cette jeune fille était arrivée le 23 juin 1791 à Nantes⁶¹. Nous nous heurtons à la même difficulté pour préciser le lieu de naissance de Julien Maubuisson « venu à Nantes pour se livrer à l'étude de la marine à laquelle il se destine⁶² ». Enfin, même imprécision pour Pierre-André Pujol « né dans les colonies » âgé de 15 ans et demi en l'an 8⁶³. Toutefois, pour ces cinq derniers enfants nous sommes assurés au moins de leur origine créole.

Mais ce n'est pas le cas pour vingt autres enfants bien que pour la plupart, nous puissions la supposer. Nous précisons d'ailleurs quand la naissance dans les colonies est très probable. C'est le cas de Marie-Catherine née en 1778 et de Pierre-Thomas Chapeau venus de Port-au-Prince respectivement en 1786 et en 1788⁶⁴. Pour Cécile Chancerel (1773) et sa sœur Victoire (1774), nous savons seulement que leur mère possédait une habitation à Saint-Domingue⁶⁵. L'identité des quatre enfants Devineau est heureusement plus claire. L'aînée, Flore, âgée de 24 ans en l'an 8, était arrivée à Nantes en 1785. Ses deux sœurs, Catherine (1777) et Suzanne (1779), avaient gagné Nantes avec leur frère Abraham quelques années plus tard. Leurs parents possédaient à Saint-Domingue, ainsi que l'atteste leur correspondant, une habitation plantée en café et en indigo⁶⁶. Nous n'avons pratiquement aucun renseignement sur Jean-Baptiste Laporte (1777)⁶⁷, sur Joséphine⁶⁸ et Bonne (1780) Lemeilleur « sans moyens de subsistance » à Nantes. Par contre, Désirée Libault Barosière (1777) et sa sœur Hortense (1780) nous ont laissé plus de précisions : ces deux demoiselles venues de Fort-Dauphin avec leur mère devaient avoir un train de vie trop luxueux

(60) A.M.I. 44 Au comité de secours 3 ventôse an 3 (21 fév. 1795).

(61) A.M.I. 44 « Au citoyen composant le conseil général de la commune » le 1^{er} germinal an 3 (21 mars 1795).

(62) A.M.I. 45 Au comité de secours 11 pluviôse an 3 (30 janv. 1795).

(63) A.D.P. 117 Formulaire 25 fructidor an 7 (11 sept. 1799).

(64) A.M.I. 47-40 Au comité de secours 21 messidor an 3 (9 juil. 1795).

(65) A.M.I. 44 Pluviôse an 3.

(66) A.M.I. 44 Au comité de secours 22 nivôse an 3 (11 janv. 1795).

(67) A.M.I. 45 Idem, 3 frimaire an 3 (23 nov. 1794).

(68) A.M.I. 45 Idem, 11 pluviôse an 3 (30 janv. 1795).

car elles furent rayées des états de distribution. Sans doute leur origine noble, qu'elles prenaient pourtant soin de cacher, fut-elle la cause de cette décision. En tout cas elles protestèrent de leur indigence, certifiant qu'elles n'employaient pas de domestique, ce dont on les avait accusées⁶⁹. L'origine créole est très probable pour Dusin Lubrouche et sa sœur Renée. Leur mère, veuve, s'était remariée dans les colonies au citoyen Deaubonneau⁷⁰. Il en est de même pour Jean-Marie Millet né en 1773 et venu de Fort-Dauphin à Nantes sur la *Fidélité* le 14 mars 1780⁷¹, aussi pour un enfant Monchery envoyé à Nantes chez le correspondant Drouet⁷² Henriette Mouton, autre enfant des colonies demande un certificat d'indigence au commissaire de son quartier pour compléter son dossier déposé au bureau de secours⁷³. Enfin, nous n'avons trouvé que le nom d'Aimé Ruesse⁷⁴ et de Marianne Saint-Félix⁷⁵.

Il faut rappeler maintenant les deux enfants d'origine française revenus des colonies. L'un Charles Jamet né vers 1782 dans la paroisse Saint-Nicolas de Nantes. Son père résidait aux Cayes⁷⁶. Pierre Pattier était également de Nantes. Un passeport l'autorisant à quitter Brest pour se rendre à Nantes nous le fait connaître comme « garçon de confiance »⁷⁷.

Voilà donc les noms de soixante-et-onze enfants venus des îles à Nantes avant les troubles. Nous avons noté la nature des propriétés de leurs parents quand nous les connaissions ; mais lettres et attestations envoyées aux responsables des bureaux de secours étaient naturellement moins précises sur ce sujet que pour les adultes. Souvent même les réclamants ne faisaient que certifier qu'ils recevaient « régulièrement de leurs père et mère » de quoi pourvoir à leurs besoins, sans donner la nature des denrées reçues, et encore moins leur origine exacte. Enfin il n'y a pas la règle générale quoique les formules employées soient presque toujours les mêmes.

(69) A.M.I. 45 Idem, 7 fructidor an 6 (24 août 1799).

(70) A.M.I. 45 Idem, 15 ventôse an 3 (21 fév. 1795).

(71) A.M.I. 45 Attestation du sous-chef des classes de la marine (26 fructidor an 3).

(72) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

(73) A.D.P. 117.

(74) A.M.I. 45 Bulletin de versement de secours an 5.

(75) A.M.I. 45 Bulletin de secours 1 thermidor an 4 (19 juil. 1796).

(76) A.M.I. 44 Au comité de secours 3 floréal an 3 (22 avril 1795).

(77) A.M.I. 45 Passeport 18 pluviôse an 3 (6 fév. 1795).

3 - Enfants venus à Nantes après les premiers troubles dans les îles.

Les soixante-cinq enfants réfugiés à Nantes après les premiers troubles étaient assez différents de ceux qui étaient venus pour leur éducation. Toutefois, comme précédemment, beaucoup d'Américains furent dirigés vers ce port parce que leurs parents y avaient des relations familiales ou commerciales. Mais certains d'entre eux n'eurent pas à choisir le lieu de débarquement en France, et c'est au hasard des convois organisés par des consuls des grandes villes de l'Est des États-Unis qu'ils arrivèrent à Nantes.

Ainsi s'explique la présence de vingt-trois enfants de couleur. Tous avaient fui avec des blancs leurs maîtres quand il s'agissait d'esclaves ; parfois leur bienfaiteur, quand celui-ci les avait recueillis par humanité. Ainsi le citoyen Ageron s'installa à Nantes le 14 messidor de l'an 2 avec toute sa famille et avec une orpheline de couleur dont le nom n'est pas précisé⁷⁸. De même, une orpheline mulâtresse, Bonne, née au Cap en 1791 était passée en France avec le citoyen Vaugelade. Mathurin Lory réfugié de Saint-Domingue avec toute sa famille en 1792 « demande les secours qui lui sont refusés » pour deux enfants de couleur : Louis-Laurent Tremecen âgé de 15 ans et Marie-Émilie 14 ans⁷⁹. Il était accompagné également d'une femme de confiance noire très âgée⁸⁰. Enfin, Geneviève Wambell⁸¹ avait recueilli un jeune Américain de couleur, André (1783).

Parmi les gestes d'humanité en faveur d'enfants de couleur, celui de François-Thomas David capitaine du *Louis Seize* est particulièrement remarquable. Celui-ci avait emmené en France « deux enfants appelés Lizenca et Bononie, âgés de 8 et 10 ans » nés au Fort-au-Prince. Il les avait sauvés de l'incendie de la ville et « amenés à son bord (ayant) l'intention de les faire repasser à la paix dans leur colonie ». Mais à son arrivée en France, François-Thomas David trouva sa femme morte. Il s'occupa des enfants, les faisant vêtir à ses frais, mais appelé à Brest pour servir sur le *Jean-Bart* en qualité de lieutenant, il dut les mettre en pension. La mal-

(78) A.M.I. 46 Formulaire 12 frimaire an 8 (2 déc. 1794).

(79) A.M.I. 44 Au comité de secours 23 nivôse an 3 (12 janv. 1795).

(80) A.M.I. 47 Idem, vendémiaire an 8.

(81) A.M.I. 44 Idem, 7 pluviôse an 3 (26 janv. 1795).

chance voulut qu'il fût tué ; les enfants furent alors pris en charge par Julie et par Françoise David, veuve Billoite, deux sœurs sans doute du capitaine David, qui demeuraient à Nantes⁸².

Quelques enfants plus âgés cherchèrent à apprendre un métier, et s'engagèrent chez un maître. Pierre Meslin entra en apprentissage chez un tailleur, le citoyen Raux. Celui-ci ajouta sur son attestation qu'il connaissait peu le jeune homme, ce qui est étrange⁸³. Un autre jeune mulâtre, Désiré Saumon (1785)⁸⁴ arrivé à Bordeaux en l'an 5 se plaça en apprentissage à Nantes chez un menuisier.

Parmi les jeunes Américains réfugiés il y avait également des fils de planteurs. Mais leur situation à Nantes n'était pas meilleure. Ainsi le père de Jean-Baptiste Hubert avait des propriétés aux Cayes⁸⁵. Félicité et Louis Gombé du quartier des Gonaïves vivaient en France grâce à leur correspondant Lemasne⁸⁶. Enfin, l'infortune des sept orphelins Modieu mérite attention. Élisabeth, née en 1773, Hortense, Claire, Daniel, Noël et Marie-Louise, ces derniers, jumeaux, nés en 1785, étaient enfants d'un homme de couleur, Daniel Modieu et de Marie-Louise Normand « décédée en couches ». Leur propriété consistait en une habitation située au Limbé, près du Cap-Français. Encore ces enfants n'étaient-ils pas seuls : « deux négrilles (étaient) venues avec eux d'Amérique et deux frères aînés, Joachim et Benjamin Modieu étaient au service », le premier « en qualité de défenseur dans le 13^e régiment de chasseur à cheval », le second comme trompette. Ces enfants demandèrent au comité de secours « de l'occupation et du pain »⁸⁷. L'une des négrilles venues à Nantes avec les enfants Modieu devait s'appeler Hortense Zaïre puisque celle-ci, « abandonnée » demanda également les secours en présentant un certificat du citoyen Modieu « à qui appartenait l'exposante »⁸⁸ précise la lettre.

Enfin, nous ne connaissons Louis et Bénamy que par

(82) A.M.I. 44 Idem, 21 germinal an 3 (10 avril 1795).

(83) A.M.I. 47 Attestation du maître an 8 (sans autre précision).

(84) A.D.P. 118 et A.M.I. 45 Non daté.

(85) A.M.I. 44 Bulletin de secours 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

(86) A.M.I. 44 Attestation du correspondant 3 ventôse an 3 (21 fév. 1795).

(87) A.M.I. 44 Au comité de secours 22 brumaire an 3 (12 nov. 1794).

(88) A.M.I. 45 Idem, non daté (sans doute an 4).

leur infortune. Bénamy était originaire de Bel-Air, district de Port-au-Prince, où il était né, Louise était du Cap où elle avait vu le jour en 1780⁸⁹. Le premier, né en 1789 « fils d'un blanc français et de Bonite La Fontan, mulâtresse créole », tous les deux morts, l'enfant se trouvait « dans la plus affreuse misère »⁹⁰.

Il semble que les enfants blancs aient joui de meilleures conditions de vie à Nantes. Quelques-uns avaient des correspondants dans la ville qui, malgré leurs déclarations au comité de secours, devaient continuer au moins à nourrir les enfants qui leur avaient été adressés. Ainsi Estelle Allard née aux Cayes en 1793 avait la chance d'être en pension chez la citoyenne Reynaud, rue Saint-Similien à la charge du correspondant Dupuy⁹¹. Lize, Victoire et Bonite Bernier ne profitèrent pas d'une situation aussi exceptionnelle. Elles arrivèrent à Nantes en février 1795 adressées à Arthur Montaudoin qui « a payé leurs dépenses jusqu'à son décès ». Une marchande peu fortunée, la citoyenne Piété, les prit alors en charge, mais elle ne pouvait les soulager longtemps « faute de moyens »⁹². De même, le négociant Foucher gardait avec lui malgré ses difficultés, Félicité-Sophie Laperrière née en 1784 dans le nord de Saint-Domingue. Elle était passée à Nantes sur le *Washington* en l'an 3. Son père possédait deux caféières au Petit-Saint-Louis⁹³. Le négociant Reverrier déclare ne rien pouvoir donner à une jeune orpheline, Joséphine Martigniat née aux Cayes en 1792. Mais ce n'était sans doute qu'une formule pour forcer l'admission de l'enfant sur les états de distribution. Le cas de cette jeune créole fut quand même renvoyé devant le directoire du district qui statua favorablement⁹⁴. Jean Perriche, orphelin de Port-au-Prince (1779) fut confié à Julien Rucher, négociant à Nantes où il arriva le 7 juillet 1792⁹⁵. Marie-Thérèse Rousset née en 1779 à Saint-Marc et son frère Orsin avaient gagné Nantes sur l'*Artibonite* en octobre 1791. Son correspondant Lemasne

(89) A.M.I. 44 Bulletin de versement 12 pluviôse an 4 (1^{er} fév. 1796).

(90) A.M.I. 44 Au comité de secours 5 floréal an 3 (24 avril 1795).

(91) A.M.I. 44 Lettre 28 thermidor an 11 (30 juillet 1803).

(92) A.M.I. 44 Au comité de secours 11 nivôse an 3 (31 déc. 1794).

(93) A.D.P. 116 Formulaire pour pétitionnaire, 18 vendémiaire an 8.

(94) A.M.I. 45 Extrait séance publique du directoire le 5 nivôse an 3 (25 déc. 1794).

(95) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 28 germinal an 3 (17 avril 1795).

l'envoya en pension chez le citoyen Conan⁹⁶. La veuve Aubry, femme d'un négociant nantais « mort dans les prisons de Paris » garda chez elle Jean-Louis, Adélaïde et Joséphine Jublet ainsi que Pierre Lebrun, leur cousin, tous arrivés à Nantes en juillet 1792 sur le *Miragoane*. Les parents de ces créoles étaient propriétaires d'une caféière à Petit-Goave⁹⁷. Enfin un négociant que nous connaissons peu, Brée, était chargé de Marie-Joséphine et de Grégoire Villejoint nés aux Cayes respectivement en 1774 et en 1770⁹⁸. Ces enfants, orphelins, avaient été envoyés par leur tuteur, Reynaud⁹⁹, qui habitait à Saint-Domingue.

Les plus heureux des jeunes réfugiés étaient certainement ceux qui logeaient à Nantes chez des membres de leur famille. Ainsi Jean Gachet né en 1781 et sa sœur Rose-Eléonore furent accueillis par la citoyenne Leroy « leur parente ». Cet accueil était d'autant plus nécessaire que leurs parents avaient été victimes des troubles. De même, Aimé, Clémentine et Mimi Chapotin furent adressés à la citoyenne Joubert, « leur grande tante », mais celle-ci était « hors d'état de subvenir à leurs besoins ». Ces enfants d'abord passés en Nouvelle-Angleterre avec leur mère qui avait « l'espoir d'y trouver son mari » vinrent seuls en France aussitôt après, faute d'avoir vu leur père¹⁰⁰. Madeleine-Marie-Nicole Labrousse et son frère nés en 1782 à Petit-Goave habitaient à Nantes chez leur beau-frère, Jean Tessier. Les biens des parents consistaient en une importante caféière « produisant annuellement 50 à 60 milliers », situé dans le sud¹⁰¹. Quant à Louise Pionneau, orpheline — ses parents ayant été tués au Cap — elle dut quitter au plus tôt la colonie. Son tuteur l'envoya chez sa sœur à Nantes, mais celle-ci, « n'ayant aucun fonds » la remit à Anne Marchand, veuve Lebrun, bisaïeule de la jeune fille¹⁰². Enfin Louis Papineau né en 1787 dans l'Île-à-Vaches, et sa sœur Élisabeth logeaient à

(96) A.M.I. 45 Idem, 1^{er} germinal an 3 (21 mars 1795).

(97) A.M.I. 45 Aux citoyens président et membres de l'administration municipale, 1^{er} brumaire an 5 (22 oct. 1794).

(98) A.M.I. 45 Au comité de secours 6 prairial an 3 (25 mai 1795).

(99) A.M.I. 45 Attestation du correspondant 6 prairial an 3 (25 mai 1795).

(100) A.M.I. 44 Au comité de secours 18 germinal an 4 (7 avril 1796).

(101) A.M.I. 45 Idem, an 3 (sans autre précision).

(102) A.M.I. 45 Attestation du commissaire Bienveillant 8^e section 12 ventôse an 3 (2 mars 1795).

Nantes chez leur grand-mère, la veuve Priou, qui malheureusement ne pouvait les soutenir¹⁰³.

Nous connaissons quelques autres Nantaises ou Nantais qui logeaient des enfants américains. Peut-être avaient-ils omis de mentionner leur degré de parenté avec leurs hôtes car nous ne les connaissons pas. Ou bien plus simplement avaient-ils reçu ces enfants dans leur pension. Ainsi la citoyenne Mouraud avait en charge Louis Lafaucherie né au Cap en 1781¹⁰⁴. De même Rossignol, orphelin, né à Saint-Domingue vers 1783 logeait chez un rentier, Pierre Gruau, place Buffon¹⁰⁵. Enfin, les malheurs d'un jeune créole né en 1788, orphelin, furent adoucis par les soins de la municipalité qui le fit entrer à l'hospice des enfants naturels. La même municipalité le fit remettre ensuite au citoyen Hautessier¹⁰⁶. Cet orphelin, Levesque Gadichou, était passé par les États-Unis pour arriver à Nantes sur le *Washington*. Comment étaient traités ces enfants dans ces familles étrangères ? Chaque cas devait être particulier.

Quelques enfants s'étaient réfugiés en France sous la surveillance de passagers quittant l'île. Leurs parents qui restaient pour garder leurs biens menacés par les « brigands » les mettaient ainsi à l'abri à Nantes, craignant le pis.

Ces enfants étaient jeunes, comme Marie-Madeleine Brisard confiée à l'âge de 3 ans à Jean-Baptiste Fleury. Sa mère possédait une caféière aux Cahos et une maison à Saint-Marc¹⁰⁷. De même Simon Charpentier, propriétaire au quartier du Corail dans le sud arriva avec son neveu le 15 nivôse de l'an 11¹⁰⁸. Ce jeune garçon avait perdu son père ; sa mère restait dans l'île.

Dix autres enfants blancs demandèrent des secours. Mais leurs dossiers ne contiennent pas d'attestation de négociant ni de lettres des Nantais les ayant recueillis. Nous ne connaissons donc pas la situation d'Eugénie Duffourg née à Bor-

(103) A.M.I. Au comité de secours 13 frimaire an 3 (3 déc. 1794).

(104) A.M.I. 45 Idem, 25 frimaire an 3 (15 déc. 1794).

(105) A.M.I. 45 Pétition de Pierre Gruau 22 pluviôse an 5 (10 fév. 1797).

(106) A.M.I. 45 Lettre de l'administration de l'hospice 25 pluviôse an 3 (13 fév. 1795).

(107) A.M.I. 46 Lettre de Jent-Baptiste Fleury, le 25 thermidor an 7 (12 août 1799).

M.M.I. 44 Attestation du sous-chef de la marine 28 nivôse an 3 (12 janv. 1795).

(108) A.M.I. 46 Formulaire 7 fructidor an 11 (25 août 1803).

deaux vers 1780. Elle passa aux États-Unis après la mort de de son père tué au Cap et revint en France sur le *Washington*¹⁰⁹. Le titre d'étudiant que se donne Jean-Louis Gollon, né à Saint-Domingue vers 1792 et arrivé en l'an 10 montre qu'il était sans doute logé dans un collège de la ville¹¹⁰. Mais quelle était la demeure de Marie-Victoire Gibouin, orpheline, née vers 1782 à Grand-Goave ? Cette jeune créole avait débarqué le 1^{er} juillet 1791¹¹¹. La même question se pose pour la citoyenne Keppens, de Léogane (1775)¹¹² et pour Joséphine Picard originaire du Cap-Français, qui arriva le 15 novembre 1793 sur la *Jeune Sophie*¹¹³. Le passage des deux sœurs Mesnier et de leur frère, le 30 juin 1792 est attesté par le sous-chef de classe de la marine. Mais, nous ignorons tout de leur hébergement. Leurs parents vivaient aux Cayes¹¹⁴. Enfin Sophie Toirac et sa sœur nées aux Cayes furent accueillies par « une femme » inconnue. Elles avaient laissé dans l'île des biens importants : une sucrerie, une caféière et une maison.

Tous ces enfants venus à Nantes avant ou après les troubles — pour leur éducation ou par crainte des soulèvements — étaient des déracinés dans un milieu lui-même en profonde transformation : tous les liens qui les reliaient aux îles, à leurs pères et mères se rompirent tour à tour. L'argent reçu sous forme de denrées coloniales se volatilisait rapidement vu l'extraordinaire baisse de la monnaie révolutionnaire. La correspondante d'Adélaïde Tublet se plaignit que « les quelque peu de café venus dans la monnaie courante » ne purent « subvenir à la dépense... par la déchéance successive des assignats »¹¹⁵. Bientôt les bateaux n'arrivèrent plus, et le contact fut perdu avec les îles. Les négociants continuèrent alors à soutenir les enfants, espérant une prochaine reprise des relations maritimes. Il leur était difficile d'abandonner ces jeunes Américains : leur propre richesse était solidement liée à la prospérité du commerce avec leurs parents !

Encore ce soutien des commerçants fut-il aussi forte-

(109) A.M.I. 44 Au comité de secours 5 frimaire an 3 (25 nov. 1794).

(110) A.D.P. 115 Formulaire pluviôse an 11 (janv.-fév. 1803).

(111) A.M.I. 44 Attestation du sous-chef de la marine 18 fructidor an 3 (4 sept. 1795).

(112) A.M.I. 45 13 pluviôse an 3 (1^{er} fév. 1795).

(113) A.M.I. 45 Au comité de secours, an 3.

(114) A.M.I. 44 Idem, 2 fructidor an 3 (19 août 1795).

(115) A.D.P. 11 Lettre du correspondant, an 8.

ment ébranlé ! Les années s'écoulèrent, qui n'apportèrent qu'une aggravation constante à la situation. Beaucoup d'autres enfants même arrivèrent dans le port à la recherche, d'abord d'un abri, ensuite d'une ville qui les adoptât. Le dévouement de parents et d'amis, parfois d'étrangers comme ce rentier qui prit chez lui un fils Rossignol¹¹⁶ évita beaucoup de misères. La municipalité nantaise chercha aussi à protéger les plus démunis des enfants comme ce jeune Levesque Gadichou élevé à l'hospice de la Réunion, puis confié à un citoyen¹¹⁷.

Les Américains eux-mêmes ne restèrent pas inactifs. Nous avons vu des garçons partir pour le service ou entrer en apprentissage. Des filles abandonnant leur pension durent apprendre le métier de couturière.

L'intervention du gouvernement devait compléter ces efforts. Nous connaissons déjà l'aide accordée aux élèves américains du collège de Sorèze¹¹⁸. Un extrait de séance publique du directoire nous apprend également que « la loi du 18 mai 1792... accorde des pensions alimentaires aux enfants dont les pères et mères sont à Saint-Domingue »¹¹⁹. Beaucoup d'autres lois furent votées en faveur des Américains, enfants et adultes. Mais quelle en fut l'application, l'efficacité ?

(116) A.M.I. 45 22 pluviôse an 5 (10 fév. 1797).

(117) A.M.I. 45 Lettre 25 pluviôse an 3 (13 fév. 1795).

(118) A.M.I. 46 Louis-Charles Autrusseau.

(119) A.M.I. 45 Dossier Tublet 5 nivôse an 3 (25 déc. 1794).

LÉGISLATION - SECOURS

Le gouvernement révolutionnaire vota des décrets et des lois afin de porter secours aux réfugiés et aux déportés des Antilles : en effet l'exode vers la France traîna avec lui dénuement, misère, souffrances physiques et morales. Beaucoup d'Américains avaient fui leur pays sans rien emporter que quelques effets. De toutes leurs richesses ils n'avaient gardé qu'un mauvais paquet bourré précipitamment du strict nécessaire au voyage. Les accueillir à Nantes était donc indispensable.

De plus un grand nombre de colons anciens maîtres d'esclaves peu enclins à recevoir les idées révolutionnaires qui avaient contribué à la ruine des colonies, laissait courir une menace politique au gouvernement de Paris. Tout concourait donc à ce que réfugiés et déportés fussent secourus — et contrôlés — par les autorités révolutionnaires.

1. - *Décrets et lois.*

Les rédacteurs des textes des lois eurent beaucoup de mal à trouver une procédure acceptable qui conciliât la rapidité des secours, une nécessaire méfiance, un contrôle sévère des déclarations des pétitionnaires pour que les fonds publics ne fussent pas dilapidés, une indispensable souplesse dans les modalités. Tant de formalités et d'attestations retardaient les distributions de façon démesurée alors que la misère et le dénuement des Américains exigeaient des secours prompts et substantiels. Aussi quatre lois furent-elles votées qui tentèrent de concilier les différents impératifs : aucune ne donna satisfaction aux réfugiés et au gouvernement ! Sans doute les législateurs n'avaient-ils pas prévu la pénurie financière qui rendit inapplicable à la lettre toute loi, si peu généreuse qu'elle fût !

Un premier décret paru le 7 germinal de l'an 2 (27 mars 1794) accorde des secours aux citoyens français « expulsés ou réfugiés des pays étrangers ». Un somme de un million de

livres était laissée à la disposition du ministre de l'Intérieur par la trésorerie nationale pour être distribuée, mais aucune formalité n'était prévue à part une attestation de besoins et de civisme. De plus, ce décret ne s'appliquait pas particulièrement aux Américains.

Loi du 27 vendémiaire de l'an 3 (18 octobre 1794¹).

En fait la première loi intéressant les réfugiés et déportés des Antilles fut celle du 27 vendémiaire de l'an 3. Cette « loi bienfaisante » fut accueillie avec espoir : la détresse des Américains était enfin reconnue, et une solution apportée. Les réfugiés et déportés recevaient 75 livres par mois s'ils étaient âgés de moins de 60 ans, les femmes 50 livres seulement de même que les enfants âgés de plus de 12 ans. Aux plus jeunes enfants, il était donné 25 livres. Enfin les vieillards étaient les mieux secourus puisque 3 livres par jour étaient accordées aux hommes, et 40 sous aux femmes. Toutefois, quelques clauses restreignaient le nombre des bénéficiaires. Ainsi, les hommes qui refusaient de travailler alors qu'ils avaient exercé une profession dans les îles ne recevaient aucun secours ; ceux qui avaient trouvé un emploi conservaient le tiers des secours accordés.

La municipalité nantaise, pour appliquer la loi, créa un « comité de secours » à l'image de la « commission de secours » installée à Paris. Ce comité avait la charge d'étudier les différents cas, de verser les sommes promises : le trésorier communal recevait l'argent nécessaire de la Trésorerie nationale par l'intermédiaire du directoire du district. Enfin chaque réfugié ou déporté recevait une somme de 150 livres, indemnité à laquelle avait droit, depuis le décret du 14 août 1793, tout citoyen français qui avait souffert de l'invasion².

Mais les Américains résidant en France avant les troubles et vivant grâce à leurs biens des Antilles n'étaient pas compris dans les secours. La loi ne faisait pas mention non plus des enfants venus en métropole pour leur éducation, isolés et sans ressources. L'arrêté du 7 nivôse de l'an 3 (27 décembre 1794) fut donc pris pour compléter la loi. Les dispositions du texte promulgué le 27 vendémiaire étaient étendues aux « habitants de Saint-Domingue et des autres colonies fran-

(1) Bulletin des lois, livre 78 n° 399.

(2) Bulletin des lois, livre 67.

çaises, domiciliés en France avant l'époque des troubles dont les propriétés ont été détruites ou dévastées par les ennemis de la Révolution ». Ils devaient faire constater leur indigence et certifier qu'ils recevaient avant les désastres des colonies des productions venant de leurs propriétés. Enfin, les enfants de moins de 12 ans étaient reçus parmi les enfants de la patrie³.

Loi du 7 frimaire de l'an 5 (7 décembre 1796).

Ces lois furent bien loin d'atteindre le but fixé, nous le verrons plus loin. En particulier, la dépréciation rapide de la monnaie révolutionnaire annula pratiquement l'utilité des secours. La loi du 17 frimaire de l'an 5 essaya enfin de remédier à cette situation en ordonnant que les réfugiés et déportés fussent payés en « numéraire métallique ». Toutefois la quotité des sommes allouées était abaissée : les hommes âgés de 60 ans et plus ne recevaient que 50 livres par mois, les femmes 45. Les secours accordés aux Américains âgés de moins de 60 ans étaient abaissés à 35 livres pour les hommes, à 30 livres pour les femmes. Enfin les enfants étaient divisés en deux catégories suivant leur âge : ceux de moins de 12 ans, 15 livres, et leurs aînés jusqu'à 21 ans, 20 livres.

L'application de la loi nouvelle était fixée au 1^{er} vendémiaire de l'an 5 (22 septembre 1796). Les Américains devaient d'ici là faire établir par l'administration municipale un certificat d'indigence, formalité à renouveler tous les six mois sous peine de radiation.

Le caractère essentiel de cette loi était une sensible centralisation dans les modalités d'application. En effet, « les administrations départementales se prononçaient sur les réclamations de secours d'après les pièces envoyées par l'administration municipale ». De plus, les mêmes services du département ordonnaient chaque mois les listes que leur faisaient parvenir les édiles locaux. Le ministre de l'Intérieur en prenait connaissance tous les trimestres. Le contrôle de l'État était donc établi sur les distributions de secours, et le rôle de la municipalité réduit à celui d'agent de renseignements, sans aucun pouvoir de décision.

Enfin cette loi du 17 frimaire de l'an 5 reprenait, en les élargissant les dispositions antérieures pour pousser les Amé-

(3) A.M.I. 41 Loi du 7 nivôse an 3 (27 déc. 1794).

ricains à chercher un emploi. Comme auparavant, ceux qui refuseraient de travailler lorsqu'on leur en aurait offert l'occasion seraient évincés. De plus les réfugiés ou déportés exerçant un commerce ou occupant un emploi civil ou militaire étaient également exclus. Seuls les Américains « travaillant d'une profession mécanique » pouvaient encore jouir du tiers des secours fixés. Encore leur fallait-il prouver l'insuffisance du produit de leur travail.

Loi du 28 germinal an 7 (17 avril 1799) ⁴.

Ce durcissement, cette sélection plus sévère fut nettement accentuée par la loi du 28 germinal de l'an 7 votée par le conseil des Cinq-Cents qui déclarait « instant de mettre un terme aux abus qui se sont introduits dans l'exécution de la loi du 17 frimaire de l'an 5 ». On voulait également « établir une proportion entre les fonds affectés à ce service et les besoins de chaque individu ». Les initiateurs de cette loi tenaient donc à contrôler de plus près les distributions de secours, surtout à les restreindre au maximum comme les y obligeait la pénurie financière. Les nouvelles dispositions montraient bien la volonté de diminuer les secours : 30 francs par mois seulement — « sans distinction de sexe » — étaient accordés aux individus âgés de plus de 21 ans. Les enfants, comme auparavant, recevaient 15 ou 20 francs selon leur âge.

Surtout, le durcissement était marqué par le plus grand nombre de précautions prises pour décourager les fraudeurs éventuels, principalement pour écarter ceux pour qui les secours n'étaient pas un besoin vital. Les formalités se trouvèrent donc compliquées. Il fallait en effet une attestation des correspondants ou de concitoyens prouvant la qualité de propriétaire ou l'exercice d'une profession lucrative du réfugié. Les Américains déportés devaient le faire constater en donnant le passeport délivré en France par « les autorités à leur arrivée des colonies ». Tous avaient à produire un certificat d'indigence valable six mois. Enfin, dans les dossiers portés au comité de secours, on retrouve toujours un certificat de débarquement délivré par les services de la marine.

La centralisation constatée lors de la précédente loi fut maintenue.

Le ministre de l'Intérieur contrôlait l'application de la

(4) Bulletin des lois, livre 90 n° 2821.

loi, faisant parvenir, mois par mois, « les fonds nécessaires à chaque département ». On voulait en effet que « les sommes disponibles fussent distribuées partout dans une égale proportion entre tous les déportés ou réfugiés ». L'expérience passée incitait à partager équitablement les fonds que l'on savait insuffisants pour faire les distributions prévues par la loi !

Enfin les exclusions prévues le 17 frimaire de l'an 5 étaient maintenues. Les Américains qui travaillaient comme domestiques furent ajoutés à la liste des non-bénéficiaires. De plus, on prit soin de couper court à tout accroissement du nombre d'individus secourus : les réfugiés ou déportés mariés en France ne pouvaient rien obtenir pour leur conjoint.

Arrêtés du 16 messidor de l'an 10 (5 juillet 1802) ⁵ et du 16 fructidor de l'an 10 (5 juillet 1802) ⁶.

Des mesures encore plus radicales furent prises par les consuls de la République le 16 messidor de l'an 10. Un premier arrêté accordait le passage « sur les bâtiments de l'État ou du commerce » aux habitants blancs de Saint-Domingue âgés de 15 à 50 ans. Les passagers étaient regroupés à Bordeaux, à Nantes et à Brest selon leur lieu d'habitation dans l'île « pour s'y faire inscrire comme gardes nationaux devant servir en cette qualité dans la colonie ». Des bataillons étaient donc formés dans les ports. Pour appuyer l'application de cette première décision, un deuxième arrêté supprimait les secours à partir du 1^{er} vendémiaire suivant, sauf pour les colons retirés à Bordeaux, à Marseille, à Lorient, à Nantes, et à La Rochelle. Enfin, pour forcer la décision des Américains, l'arrêté du 16 fructidor de l'an 10 prononça le sequestre des biens s'ils n'étaient pas dirigés par leur propriétaire ou par un gérant blanc. Les consuls en effet considéraient que « le rétablissement de l'ordre, l'intérêt des cultures et du commerce national » dépendaient de la présence des Européens sur leurs propriétés.

*
**

Pour compléter cette législation relative aux secours, il faut noter l'arrêté du 13 janvier 1831 qui clôturait les listes.

(5) Bulletin des lois, livre 97, n° 1812 et 1816.

(6) Bulletin des lois, livre 97.

Ce problème d'aide aux Américains ne fut pas éteint pour autant : quelques vieilles personnes étaient encore secourues sous le Second Empire.

Une autre loi importante pour les Américains fut votée quelque temps après la période révolutionnaire : il ne s'agissait plus de modifier les secours, mais d'accorder des indemnités. Cette loi du 30 avril 1826 décida de distribuer aux anciens propriétaires de Saint-Domingue le dixième de la valeur de leurs plantations ou immeubles. Elle était liée, de plus, à la reconnaissance de l'État d'Haïti qui devait leur verser 150 millions.

2 - Application des lois.

Comment les réfugiés et déportés furent-ils effectivement secourus à Nantes ? Dans la confusion de ces années révolutionnaires, on peut se demander ce que fut l'application des lois octroyées par « la munificence » des gouvernements pour aider les citoyens dans l'épreuve.

La loi du 27 vendémiaire de l'an 3 provoqua donc la création d'un « bureau de secours », par la municipalité. Les Américains venaient y présenter les pièces exigées par la loi ; après examen, le bureau délivrait un bon de paiement que recevait le citoyen Mouton, trésorier de la commune à qui l'argent destiné aux secours était donné. Mais des difficultés de tous ordres firent obstacle à une bonne et efficace application de la loi.

L'interprétation des textes était elle-même douteuse. Fallait-il accorder les secours à tous les réfugiés, ou seulement aux plus nécessiteux ? Quel accueil réserver aux marins de commerce faits prisonniers par les Anglais ? Les Noirs au service des Blancs avaient-ils droit à la somme de 150 livres accordée par le décret du 14 août 1793 ? Les membres du bureau de secours ne savaient pas non plus s'ils devaient donner cette somme aux orphelins pris en charge par un autre passager. Aubert Jollin, membre du bureau, exposa toutes ces difficultés au conseil général⁷. Il protestait de plus contre le directoire du district qui exigeait que, selon la loi, l'état détaillé des réfugiés et déportés lui fût adressé avant d'accorder les secours : cette formalité différait les distributions, affirmait-il, alors que « le besoin et le cri de

(7) A.M.I. 41, dossier 6, lettre du 23 brumaire an 3 (13 nov. 1794).

l'infortune ne permettaient pas de (les) retarder »⁸. En cas de difficulté, les membres du bureau de secours devaient faire appel au conseil du district, mais le représentant du peuple pouvait toujours statuer en dernier ressort : il arrêta le 6 nivôse de l'an 3 (26 décembre 1794) que les réfugiés titulaires d'un emploi dont le produit était de 1.000 livres n'auraient aucune part aux secours⁹.

L'examen scrupuleux et long des déclarations des Américains, la multiplicité des opérations furent certainement les obstacles majeurs à une rapide « exécution de la loi bienfaisante du 27 vendémiaire ». Le bureau des secours ne pouvait recevoir que 35 à 40 personnes au plus par jour. Aubert Jollin observait que neuf mois seraient nécessaires pour étudier tous les cas ! Encore ce membre du bureau précisait que ce délai ne pourrait en aucun cas être respecté car il ne donnait les secours que pour un mois : les réfugiés reviendraient périodiquement à son bureau en quête d'une prolongation... Les circulaires venant de Paris ne facilitaient en rien la tâche des responsables locaux : on les incitait particulièrement à dépister les fraudeurs, à vérifier la véracité des attestations. Méfiance il est vrai nécessaire comme le montre la malignité de pêcheurs revenus de Saint-Pierre et Miquelon qui avaient réussi à se faire passer pour Américains en se délivrant entre eux les attestations nécessaires. Le conseil général tenta quand même d'accélérer les distributions : « un bureau central de vérification de six commissaires » fut établi le 19 brumaire de l'an 3 (9 novembre 1794) ; un second bureau composé de huit commis fut chargé de « l'enregistrement et de la délivrance des bons sur le trésorier »¹⁰. Ces bons étaient signés par deux commissaires nommés à cet effet.

Mais il resta toujours le problème de l'argent. Dès les premiers jours de l'application de la loi, le problème de l'alimentation de la caisse de secours fut délicat. Les sommes nécessaires aux distributions n'arrivaient pas régulièrement. Il fallait parfois l'intervention d'un représentant du peuple : le 16 pluviôse de l'an 3 (4 février 1795) le citoyen Mouton eut l'autorisation de prendre 300.000 livres à la caisse du

(8) A.M.I. 41 dossier n° 6 Lettre du 23 brumaire an 3 (13 nov. 1794).

(9) A.M.I. 41 dossier n° 6 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

(10) A.M.I. 41 dossier n° 6.

payeur général du département. Mais depuis combien de temps l'argent manquait-il ? Le 17 frimaire précédent (7 décembre 1794) le citoyen Vallin, receveur du district, signalait qu'il était en avance de fonds de près de 850.000 livres¹¹. Fait plus grave encore pour ceux qui espéraient quand même recevoir des secours, même irrégulièrement : l'augmentation des prix et la dépréciation des assignats. Les membres du bureau firent un rapport sur l'inutilité des sommes allouées aux Américains. Le conseil général de la commune lui-même admit que « toutes les denrées de première nécessité ayant considérablement augmenté, il (était) impossible aux réfugiés de vivre avec les secours que leur (accordait) la loi du 27 vendémiaire »¹². Enfin le préambule de la loi du 17 frimaire an 5 constatait que « la dépréciation successive des assignats et mandats avait privé les Américains de la jouissance du bienfait que leur avait accordé la nation ». On ne peut trouver constat d'échec plus clair et plus officiel.

Les agents municipaux n'étaient cependant pas inactifs. Leurs appels au directoire du district ou même au représentant du peuple montraient qu'ils avaient à cœur d'aider des citoyens dans la détresse. « Sans moyen pécuniaire pour soulager leur misère, écrit l'un d'eux, le cœur du magistrat saigne de douleur en leur donant un espoir de secours qu'il ne peut réaliser de suite, et dont le délai est toujours lent pour l'être souffrant¹³ ».

La loi du 17 frimaire de l'an 5 (7 décembre 1796) ne pouvait guère changer la situation des Américains vu l'extrême et endémique crise financière. Dès le mois de nivôse, le ministre de l'Intérieur en informait les administrations départementales : « la pénurie du Trésor public s'oppose, écrivait-il, à ce que chaque colon reçoive la portion de secours qui lui est accordée par la loi ». De plus le ministre regrettait qu'« aucune somme en faveur des colons » ne fût disponible immédiatement¹⁴. Deux mois environ avant la fin de l'an 6, il était décidé d'arrêter temporairement les distribu-

(11) A.M.I. 41 dossier n° 6.

(12) A.M.I. 41 dossier n° 6 - 2° complémentaire 3° année - 18 sept. 1794.

(13) A.M.I. 41 dossier n° 6, au représentant du peuple, 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

(14) A.M.I. 41 Aux administrations départementales le 2 nivôse an 5 (22 déc. 1796).

tions « pour secours aux colons pendant l'an 5 » ! Il accordait quand même la somme de 5.000 francs » pour être distribuée en acompte sur les secours qui leur seront dus pour l'an 6 » ¹⁵. Les colons n'obtenaient donc jamais l'aide du gouvernement de façon régulière. Les retards furent toujours impossibles à rattraper. Et pourtant les paiements n'étaient pas effectués pour tous les mois, loin de là. Que penser de cet arrêté du 28 ventôse de l'an 7 (10 mars 1799) qui annonçait le versement de 19 jours de secours aux réfugiés colons « à titre d'acompte pour l'an 5 » ? ¹⁶.

Dans de telles conditions, le ministre de l'Intérieur ne pouvait que recommander « la plus grande sévérité dans la délivrance des certificats d'indigence ». « Vous parviendrez, écrit-il, à diminuer considérablement le nombre de colons admis aux secours ». Il était juste en effet que les faibles sommes mises à leur disposition profitent uniquement aux personnes âgées ou aux infirmes se trouvant « dans l'impossibilité de pourvoir d'une manière quelconque à leurs besoins, à leur existence » ¹⁷.

Les états d'Américains secourus furent donc dressés avec une attention toute particulière. L'administration municipale, dans la séance du 30 ventôse de l'an 5 (20 mars 1797) arrêta une liste de 85 noms ¹⁸. Huit Américains furent reconnus indigents le 29 prairial suivant (17 juin 1797) et admis aux secours. Une nouvelle répartition faite le 24 nivôse de l'an 6 comptait 80 noms.

Le ministre de l'Intérieur ne cessa de rappeler à l'intransigeance les agents chargés de prononcer l'admission aux secours. Il prétextait « la somme considérable à laquelle pour la seule commune de Nantes (s'élevait) chaque mois la répartition des secours » ¹⁹. L'administration municipale fut instamment invitée à faire « une nouvelle épuration des réfugiés colons » le 12 nivôse de l'an 6 (1^{er} janvier 1798).

Au mois de ventôse suivant, elle s'efforça donc de supprimer le plus grand nombre possible d'ayant-droit, « voulant se conformer (ainsi) aux instructions contenues dans les

(15) A.M.I. 41 dossier 8, 25 messidor an 6 (13 juil. 1798).

(16) A.M.I. 41 dossier 8.

(17) A.M.I. 41 Lettre 28 floréal an 6 (17 mai 1798).

(18) A.M.I. 41.

(19) A.M.I. 41 dossier 7, lettre de Benezech, 28 floréal an 5 (17 mai 1797).

lettres du ministre de l'Intérieur²⁰. On supprima les secours de certains au vu de leurs dépenses qui supposaient d'abondantes ressources. Ainsi, les enfants Mercier arrivés en 1792, les citoyens Fleuranceau Decostière, Charles Merger, sa femme et son enfant. Ce dernier citoyen et sa famille habitaient à Nantes avant les troubles. Les veuves Madeleine Cornu et Liboult Barossière également à Nantes avant des troubles, furent rayées des listes de distribution pour les mêmes raisons. Louis-Auguste Berlaymont avait trop extériorisé sa richesse par de lourdes dépenses. De plus, il recevait une pension de la République de 3.000 francs.

On exclut Jean Lombart sous prétexte qu'il faisait des affaires, Gabriel Gros et son épouse « vu l'augmentation de ses moyens et de son commerce ». Pour Sophie Gasnier et ses deux sœurs, la raison invoquée fut la réception « de moyens » provenant de leurs propriétés à Saint-Domingue.

Élisabeth Lamy, veuve de Martin-Isaac Legars avait été privée de secours le 30 brumaire de l'an 3 (20 novembre 1794) « en raison d'un petit commerce d'épicerie » qu'elle tenait²¹. Elle fut réintégrée ensuite dans ses droits. Cette femme avait vu mourir son mari, juge de paix, et son fils âgé de 23 ans. De même, la veuve Macé, née Marie-Madeleine Laroche, fut dépossédée de ses droits à une aide nationale. Son mari, Guillaume Macé, avait été chirurgien à Fort-Dauphin, île de Saint-Domingue, où il était mort en 1791²². Enfin, la même mesure frappa Émilie Lory, veuve de François Mays.

Le fils de Jean-Baptiste Mavre Lépine, instituteur, dut se charger de son père réfugié. Sébastien Bouchard, François-Martin Vidy, le citoyen Lehuédé furent écartés de la liste de secours lors de la même séance de l'administration municipale.

La loi du 28 germinal de l'an 7 enfin fut accompagnée d'instructions ministérielles invitant les agents départementaux à « apporter dans la confection des états la plus grande attention »²³. Pareille invitation n'avait rien de très nouveau. Elle fut transmise à la mairie.

(20) A.M.I. 41 dossier 8. Séance de l'administration municipale, 25 ventôse an 6 (15 mars 1798).

(21) A.M.I. 45 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

(22) A.M.I. 45 4 thermidor an 3 (20 mai 1799).

(23) A.M.I. 41 Lettre du ministre, 1^{er} prairial an 7 (20 mai 1799).

« Diminuer le nombre des citoyens admis à jouir des secours déterminés par la loi du 17 frimaire de l'an 5... donnera les moyens de payer avec plus d'exactitude ceux qui ont des droits certains à la bienfaisance nationale, » ainsi s'expliquait le ministre.

Des sommes furent quand même mises à la disposition pour le paiement des arrérages²⁴. 3.000 francs accordés le 12 brumaire de l'an 7 (2 novembre 1798) pour 9 jours du mois de brumaire de l'an 5 (5.500 francs annoncés par le ministre de l'Intérieur le 27 pluviôse et 7 ventôse de l'an 7 (15 février, 25 février 1799). Cette somme devait couvrir la période allant du 25 nivôse au 11 pluviôse de l'an 5 (14 janvier au 30 janvier 1797). Cent dix-huit réfugiés ou déportés de Saint-Domingue en bénéficièrent, ainsi que 16 habitants de Tobago et de Saint-Pierre et Miquelon. Le ministre accorda encore 6.215 francs en vendémiaire de l'an 7, 7.000 francs le 7 brumaire suivant (28 oct. 1798), 4.096 francs, enfin le 27 fructidor (13 septembre 1799) pour acomptes sur les secours dus pour l'an 6. La décision fut prise le 3 thermidor de l'an 7 (21 juillet 1799) de payer les douze premiers jours de cette même année.

La situation se détériora en l'an 9 puisque le préfet dut inviter le maire à « annoter sur l'état ceux qui ayant quelques moyens d'existence (pouvaient) attendre une autre distribution de fonds ». La somme alors accordée — 2.910 francs — était « trop peu forte pour payer tout le monde »²⁵. On fit de même à la distribution suivante.

Les secours donnés par la nation ne furent donc jamais appliqués de façon satisfaisante.

3 - *L'aide accordée par les services de la marine et par la municipalité.*

Il serait incomplet de ne pas faire mention des décisions prises par la municipalité, et surtout par la marine. Ainsi, bien qu'aucun texte légal ne l'y obligeât, les services de la marine portèrent aide et assistance aux Américains. Ce fut sans doute le seul secours appréciable qu'ils touchèrent.

Des mesures exceptionnelles furent prises lors de l'arri-

(24) A.M.I. 41 dossier 8.

(25) Idem. Lettre du préfet 18 nivôse an 9 (8 janv. 1801).

vée de certains navires. Les passagers de la *Demoiselle* venant de la Guadeloupe trouvèrent à Nantes un accueil bien organisé : des commissaires nommés par l'administration municipale, les citoyens Reynaud, Gadin et Lambert firent les réquisitions nécessaires, et leur distribuèrent 4.000 livres²⁶. Le *Washington* entra dans le port le 6 brumaire de l'an 3 (27 oct. 1794) avec 214 passagers. Il fut aussitôt décidé « de leur faire délivrer chez le boulanger de la commune 50 livres de pain » ; des billets de logement furent immédiatement donnés²⁷. Les passagers de l'*Élisabeth* furent également accueillis à Nantes : ils avaient dû surmonter de grandes difficultés dans l'estuaire de la Loire bloqué par les glaces. Ces Américains déportés de la Martinique méritaient particulièrement une bonne réception puisqu'ils s'étaient emparés du navire anglais qui devait les conduire en Grande-Bretagne. Le district de Guérande donna nourriture et logement comme premier secours. L'agent maritime acheta les vêtements chauds nécessaires²⁷. 162 prisonniers encore débarquèrent du *Thomas Chakley* le 16 fructidor (2 septembre 1795). Enfin le *Hunter* passa environ 150 citoyens. Le consul de Boston, organisateur du voyage, avait demandé à Nantes « de les accueillir comme des frères »²⁸. (Pour les passages, voir le chapitre 1).

La marine, dispensatrice de vivres tenta de se dégager de cette lourde charge quand parut la loi du 27 vendémiaire. L'inspecteur civil remplaçant l'agent maritime fit pression auprès des administrations municipales pour qu'elles délivrassent des passeports avec rapidité. Mais au contraire, la mairie continua d'envoyer réfugiés et déportés à la marine, faute de pouvoir appliquer rapidement la « loi bienfaisante » de vendémiaire. Ces secours en nature ne furent donc pas interrompus : « les caisses publiques ne pouvant subvenir à leurs premiers besoins, l'humanité exigeait qu'on ne les laissât pas en proie à toutes les horreurs de la misère²⁹ ».

La loi du 17 frimaire de l'an 5 laissa espérer au commissaire de la marine la fin des distributions de vivres. Il n'en fut rien. C'est ainsi que les citoyennes Jeanne Pétigny et sa

(26) A.M.I. 41 dossier 6 13 déc. 1792.

(27) A.M.I. 43 dossier 1.

(28) A.M.I. 43 dossier 1 Lettre du consul 4 fructidor an 3 (21 août 1795).

(29) A.M.I. 41 dossier 7 Lettre du commissaire à la marine Laboulaye 12 prairial an 5 (13 juin 1798).

filles déportées par les Anglais du Môle Saint-Nicolas furent accueillies à Nantes dans le bureau de la marine. « Je leur ai fait délivrer des rations » écrit le commissaire aux administrateurs municipaux ; « ce secours leur sera continué ainsi qu'aux autres déportés des colonies jusqu'à ce que le gouvernement ait mis à votre disposition les fonds nécessaires pour leur payer chaque mois ce que la loi leur accorde³⁰ ». Cette aide n'était cependant pas sans limite comme le montrent les réticences du même commissaire de la marine « devant l'accroissement rapide et successif des distributions (qui) épuisent les magasins ». « Je vous invite en conséquence, demande-t-il à la municipalité, à ne pas m'adresser de demandes ultérieures. »³¹

Arrivés à Nantes, les Américains déportés ou réfugiés des colonies devaient surtout compter sur eux-mêmes, ou sur leur famille pour s'adapter à ce nouveau milieu où ils allaient demeurer par la force des choses au moins jusqu'à l'an 10, le plus souvent jusqu'à leur mort. Et n'était-ce pas là le vœu de la nation d'obliger cette communauté privée de ses ressources, de sa terre, surtout peut-être de sa façon de vivre toute coloniale, à rentrer dans la vie sociale française, à n'être pas un groupe figé, parasite ?

Il restait bien sûr les enfants, les vieillards, les inadaptés physiques. Leur transplantation à Nantes s'accompagna d'une réelle misère qu'ils ne pouvaient seuls surmonter. Il fallait instruire les jeunes ; toute adaptation était humainement impossible aux autres. Et c'est surtout à ces derniers que les gouvernements révolutionnaires destinèrent une aide nationale difficile à bien distribuer.

(30) A.M.I. 41 dossier 8 24 brumaire an 6 (16 nov. 1797).

(31) A.M.I. 41 dossier 8 6 pluviôse an 6 (25 janv. 1798).

MESURES PRISES A L'ÉGARD DES RÉFUGIÉS OU DÉPORTÉS

Les lois accordant des secours furent naturellement bien accueillies par les Américains. Mais le gouvernement révolutionnaire n'eut pas que des préoccupations humanitaires. Il s'inquiéta également et avec persévérance des conséquences politiques de l'arrivée en masse de réfugiés et de déportés qui étaient souvent propriétaires de biens-fonds importants, toujours attachés à leur situation de maîtres d'esclaves, opposés à reconnaître à ces derniers la dignité d'acquérir une liberté responsable.

Comment les Américains pouvaient-ils accepter les Droits de l'Homme proclamés par la Révolution ? Leurs habitudes de vie, leur richesse étaient liées à l'existence d'une classe servile.

On se méfia donc des réfugiés et des déportés, craignant de leur part une contamination contre-révolutionnaire. Ces gens furent des suspects et l'objet d'attentions toutes particulières de la part des organisations révolutionnaires locales très attachées au civisme, c'est-à-dire au « républicanisme » des citoyens. La défiance s'instaura dès les premières arrivées importantes, à la fin de l'année 1791. Les administrations nantaises firent surveiller avec rigueur tout navire venant des îles : les listes de passagers étaient étudiées avec soin par le « comité de surveillance » et par la municipalité.

1. — LES DÉPORTÉS.

Les déportés méritaient le plus d'attention. L'expulsion des îles en effet leur avait été infligée par les « commissaires civils » envoyés aux colonies et par les gouverneurs. Ils venaient à Nantes pour être conduits dans la capitale où leurs menées antirépublicaines seraient jugées. Ils furent les premiers à arriver à Nantes et allaient faire peser sur tous leurs compatriotes la même suspicion qu'eux.

Tous les déportés cependant ne gagnèrent pas la France

chargés d'accusations et promis à un jugement. Beaucoup en effet furent arrachés à leur pays par les Anglais qui envahirent la Martinique, la Guadeloupe, une partie de Saint-Domingue et les autres territoires français. Mais pour les autorités révolutionnaires qui au même moment devaient faire face aux nombreux ennemis du nouveau régime, il n'était pas facile de départager ces nouveaux venus en « bons » ou en « mauvais » Américains. La défiance fut générale.

Les Américains déportés à cause de leurs activités anti-civiques et propres à causer des troubles venaient presque tous de Saint-Domingue. On les accueillit comme il se devait : une délégation composée d'un substitut du procureur, d'un commis-greffier-juré de la police, de commissaires de police et d'archers-gardes de la ville venait se saisir de leur personne dès leur arrivée.

Les militaires étaient particulièrement surveillés. Ainsi, le « conseil permanent de la commune de Nantes » décida le 6 décembre 1792 d'arrêter huit hommes débarqués quelques jours auparavant. François-Emmanuel de Girardin, vice-amiral des forces françaises navales aux îles sous-le-vent, Jean-Baptiste Benouville, lieutenant de vaisseau, Louis-Alexandre-Robert Girardin, élève de la marine, et Joseph-Marie Berthé, secrétaire de l'escadre, connurent les cachots du château de Nantes. Deux hommes de couleur, Janvier et Léandre, qui étaient domestiques de l'amiral les rejoignirent. Enfin on alla chercher dans une auberge de la Fosse deux matelots qui y logeaient déjà : Yves Legal et Louis Joublay. Les papiers de tous ces marins furent mis sous scellés. Enfin, le 26 décembre 1792 ces hommes gagnèrent Paris sous bonne escorte pour y être interrogés¹.

Au même moment, quelques officiers du régiment du Cap furent reçus avec une défiance analogue. Jean-Baptiste-Pascal Dallard, Charles Vanloyer, les deux frères Manfray, Louis et Gilbert Mansuy, furent également enfermés au château et dépouillés de tous leurs papiers qui furent l'objet d'un examen attentif².

Les simples soldats étaient assurément moins dangereux pour les idées révolutionnaires. Jean Mathé dut quand même sa déportation à des propos accusant Mangin d'Ouinçe, offi-

(1) A.M.I. 40 dossier 3, 6 déc. 1792.

(2) A.M.I. 40 dossier 3, 11 déc. 1792.

cier du régiment de Provence, qui selon lui, « avait vendu la poudre et avait fait mettre du sable dans les gargousses ce qui faisait que les boulets ne partaient plus au camp Mercy ». Ainsi donc « dûment convaincu d'avoir tenu des propos incendiaires tendant à échauffer les esprits », il avait été condamné à être embarqué pour la France³. La même mésaventure arriva au citoyen Levert pour « manque à ses devoirs à la subordination vis-à-vis des supérieurs et des chefs »⁴.

Les clercs également éveillaient les soupçons des républicains : la municipalité nantaise procéda à l'incarcération de deux frères de la Charité venus de Saint-Domingue, Cyprien Bonnefoy et Justin Leproux. Leurs papiers, comme ceux des militaires, furent confisqués, mis sous scellés, puis examinés⁵.

Les républicains de Nantes — nous venons de le voir — prirent toujours grand souci des papiers transportés par les suspects. La levée des scellés et la lecture des documents saisis se faisaient officiellement en présence d'un commissaire. Un « procès-verbal d'inventaire » des papiers était établi. D'autre part, les réfugiés porteurs de lettres douteuses les communiquaient. Pierre-André Mianné, de Pointe-à-Pitre, adressa quatre lettres à la municipalité. Il espérait ainsi « pouvoir donner des renseignements utiles à la Convention nationale ». Ces plis étaient envoyés par Moreau, administrateur général des subsistances militaires, au maréchal de Castries, au marquis de Vintimille, chevalier des ordres du Roi, à Curt député de la Guadeloupe⁶. Deux lettres de d'Argonval, attaché au « corps de génie » de service au Cap-Français furent également déposées⁷.

Les civils ne furent pas à l'abri de ces rigoureuses mesures. Les gouverneurs et les commissaires envoyés dans les îles pour y rétablir l'ordre déportèrent en France tous les citoyens qui troublaient les colonies. Le port de Nantes les vit venir en prenant d'austères précautions pour surveiller ces ennemis de la nation. Ainsi, Sonthonax « commissaire national civil des îles sous le vent » embarqua sur le *Pacifique*

(3) A.M.I. 40 dossier 3 Extrait des minutes du greffe de la commission prévôtale de la partie sud de Saint-Domingue, séance aux Cayes.

(4) Idem. Conseil de discipline du 4^e régiment.

(5) Idem. 17 décembre 1792.

(6) Idem. Procès-verbal de dépôt du 12 déc. 1792.

(7) Idem. 13 déc. 1792.

en partance pour Nantes les « sieurs » Verneuil, Gervais, Fournier et Baillis. Leurs malles furent fouillées dans le port. Ils furent ensuite conduits à Paris sous escorte⁸.

D'autres également arrivèrent à Nantes, peu connus : Dumont, Courtoux, libéré le 22 décembre 1792, Ainsidal⁹. Cependant beaucoup donnèrent de plus complets renseignements sur leur situation. En effet le commissaire Sonthonax et le gouverneur Blanchelande furent relevés de leurs fonctions après que leur conduite peu conforme aux vœux du gouvernement fut connue à Paris.

Des Américains, une fois réhabilités et libérés demandèrent des secours. Guesdon Poupardière était dans ce cas. « Déporté pour cause de son patriotisme par les ordres de Blanchelande » il arriva à Nantes le 15 août 1792. « Pendant ma détention, écrit-il, les autres passagers déportés comme moi se rendirent à Paris. Et après le jugement de Blanchelande (en avril 1793) ils obtinrent des secours de la Convention. Ce citoyen fit preuve ensuite d'un civisme exemplaire : il se joignit à la cavalerie nantaise qui lutta contre les « brigands ». Il fut blessé à Saint-Sulpice¹⁰. Plus tard, les membres du district de Montaigu le prièrent « de prendre le commandement de la garde nationale au moment où les révoltés étaient sur point d'entrer »¹¹. De même, Pierre Dutaud, fut déporté par le « commissaire civil » Polverel et débarqua à Nantes le 3 février 1794¹². Une semblable mésaventure arriva à Jean-Baptiste Joulain¹³ qui était passé aux Antilles avant la Révolution pour exercer le métier de charpentier à l'île à Pierre-Joseph. « Déporté illégalement par les ordres du gouverneur Blanchelande, il obtint de la Convention l'autorisation d'y retourner. La malchance ne le permit pas : le *Neptune* sur lequel il avait pris passage dut regagner Nantes, la guerre maritime venant d'être déclarée. « L'exposant s'embarqua (alors) second canonnier sur le corsaire le *Père Duchesne* armé par les citoyens riches de cette ville. Mais le bateau fut pris par une frégate espagnole, et Jean-Baptiste

(8) A.M.I. 40 dossier 3 non daté.

(9) Idem.

(10) A.M.I. 44 non daté.

(11) Idem, carton 44. Lettre au Représentant du peuple, 9 brumaire an 3 (30 oct. 1794).

(12) A.M.I. 44 Au comité de secours 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

(13) Idem, carton 45. Joulain ou Joulain, 30 pluviôse an 4 (19 fév. 1796).

Joulin ne recouvra la liberté qu'à « la paix conclue avec cette puissance ». Le même, Jean Lanier, né en 1758 à Chateau-Gontier eut à subir quelques mésaventures : il tenait un magasin « de plusieurs marchandises » à Petit-Goave depuis 1783 quand « il fut pris chez lui et incarcéré sur l'ordre des commissaires Polverel et Sonthonax ». Après plus de quatre mois d'arrestation, les commissaires le déportèrent en France. Malheureusement un corsaire anglais obligea le navire à faire voile vers la Jamaïque. Il put gagner Norfolk trois mois après pour enfin arriver à Brest où il fut arrêté¹⁴.

L'incarcération fut certainement appliquée à tous les Américains déportés pour activités anti-républicaines notoi-res. Ainsi Pierre Constand, né à Montaigu en 1722, déporté de Port-au-Prince à Nantes fut emprisonné le 28 messidor an 2 (16 juillet 1794) « à la maison d'arrêt dite Sainte-Claire ». L'accusateur public le libéra le 28 brumaire suivant (18 novembre 1794)¹⁵. Sulpice Dodé né en 1761 fut victime des mêmes lois : il subit « le sort de la prison l'espace de cinq mois » à Brest. Cet Américain était marchand à Port-au-Prince où il habitait avec son épouse prénommée Agathe et sa fille Eugénie¹⁶, il avait pu gagner Brest grâce « au grand convoi de Wanstabel ». François Rémon avait touché le même port dans les mêmes conditions. Il écrivit « qu'il (avait) été détenu comme les autres passagers¹⁷. Tous cependant n'étaient pas de déportés.

Mais les déportés ne firent pas tous mention de leur incarceration quand, libérés, ils demandèrent les secours du gouvernement, Marie-Anne Gloumeau, veuve Constantin, venue à Brest sur le convoi ne le signala pas. Ses deux enfants Jean et Louis l'accompagnaient¹⁸. Il en fut de même pour Gabriel Gros et sa femme Françoise¹⁹ qui avaient traversé l'Atlantique également sur le convoi de Wanstabel. Le citoyen Ballet fut déporté dans la même période²⁰. Jean-Charles Cletière était né à Paris en 1764. Il embarqua à Philadelphie sur le

(14) A.M.I. 46 15 fructidor an 7 (1^{er} sept. 1799).

(15) A.M.I. 44 Attestation du gardien 28 brumaire an 3 (18 nov. 1794).

(16) A.M.I. 44 Au comité de secours 16 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

(17) A.M.I. 45 5 pluviôse an 3 (24 janv. 1795).

(18) A.M.I. 44 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

(19) A.M.I. 44 Attestation des membres de l'administration municipale de Brest 6 messidor an 5 (24 juin 1797).

(20) A.M.I. 44 Certificat des administrateurs du district d'Hennebont 14 thermidor an 7 (1^{er} août 1799).

parlementaire la *Prudence* à destination de Nantes. Un passeport contresigné par le comité de surveillance lui permit de retrouver sa ville natale où il continua à exercer son métier d'horloger ²¹.

De même Étienne Doucet ne fit pas mention de son emprisonnement. Il fut déporté de Saint-Domingue et embarqué sur le *Hunter* de Boston pour Nantes ²². Il était né à Argentan en 1752. Charles-Florent d'Angleberne gagna la France dans des conditions analogues en passant par les États-Unis. Il fut employé à partir du 23 vendémiaire de l'an 3 (14 octobre 1794) « en qualité de commis aux évacuations dans l'hospice militaire de la ville d'Ancenis » et licencié deux ans plus tard ²³. Le citoyen Duvergé, marchand à Port-au-Prince, déporté avec sa femme et sa fille, fut admis aux secours dès l'an 3 ²⁴. Gilbert Fromenteau, également marchand, avait atteint Rochefort le 14 février 1793. Il était né à Moulins, en 1757 ²⁵.

Presque tous ces Américains déportés des colonies à Nantes étaient originaires de France. Nous avons vu quelques déportés nés dans le centre ou à Paris. La plupart venaient de l'ouest. Ainsi, Foi Valard était né à Nantes en 1755. Il s'ex-patria aux Antilles pour se fixer à l'Arcahaie. Embarqué « au frais de l'État » sur le *Sabin*, il arriva à Paimbœuf le 4 février 1793 ²⁶. De même, le citoyen Gervais de Port-au-Prince était originaire de La Rochelle ²⁷. Jean Malabar, de Bordeaux, né en 1755 était également originaire d'un grand port de l'Atlantique. Il était officier public à Port-au-Prince ²⁸. Enfin, Augustin Viot avait vu le jour à Tours en 1773. Il habitait le Cap quand il fut déporté ²⁹.

Michel Henry, déporté à Bordeaux, devait avoir de la famille à Nantes puisqu'il demanda un passeport pour cette ville. Il fut inscrit sur les états de distribution ainsi que l'atteste un bulletin de versement de secours ³⁰. Augustin Tessier

(21) A.M.I. 44 Passeport 20 germinal an 3 (9 avril 1795).

(22) A.M.I. 44 Attestation de la marine 6 nivôse an 5 (26 déc. 1796).

(23) A.M.I. 44 Au comité de secours 25 brumaire an 3 (15 nov. 1794).

(24) A.M.I. 44 Au comité de secours 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

(25) A.M.I. 46 19 floréal an 8 (9 mai 1800).

(26) A.M.I. 44 Attestation de la marine 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

(27) A.M.I. 44 Au comité de secours 7 nivôse an 3 (27 déc. 1794).

(28) A.M.I. 45 Au comité de secours (non daté).

(29) A.M.I. 45 Au comité de secours 4 pluviôse an 3 (23 janv. 1795).

(30) A.M.I. 45 Bulletin de secours 20 prairial an 4 (8 juin 1796).

— Passeport pour Bordeaux, 1^{er} frimaire an 4 (22 nov. 1795).

put également obtenir un passeport qui lui permit de quitter le Havre pour Orléans ³¹.

Deux autres Américains furent envoyés à Nantes aux frais de la République : Lebreton Villandry, de Port-au-Prince, né en 1745 ³² et Jean-Baptiste Paris auquel le représentant Ruelle fit verser la somme de 150 livres comme secours ³³.

II. — AMÉRICAINS DÉPORTÉS PAR LES ANGLAIS

Les Américains expulsés de leur pays par les Anglais furent-ils beaucoup mieux accueillis ? La surveillance ordonnée par les représentants du peuple en l'an 2 s'appliquait à tous et fut poursuivie ensuite sous une forme adoucie. Le contrôle ne fut épargné à personne !

Toutefois il n'est pas d'exemple d'incarcération en masse comme ce fut le cas pour les déportés politiques. En effet, la Guadeloupe se rendit aux Anglais le 20 avril 1794 ³⁴ et les hommes ne purent rejoindre la France qu'à la fin de l'an 3. parfois longtemps après. Les mesures de surveillance prises à l'encontre des Américains s'étaient déjà sensiblement atténuées. Heureuse détente pour des gens qui venaient de subir pendant de longs mois la pénible vie d'otage aux mains d'une nation traditionnellement ennemie avec laquelle la guerre était de nouveau déclarée !

Un arrêté du comité de Salut Public du 5 messidor de l'an 4 (23 juin 1796) prescrivit de « renvoyer dans leurs foyers les colons qui justifiaient avoir été déportés des Antilles pour cause d'attachement à la République » ³⁵. L'agent maritime de Nantes reçut une copie de cet arrêté avec l'ordre de l'appliquer. Il est certain que les Américains souhaitaient fortement retourner sur leurs propriétés, à leurs commerces abandonnés par la force. Encore fallait-il que la marine rétablît l'ordre française sur les territoires occupés et pût faire passer les bateaux en évitant les Anglais tout-puissants sur mer. Cet essai de rapatriement marquait bien sur-

(31) A.M.I. 45 Passeport 5 thermidor an 4 (23 juillet 1796).

(32) A.M.I. 45 Au comité de secours 19 brumaire an 3 (9 nov. 1794).

(33) A.M.I. 45 Lettre au représentant Buell 24 frimaire an 3 (14 déc. 1794).

(34) A.M.I. 45 Lettre de Louis-François Léon au comité de secours le 2 messidor de l'an 5 (20 juin 1797).

(35) A.M.I. 40 dossier 5, lettres au citoyen Ledufranctet, président de l'administration municipale de Nantes le 1^{er} nivôse de l'an 4 (22 décembre 1795).

tout la volonté du gouvernement d'éviter la présence en France d'un trop grand nombre d'Américains qu'il fallait secourir, son embarras ou sa crainte devant de possibles conséquences politiques. Les hommes qui se succédèrent à la direction des affaires publiques gardèrent toujours l'espoir de renvoyer dans les îles d'Amérique la plus grande partie des familles expatriées. Une entreprise analogue à celle du comité de Salut public, mais de plus grande envergure, fut tentée en l'an 10.

La tentative de l'an 5 fut un échec complet. L'agent maritime embarqua sur un navire américain, le *Potomac*, 63 passagers inscrits pour aller à la Guadeloupe, à la Martinique et à Marie-Galante. Mais le bateau fit demi-tour et revint à Nantes en très mauvais état après 25 jours de mer³⁰. Si à Bordeaux plusieurs navires appareillèrent pour les îles chargés de déportés, à Nantes la tentative du *Potomac* ne fut pas renouvelée.

Un « état des citoyens déportés par le gouvernement anglais enregistrés pour retourner dans leur foyer »³⁷ nous a permis de connaître le nom de ces Américains embarqués sur le *Potomac*. Parmi eux, vingt-deux se dirigeaient vers la Martinique. Presque tous étaient créoles, sauf deux qui avaient une origine métropolitaine : Jacques Garnier de Château-Girard, et la veuve Angélique Clément, née à Guéméné. Cette femme habitait à la Grande-Anse, Jacques Garnier au Marin, au sud de l'île.

La plupart de ces créoles martiniquais déportés espéraient retourner dans le nord de l'île où ils avaient laissé leur maison, leurs occupations. Ainsi Joseph et Cyrille Trouillon, nés au Macouba, Silvestre Saint-Hilaire, Louis Donneau originaire du Prêcheur. Joseph Hambourg baptisé à la Grande-Anse, était pêcheur dans le même village, Thomas Blaux, tourneur, Benjamin Saint-Robert, tailleur, habitaient Saint-Pierre leur bourg natal, de même que deux femmes, la veuve Germain et Thérèse Fourcade respectivement blanchisseuse et « bonbonnière ».

Le sud de la Martinique était représenté par cinq créoles : Jean-Charles Pallin, et François Lambert, pêcheurs, étaient nés au Diamant près des Anses d'Arlet, pays d'origine de Jean-Didier Fournier. La « qualité » d'Alexis Mathias

(36) A.M.I. 40 dossier 5 4 frimaire an 4 (25 nov. 1795).

(37) A.M.I. 40 dossier 4 24 frimaire an 4 (15 déc. 1795).

de Rivière-Pilote, était précisée par le terme « planteur ». Enfin, la citoyenne Tribou Mezard, habitait le Lamentin.

Eugène Grandmaison retournait à Fort-Royal sur la côte de l'ouest. De cette région centrale, mais de l'est était originaire Jean-Louis Souchoir, né au Robert.

Enfin, l'état dressé par l'agent maritime était très imprécis pour le lieu d'habitation de Jean-Baptiste Clément, de Pierre Cordeil, négociant, accompagné de sa femme, et de Jean-Jacques Dufond, dont on précise seulement l'origine créole.

Trente-sept passagers furent inscrits pour passer à la Guadeloupe. Il est intéressant d'étudier la « qualité » de ces Américains car le métier de chacun fut noté sur la liste des passagers.

Les planteurs et cultivateurs n'étaient pas les plus nombreux. Ceci paraît étonnant attendu que la richesse des îles reposait essentiellement sur leurs plantations. René Berville, né dans l'île, Raymond Michinau, de Toulouse et Jean-Baptiste Cicéron, Bordelais installé au Moule de la Grande-Terre, travaillaient la terre. Pierre Rivière et Marc Boisselau étaient tous deux d'origine métropolitaine, nés respectivement à Saumur et à Nantes. Le second était installé à Sainte-Anne, de même que François Renaudin, de Saint-Sulpice, Mathieu Courtin et Joseph Lebrun, nés à Angers et à Rochefort furent également inscrits comme « habitants », c'est-à-dire planteurs. Sous le même qualificatif on trouve aussi de nombreux créoles : Pierre Beaumanoir, demeurant à Sainte-Anne, Pierre-Jacques Laurent, du Baillif, Joseph Bélair et son frère Pierre, de Pointe-Noire. Charles Alibert, Pierre Bonmartin et Étienne Lasnier, de la Guadeloupe, n'avaient pas précisé leur lieu natal. Enfin, le cas de Joseph Garey était particulier puisqu'il était né aux îles Canaries. Les colons n'étaient donc pas les plus nombreux.

Par contre, il y avait beaucoup d'artisans, mais exerçant des métiers variés. Les charpentiers et les maçons avaient trois représentants chacun. Louis-Baptiste et Théodore Baugé nés dans l'île, Coco-le-Noir, de l'île Saint-Martin, travaillaient comme charpentiers. Louis-Germain était le seul menuisier embarqué sur le *Potomac*. Les trois maçons avaient tous une origine créole et habitaient à Basse-Terre : Silvain Nicolas, Isidore Laruepierre, de Pointe-Noire et Joachim, né à Goyave.

Les autres Américains appartenaient aux métiers les plus

divers. Il y avait deux tonneliers, Léonard Lilly, de Saint-Pierre et François Toussaint, né au Lamentin, deux perruquiers : François Lavier de Basse-Terre et Jean-Baptiste Auguste, originaire de Venise et installé à Sainte-Rose. Étienne Cassard et Étienne Thomas, créoles de la Guadeloupe exerçaient le métier de cordonnier, François Goujon et Marie-Françoise Corbet celui de tailleur. On trouvait même des cuisiniers : Louis Chanel, né à Mâcon, et Jean-Baptiste, créole, quelques marchands ou boutiquiers : Marie-Rose Desait, née à Port-au-Prince, Élisabeth Bonmartin, de la Guadeloupe, et Pierre Goislon, né à Bordeaux. Un Nantais, Joseph Perrier était passé à Pointe-à-Pitre pour y travailler comme couvreur.

Enfin, trois habitants de la petite île de Marie-Galante essayèrent de regagner leur foyer : Martin Morandière et Pierre Servant, originaires de l'île, Vincent Penot, né en Provence.

Le port de Nantes avait accueilli de nombreux autres Américains déportés par les Anglais qui ne furent pas inscrits sur la liste des passagers du *Potomac*. Nous ne connaissons que ceux qui ne purent trouver un emploi et demandèrent les secours accordés par le gouvernement.

Quatre venaient de la Guadeloupe comme Louis-François Léon qui, dans une lettre adressée au comité de secours, déclara qu'il fut « déporté (des îles) par la prise qui en a été faite par les Anglais le 20 du mois de avril 1794 »³⁸. Florentin Apiau, né à Dax³⁹, avait dû abandonner la Guadeloupe. Pierre Guillard, né à Orvault, près de Nantes, vers 1764 avait touché la France à Saint-Malo. Il était affecté d'une plaie à la jambe droite — peut-être conséquence des combats livrés contre les Anglais — qui l'empêchait d'exercer son métier de tonnelier⁴⁰. Enfin Claude-Henri Delaplace, né en 1753 fut également déporté. La commission de secours le prit en charge⁴¹.

En plus des passagers malheureux du *Potomac*, nous connaissons trois autres déportés de la Martinique qui habitaient

(38) A.M.I. 45 Au comité de secours, 20 messidor an 5 (20 juin 1797).

(39) A.M.I. 46 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

(40) A.D.F. 115 Formulaire fructidor an 8.

(41) A.M.I. 44 Commission de secours, 11 germinal an 3 (31 mars 1795).

à Nantes. Il s'agit des citoyens Billard ⁴², Thomas Blaize ⁴³ et Alméral. Ce dernier était arrivé dans le port le 6 ventôse de l'an 3 (24 février 1795). Il fut employé dans les bureaux de l'administration de la marine, puis réformé ⁴⁴.

Quelques habitants de Saint-Domingue furent également déportés. Faits prisonniers dans des conditions spéciales, ces hommes durent subir de longs mois d'arrestation ⁴⁵. Ce fut le cas de Jacques Avrillaud, qui arriva à Cherbourg le 4 floréal de l'an 10 (24 avril 1802). Il habitait à Port-au-Prince où il était propriétaire d'une case et de quelques nègres ⁴⁶. Étrange aventure aussi que celle du citoyen Dacunha, envoyé à la Jamaïque par le commissaire civil Delpech. Il y emmenait des prisonniers qu'il espérait relâcher en échange de Français incarcérés dans l'île. Malheureusement on ne voulut pas reconnaître le parlementaire : il fut consigné à bord. Des contre-révolutionnaires y prirent place ; le bateau fut conduit à Jérémie « déjà livrée aux mains des Anglais, où l'on a voulu m'assassiner parce que j'étais républicain », écrit le déporté. Ayant refusé de se soumettre, il fut renvoyé à la Jamaïque puis déporté trois mois plus tard à la Nouvelle Angleterre. Jean-Joseph-Fabien Mesplé fut également emprisonné à la Jamaïque, déporté à Philadelphie, puis à Nantes. Ce marchand ambulant fut pris par les Anglais sur la côte de Saint-Domingue alors qu'il quittait Saint-Marc pour se rendre à Port-au-Prince ⁴⁸.

François Pichevin, né à la Martinique, fut déporté de Sainte-Lucie. Les Anglais le firent prisonnier dans le mois de pluviôse de l'an 4 et le conduisirent en Grande-Bretagne. On le libéra au mois de messidor de l'an 5 « pour cause d'incurabilité, vu plusieurs blessures... essuyées dans différents combats » ⁴⁹. André Saujon était cuisinier à la Nouvelle-Orléans. Le gouvernement espagnol le transféra aux États-Unis ; il passa ensuite à Nantes ⁵⁰.

(42) A.M.I. 46 Non daté.

(43) A.M.I. 44 Lettre au comité de secours, 20 frimaire an 4 (11 déc. 1795).

(44) A.M.I. 46 1 germinal an 9 (22 mars 1801).

(45) Voir le chapitre I.

(46) A.M.I. 46.

(47) A.M.I. 44 Lettre à la municipalité de Nantes, 27 frimaire an 3 (17 déc. 1794).

(48) A.M.I. 45 Pétition 6 vedémiaire an 3 (27 sept. 1794).

(49) A.D.P. 117 Lettre an 8.

(50) A.M.I. 45 Au comité de secours 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

Enfin, Charles Delauné « déporté des îles sous le vent » débarqua le 10 brumaire de l'an 6 (31 octobre 1797) venant des prisons anglaises.

La présence d'un grand nombre d'Américains à Nantes indisposait le gouvernement révolutionnaire qui — nous l'avons vu — a cherché à renvoyer les Américains que les Anglais avaient déportés. Les autres déportés, au contraire, envoyés en France à cause de leurs activités subversives étaient incarcérés avec précaution ! Ils furent les premiers à débarquer ; leur opposition à la République donna mauvaise réputation à tous leurs compatriotes. Ils durent en subir les conséquences.

III. — MESURES PRISES CONTRE LES RÉFUGIÉS

Tous les Américains, et même les réfugiés, étaient l'objet d'un contrôle sévère. La méfiance à leur égard ne disparut jamais totalement et se prolongea jusqu'à l'époque impériale.

Le 15 messidor de l'an 2, un arrêté du représentant du peuple Bô enjoignit aux autorités locales de s'assurer des noms de tous les réfugiés et déportés qui arrivaient des colonies et de les loger ensemble pour faciliter la surveillance. Il avait pour but également de « les interroger et (les) examiner scrupuleusement avant de leur délivrer des passeports ⁵². Le conseil général après réception de cet arrêté chargea les « citoyens Gaignaud, Mailliet et Archambaud de former un *comité de surveillance et d'examen* ⁵³. Aussi des listes de passagers étaient-elles dressées à l'arrivée des bateaux. Le citoyen Vassal, sous-chef au bureau des classes de la marine, se chargea de ce travail lors de la venue d'un « convoi maritime » le 2 messidor de l'an 2 (30 juin 1794) ⁵⁴. Ces listes où était indiqué le logement accordé à chaque Américain, montraient également que les décisions du représentant Bô relatives à l'hébergement des citoyens qui arrivaient des colonies, furent peu appliquées : la municipalité ne disposait pas de locaux suffisants pour loger les nouveaux arrivés ensemble. Ces derniers étaient envoyés deux par deux chez des commerçants ou des rentiers de la ville qui devaient payer cet original impôt du logement. La maison des suspects en état d'arrestation était

(51) A.M.I. 46.

(52) A.M.I. 41 3 juillet 1794.

(53) A.M.I. 41.

(54) A.M.I. 43 dossier 1, 16 messidor an 2 (4 juillet 1794).

également utilisée. De plus — et ceci souligne l'esprit avec lequel furent accueillis les rapatriés — les édiles n'étaient pas seuls à contrôler les Américains : le comité révolutionnaire devait « trouver des locaux pour les réfugiés concurremment avec la municipalité et faire incarcérer les gens suspects »⁵⁵. La différence était-elle bien grande entre « réfugiés » et « gens suspects » ?

Une autre mesure frappait les Américains : un arrêté du représentant du peuple du 27 germinal de l'an 2 (16 avril 1794) les éloignait à vingt lieues du port⁵⁶. Rien ne pouvait mieux montrer combien les autorités craignaient ces ferments contre-révolutionnaires, ces ex-maîtres d'esclaves qu'étaient les réfugiés et les déportés. Joseph-Esprit Macé, dit Vaudoré, né à Auverné, près de Châteaubriand, réfugié du nord de Saint-Domingue dut quitter Nantes le 9 floréal de l'an 2 (28 avril 1794) pour aller à Blois où il arriva « par bateau » le 4 prairial suivant (23 mai 1794)⁵⁷. Guillaume Boudet et son épouse se séparèrent après la décision prise par les représentants du peuple. La mairie de Nantes en l'an 10, attesta qu'ils « avaient été admis séparément aux secours parce que (le) mari avait été obligé de se retirer à Orléans ». Réfugiés de Saint-Marc, ces Américains habitaient Nantes depuis le mois de mai 1792⁵⁸.

Quelles furent les sanctions prises pour forcer les Américains à quitter Nantes ? Les représentants ne disposaient que d'un moyen de pression, l'incarcération. Le citoyen Jochaud en fut victime. Entré dans un bureau de la municipalité en germinal de l'an 2 (mai-avril 1794) il fut emprisonné quinze jours après « sans motif, par une fatalité inconcevable ». Il fut élargi au mois de frimaire suivant et devint alors « chef du bureau de secours du district de Nantes »⁵⁹.

Mais cette demi-mesure — obliger les Américains à s'éloigner des ports — devait être d'application difficile. Une décision plus grave fut prise : un arrêté du comité de Salut

(55) A.M.I. 41 dossier 6 Lettre du comité révolutionnaire aux citoyens municipaux 29 ventôse an 2 (19 mars 1794).

(56) A.M.I. 45 Attestation de la mairie 19 germinal an 10 (9 avril 1802).

(57) A.M.I. 45 Attestation de la mairie de Blois 7 pluviôse an 3 (26 janv. 1795).

(58) A.M.I. 46 Attestation de la mairie 19 germinal an 10 (9 avril 1802).

(59) A.M.I. 44 Au comité de secours floréal an 3.

public du 19 messidor de l'an 9 (7 juillet 1794) ordonna l'arrestation de « tous les individus venant des colonies, les marins et ouvriers propres au service exceptés »⁶⁰. Beaucoup venaient d'arriver, quelques-uns avaient déjà trouvé un emploi. Le représentant Bô suivant les ordres reçus fit donc incarcérer les réfugiés. Jean Chasserreau, né en 1734 et ses quatre enfants furent soumis à la prison malgré des conditions de vie très pénibles : ils avaient quitté le Cap-Français en flammes sans rien emporter. A leur débarquement, le 16 messidor de l'an 2 (4 juillet 1794) on leur donna tout de même « la ration et le logement sur la Fosse, maison Grou » avant de les mettre en arrestation à la maison Saint-Charles le 30 messidor (18 juillet 1794). Le représentant du peuple Lion les élargit le 24 fructidor suivant (10 septembre 1794) et, « connaissant l'état de misère absolue où nous étions », écrit ce réfugié, il continua à leur accorder le logement et les rations à la maison La Bourdonnais jusqu'au 27 vendémiaire de l'an 3 (18 octobre 1794)⁶¹. Les Américains profitèrent donc quand même pendant ces mois troublés, où beaucoup étaient suspectés d'anticivisme, de mesures heureuses et venant à point pour les soulager. Le citoyen Corneille aîné, réfugié de Saint-Domingue où il avait tout perdu passe « huit mois ici (à Nantes) en arrestations ». Sans vêtement d'hiver, il réclame les secours accordés par la meilleure des mères à ses bons enfants »⁶². Les arrestations furent donc nombreuses, frappant aussi bien les réfugiés que les déportés. Heureusement pour les Américains, la détention ne fut pas très longue : quatre à cinq mois en général comme nous avons pu le remarquer, mais parfois davantage. Un arrêté du 17 brumaire de l'an 3 (7 novembre 1794) suspendit les arrestations⁶³. En fait, l'élargissement des Américains ne fut pas toujours immédiat. Honoré Corvoisier, né en Vendée en 1754, négociant à Port-au-Prince et réfugié à Brest, retrouva la liberté avec quelques dix jours de retard, le 27 brumaire, après plus de quatre mois d'incarcération au château dit « Fort-la-Loi »⁶⁴. Il put venir quelques semaines après à Nantes muni d'un passeport. De même quelques dépor-

(60) A.M.I. 40 dossier 3 Lettre de l'agent maritime à l'agent national de la commune de Nantes 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

(61) A.M.I. 46 Lettre 2 frimaire an 6 (22 nov. 1797).

A.D.P. 113 Formulaire an 8.

(62) A.M.I. 44 Lettre au représentant Ruelle 3 nivôse an 3 (23 déc. 1794).

(63) A.M.I. 46 24 prairial an 8 (13 juin 1800).

(64) Voir note 61.

tés arrivés sur le *Chakley* de Philadelphie étaient en liberté au mois de brumaire suivant puisqu'ils demandèrent des secours à la municipalité sans oublier de faire mention du temps passé en prison. Ils avaient été mis sous surveillance par ordre du représentant du peuple. Jacques Janson, né en 1755⁶⁵, Jean-Baptiste Laffiteau⁶⁶ et Jean Lambert⁶⁷, né à La Rochelle en 1750, furent secourus après leur libération. Louis Murris et son fils Jean, également sur le *Chakley*, écrivirent au représentant pour les obtenir⁶⁸. Auguste Binsse incarcéré également, mais à Brest, fut élargi dans les mêmes jours : il réussit à obtenir un passeport — contresigné par les comités révolutionnaires des localités se trouvant sur son itinéraire — pour venir à Nantes⁶⁹.

L'élargissement des Américains à partir du 17 brumaire de l'an 3 impliquait que l'administration locale leur délivre les passeports afin qu'ils puissent quitter Nantes pour rejoindre leur famille. Avant le décret de libération, la municipalité ne devait délivrer aucune pièce permettant de sortir de la ville ; elle en avait cependant donné « à plusieurs individus venus sur le parlementaire le *Washington*, mais se fit rappeler à l'ordre. « Je te prie, est-il ordonné à l'agent national de la commune de Nantes de retirer les passeports à ceux des réfugiés qui n'en auraient pas encore profité »⁷⁰. Le jour même où était envoyée cette lettre, on commandait de libérer les Américains en leur donant les moyens de quitter Nantes. Le représentant Ruelle le confirma à l'inspecteur civil remplaçant l'agent maritime. Ce dernier, pour décharger la marine des distributions de vivres faites aux réfugiés fit pression pour que « soit délivré le plus incessamment possible des passeports à tous les individus (venant) des colonies autres que les marins et ouvriers susceptibles d'être employés sur les vaisseaux et dans les ateliers de la Révolution »⁷¹.

Même les lois accordant des secours ne furent pas exemptes de cet esprit de méfiance : le décret de la Convention Nationale du 7 germinal de l'an 2 (27 mars 1794) exigeait

(65) A.M.I. 45 Lettre au comité de secours 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

(66) A.M.I. 45 Même date.

(67) A.M.I. 45 Non daté.

(68) A.M.I. 45 21 germinal an 3 (10 avril 1795).

(69) A.M.I. 44 Lettre de colons résidant à Nantes au comité de secours le 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

(70) A.M.I. 40 dossier n° 3 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

(71) A.M.I. 41 dossier 6 29 brumaire an 3 (19 nov. 1794).

des citoyens qu'ils fournissent « un certificat des comités de surveillance attestant leurs besoins et leur origine » pour qu'ils puissent profiter de l'aide accordée par le gouvernement »⁷². On ne craignait pas seulement leur opposition à la République. Une circulaire ministérielle du 29 brumaire de l'an 3 (19 novembre 1794) invita les agents nationaux à « s'assurer de la sincérité des déclarations des réfugiés » en les mettant en garde contre leur « cupidité » et leur « mauvaise foi »⁷³.

Le 14 avril 1806 constatant que beaucoup de colons allaient à Paris, « le conseiller d'État chargé du 2^e arrondissement de la police générale de l'Empire » fit part au commissaire de la police de Nantes que « l'intention de Sa Majesté Impériale était, dès l'époque de fructidor de l'an 12, de les éloigner de 30 lieues au moins » de la capitale. Il fut donc décidé de restreindre la délivrance des passeports, sauf pour ceux qui ne demandaient pas de secours⁷⁴. On ne craignait plus sans doute la mauvaise influence politique des Américains, mais alourdir régulièrement le trésor public avec des distributions de secours déplaisait fort à l'Empereur. On se méfia alors de leur mécontentement.

Ainsi, sous l'Empire, les séquelles du drame des réfugiés des Antilles n'avaient donc pas toutes disparu.

(72) A.M.I. 41.

(73) A.M.I. 41 dossier 6 29 brumaire an 3 (19 nov. 1794).

(74) A.M.I. 41 dossier 8 14 avril 1806.

LISTES DES AMÉRICAINS

Groupés selon le lieu d'origine : Saint-Domingue, Guadeloupe et Martinique, ou terres et îles diverses, et classés en ordre alphabétique.

Nous utiliserons les abréviations suivantes :

A.M.I. 41 = Archives municipales de Nantes, série I Secours, carton 41.

A.D.P. 112 = Archives départementales de la Loire-Atlantique, série P : finances départementales, liasse 8 P-112.

RÉFUGIÉS OU DÉPORTÉS DE SAINT-DOMINGUE

Antoine AGERON, né vers 1755, marié à Adélaïde Dalon. Père de deux enfants en l'an 3. Dans une lettre du 12 frimaire de l'an 8 (3 déc. 1799). Il demande des secours pour quatre enfants.

Habitation à vivres et deux fours à chaux à la Grande-Rivière. Habitation plantée en café, cacao, coton à la Petite-Rivière. Il était de plus commerçant au Cap-Français, tenait « une maison de commerce et une boulangerie » dit-il.

Son retour en France l'obligea à passer par les États-Unis d'Amérique. En plus de sa famille, il était accompagné d'une orpheline de couleur dont le nom n'est pas précisé. A Nantes, il fut employé municipal.

A.M.I. 44, lettre au comité de secours. 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794), 46 ; 14 messidor an 2 (2 juillet 1794) ; 12 frimaire an 8 (3 déc. 1799).

Estelle ALLARD, née aux Cayes en 1792. Sa mère est décédée à New York ; son père, chassé de la sucrerie située à Cavaillon, s'était réfugié aux Cayes où il demeurerait encore en l'an 11. Estelle vivait dans la pension de la femme Reynaud, rue Saint-Similien, à la charge de la femme Dupuy (chap. II).

A.M.I. 46, 28 thermidor an 11 (16 août 1803).

Veuve Anne ANEY, née Gallard en 1759 au Cap. Son mari était marchand coutelier au Cap-Français. Une enfant : Eulalie Aney née en 1777 au Cap.

A.M.I. 44, lettre au comité de secours, floréal an 3.

Aimée ANGELIANNE, née à Léogane en 1787. Venue en France pour son éducation (chap. II).

A.M.I. 46, lettre du 25 vendémiaire an 8 (17 oct. 1799).

Louis ATHANAS, né à Château-Gonthier en 1765. Per-ruquier. Embarqué à New York le 30 juin 1794 sur le *Hardy*. Les membres de la municipalité de Bazouges, district de Château-Gonthier, interviennent en sa faveur le 2 floréal de l'an 3 (21 avril 1794).

Attestation de l'agent maritime, idem.

Louis-Charles AUSTRUSSEAU né en 1782 au Cap-Français où il était propriétaire de maisons. Son père fut tué lors d'une révolte d'esclaves. Arrivé à Nantes à neuf ans et pris en charge par le citoyen Béguyer, correspondant. Envoyé au collège de Sorèze où il resta jusqu'au mois de pluviôse de l'an 10 (chapitre II).

A.M.I. 46, 4 fructidor an 11 (22 août 1803).

A.D.P. 112.

Laurent AVELINE réfugié de Saint-Domingue. Passe de Philadelphie à Nantes sur le parlementaire *Thomas Chakley*.

A.M.I. 44, lettre pour secours du 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

Jacques AVRILLAUD né en 1759. Réfugié aux États-Unis, il embarqua sur un corsaire français. Fait prisonnier, puis emprisonné en Angleterre. Libéré en floréal an 10. Il habitait à Port-au-Prince. Sans profession. Propriétaire d'une case et de nègres.

A.D.P. 112

A.M.I. 46, lettres du 24 floréal an 10 (14 mai 1802) et du 10 germinal an 10 (31 mars 1802).

Louis BAGASSY BEAUDOT né vers 1755 à Port-de-la-Montagne. Réfugié. Marchand à Saint-Domingue.

A.M.I. 44, lettre pour secours non datée (an 3).

Pierre BAILLE né vers 1755 à Saint-Servan. Réfugié de Port-au-Prince où il était tailleur.

A.M.I. 44, lettre pour secours. 15 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

BAILLY né en 1772 dans le Loir-et-Cher. Instituteur dans la colonie. Réfugié à Philadelphie après l'incendie du Cap-Français. Il y resta 8 mois, tenta de retourner à Port-au-Prince, mais fut arrêté. Il s'échappa. Réfugié à Nantes.

BAILLET déporté de Saint-Domingue. Fusilier au bataillon des auxiliaires. (Chapitre IV).

A.M.I. 44. Certificat des administrateurs du district de Hennebont du 14 thermidor an 7 (1^{er} août 1799).

Joseph **BANCE** né à Paris vers 1730. « Cultivateur » à Saint-Domingue. Un fils né en 1785.

A.M.I. 44. Lettre - brumaire an 3.

Rose **BARBIER** née vers 1735. Célibataire. Ne connaît pas la colonie où elle est co-proprétaire d'une sucrerie située au Terrier-Rouge près du Cap-Français.

A.M.I. 44. Bulletin de versement (4 frimaire an 3) (24 nov. 1794). 46. Formulaire.

BARDOUX née Capra vers 1780. « Echappée au massacre dans les prisons du Cap » elle réussit à passer aux États-Unis. Mère d'un enfant, de plus enceinte, elle alla à la Martinique rejoindre son frère, Louis Capra. Le nom du premier mari n'est pas connu. Remariée en France à Bardoux, ancien chef d'escadron en retraite. En 1833 un fils étudie au collège de Nantes.

A.M.I. 46 (non daté).

A.D.P. 112 1833.

Veuve **BAREMME** Modeste, originaire de Louisiane, née Barbier. Réfugiée du Cap-Français avec cinq enfants et débarquée à Nantes le 6 brumaire de l'an 3 (27 oct. 1794). Son mari tenait un magasin d'orfèvrerie qui fut pillé lors de l'incendie de la ville. Il mourut à Philadelphie où il s'était réfugié avec sa famille.

A.M.I. 44, 15 germinal an 3 (4 avril 1795).

A.D.P. 112 - an 8.

Claude **BARMOND** marié à Jeanne-Marie Dumetz Né à Paris en 1764. Un fils âgé de 13 ans en 1794. Il était marchand à Port-au-Prince.

A.M.I. 44. Bulletin de versement, 16 brumaire 1794 (6 nov. 1794).

Narcisse **BARON** né vers 1773 (chapitre II).

A.M.I. 44 (non daté).

Alexandre BARQUIER né en 1721. Ancien capitaine d'infanterie. Habitant rue Sarrazin, n° 1 à Nantes. « Paralysé au point de garder toujours la chambre ». Propriétaire au Mirebalais d'une habitation dite « de Barquier » gérée par Abraham Boullay fait prisonnier par les Anglais, et envoyé à la Jamaïque.

A.M.I. 44. Attestation d'un officier de santé, le 15 floréal de l'an 3 (4 mai 1795).

Lettre pour secours, le 17 prairial de l'an 3 (5 juin 1795).

Pierre-Louis-Sauveur BATILLOT. Réfugié de Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Lettre pour secours du 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Guillaume BAUDET créole né à Saint-Domingue vers 1748. Un atelier avec 50 cultivateurs, et plusieurs magasins situés rue de l'Église à Saint-Marc. En l'an 8, père de cinq enfants en bas-âge. Son épouse, la citoyenne Quelo, demeurera seule à Nantes alors que son mari dut aller à Blois, puis à Orléans suivant les ordres des représentants du peuple qui voulaient que les Américains se tiennent à 20 lieues des ports.

A.M.I. 44. Attestation du correspondant Louis Brouin, le 23 prairial an 3 (11 juin 1795).

A.M.I. 46. Lettre pour secours, 19 germinal an 10 (9 avril 1802).

A.D.P. 112. Formulaire.

Marie-Adélaïde BAUDIN née à Léogane en 1785. Débarquée à Nantes le 25 juin 1789, à la charge du correspondant Lemasne et fils et Praud. Son père est décédé vers 1795. En l'an 10, elle passe à Saint-Domingue sur l'*Élisabeth*.

A.M.I. 46 (non daté).

BAZELAIS née Genneville.

A.M.I. 46. 1823.

Caroline BEAULIEU, créole, arrivée à Nantes le 22 juillet 1790 sur le *Jean-Baptiste*. Daniel Kervégan, son correspondant, recevait à son adresse la somme de 2.000 francs par an. Elle possédait en plus une hypothèque de 25.000 francs. Mais Félix Hurvoy, propriétaire, fut tué en mars 1792 en défendant un poste. Elle ne reçut plus rien.

A.M.I. 46. 12 ventôse an 8 (3 mars 1800).

Marie-Louise BEAUTREMONT née Gobert. Mère de deux enfants âgés de 17 et 25 ans en l'an 11.

A.D.P. 112. an 11.

BEIGNIN née Vincent. Veuve.

A.M.I. 46 (non daté).

BENANY. Enfant mulâtre, né au quartier Bel-Air en 1789, près de Port-au-Prince. Son père et sa mère Bonite Le Fontan, mulâtresse, sont morts.

A.M.I. 44. Lettre pour secours - an 3.

BÉRINDOAGUE née Marie-Anne Simon. Veuve.

A.M.I. 44 (non daté).

Louis-Auguste BERLAYMONT né en 1739. Ex-officier, maréchal de camp. Sucrerie dite « Bodin » près du Cap, brûlée en l'an 10. Il reçoit une pension de 2.300 francs payée en récipissé de la Trésorerie nationale et n'en tire que 20 % de la valeur nominale. Père de trois enfants.

A.M.I. 46. Formulaire, 5 vendémiaire an 8 (25 sept. 1799).

Claude-Narcisse BERLAYMONT, sans doute fils du précédent. Ancien lieutenant-colonel. Reçoit 1.500 francs de pension et 1.000 francs d'émoluments étant « expéditionnaire » du bureau des actes civils à la mairie de Nantes.

A.D.P. 112 - an 8.

Anne-Marie BERLAYMONT sans doute fille de Louis-Auguste Berlaymont. Née en 1760.

A.M.I. 44. 8 germinal an 3 (28 mars 1795).

Philibert BERNARD et son épouse Éléonore. Un enfant, Charles Bernard. Réfugiés du Cap-Français. Pris par les Anglais alors qu'ils se dirigeaient vers Philadelphie, ils furent conduits aux Bermudes où ils restèrent trois mois et demi ; le 5 mars 1793, on les fit passer à Philadelphie, puis à Nantes sur le *Washington* cinq mois plus tard. Ils désiraient se rendre à Paris où le mari voulait exercer sa profession de marchand quincailleur.

A.M.I. 44. Lettre pour secours le 16 brumaire an 3. (6 nov. 1794).

Lise, Victoire et Bonite BERNIER. Arrivées à Nantes en février 1793 adressées à Arthur Montaudouin, correspondant. Celui-ci mort, les enfants furent confiés à une marchande peu fortunée, la citoyenne Piété qui déclare en l'an 3 ne plus pouvoir les soulager.

A.M.I. 44. Lettre pour secours - an 3.

BERNIOLE, trois filles. Habitant de la partie sud de Saint-Domingue. Arrivées à Nantes sur le *Washington*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 19 brumaire an 3 (9 nov. 1794). Extrait des registres du directoire, le 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

Jean-Claude **BERRY**, né en 1753 en France. Deux caféières au Borgne, près du Cap. Marié dans la colonie où il a vécu 28 ans jusqu'en 1793. Père de deux enfants, une fille restée à Saint-Domingue, un garçon né en 1783 « au service de la République sur les vaisseaux de l'État ». Arrivé à Lorient le 8 pluviôse de l'an 3 (27 janv. 1795).

A.M.I. 46. Lettre 9 nivôse an 8 (20 déc. 1799).

Joseph **BESSON SAINT-BERRÉOL** né à Digne vers 1750. Homme de loi au Cap-Français. « A tout perdu, femme et fortune, dans l'incendie » de la ville.

A.M.I. 46. Lettre pour secours (non datée).

BÈZE né à Toulouse. Avait une dépendance à Port-au-Prince où il était négociant.

A.M.I. 46. Lettre 15 fructidor an II (2 sept. 1803).

Bernard **BIDAULT** père de plusieurs enfants. Devait être caféier. Mort sans doute vers 1840 car sa veuve obtient alors la résersibilité des secours auxquels son mari avait droit.

A.M.I. 46 (non daté).

A.D.P. 112. Lettre - mars 1843.

Marie-Françoise et Marie-Catherine **BIGEONSABLONNIÈRE** nées à l'Artibonite, débarquées à Marseille en octobre 1785. Leur père fut tué à Saint-Domingue pendant les troubles, de même que leur mère. L'une d'elles retourna dans l'île en l'an 10 sur la *Petite Julie* (chapitre II).

A.M.I. 44. 9 prairial an 3 (28 mai 1795).

A.D.P. 112. - an 10.

Pauline et Sophie **BILLARD** nées en 1782 et en 1785 aux Cayes-Saint-Louis. Leur père était entrepreneur dans la ville, et mourut vers 1795. Le correspondant des enfants, le citoyen Binet reçut le nécessaire pour leur éducation jusqu'en 1795. Elles étaient dans sa maison depuis le 16 juillet 1790, date de leur débarquement. Pauline, se maria à un citoyen Binet (un fils du correspondant ?) et vécut à Bouguenais jusqu'à la mort de son mari vers 1820. Elle fut admise aux secours. (Chapitre II).

A.M.I. 46. Lettre du ministre de la Marine le 14 janvier 1822. Lettre 10 déc. 1827.

Adélaïde-Constance BINSSE, née Joly en 1777 au Cap. Venue à Nantes avant les troubles pour son éducation. Demeurait chez la citoyenne Gros. Mariée à Nantes en l'an 4 et mère de deux enfants en l'an 9. Une caféière à Plaisance. (Chapitre II).

A.D.P. 112. An 9.

A.M.I. 44. Lettre (non datée) ; 46. Lettre 12 pluviôse an 9 (1^{er} février 1801).

Auguste BENSSE réfugié de Saint-Domingue. Détenu à Brest lors de son arrivée et passé à Nantes muni d'un passeport.

A.M.I. 44. Attestation de colons demeurant à Nantes 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

François BLANCHARD né à Nantes en 1743. Célibataire. Magasin de marchandises sèches et de comestibles au Cap-Français. Il passa à Philadelphie, puis arriva à Nantes le 15 nov. 1793.

A.M.I. 46. Lettre 11 vendémiaire an 8 (3 oct. 1799).

BLANCHARD née Foucher à Nantes en 1744. Mère d'un enfant, Benjamin, né au Cap-Français.

A.M.I. 44. Lettre pour secours 23 nivôse an 3 (12 janv. 1795). Attestation du correspondant, 10 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

BLINEAU née vers 1766, célibataire. Marchande.

A.D.P. 112. 15 germinal an II (5 avril 1803).

Jean-Baptiste BLONDY né en 1764, marié. Entrepreneur de bâtiments à Limonade. « J'ai en 1791 au mois d'août été incendié ». Il passa alors au Cap-Français, et envoya ses enfants à Philadelphie. Sa femme décéda au mois de janvier 1793. L'incendie du Cap l'obligea à quitter Saint-Domingue pour gagner Philadelphie où il ne retrouva plus ses enfants. Passa à Nantes sur le *Washington* et obtint des secours pour aller à Paris, puis à Chaulny où il pensait retrouver ses enfants.

A.M.I. 44. Lettre pour secours 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

BONNE mulâtresse. Passée en France avec le citoyen Vaugelade le 23 fév. 1793.

A.M.I. 44. Lettre non datée.

Marie BONNIEU, née Joly. Voir veuve Joly.

Charlotte-Désirée BORIN, née vers 1750.

A.D.P. 112.

A.M.I. 44. Attestation de correspondants, 21 nivôse an 3 (10 janv. 1795).

BONONIE et LIZENÇA nées à Port-au-Prince vers 1785 et 1787. François-Thomas David, capitaine du *Louis Seize* les prit à son bord lors de l'incendie de la ville. A Nantes, il trouva son épouse morte, et envoya les enfants en pension. Il dut partir pour Brest où il embarqua sur le *Jean-Bart* comme premier lieutenant. Mort sur ce bateau. Les enfants furent prises en charge par des membres de sa famille : Julie David, et Françoise David, veuve Billoite.

A.M.I. 44. An 3.

Sébastien BOUCHARD né à Nantes vers 1738. Veuf. Propriétaire d'une habitation établie en indigo au Cap-Rouge.

A.D.P. 112. An 9.

Jeanne-Élisabeth BOULLEMER née Joly au Cap-Français en 1758. Mère de six enfants, son mari, commissaire des mines de Montrelais, est empêché de faire son travail par les « chouans » et les « brigands ». Elle possédait le 1/4 d'une maison au Cap.

A.D.P. 112. Lettre de pluviôse an 14.

BOURGEOIS DESSOURCES née Treilles de Sainte-Croix. Admise aux secours sur le vu de ses titres par le comité de colons notables.

A.M.I. 46. Lettre du 8 janv. 1821.

BOUTELLEAU née Tergon. Admise aux distributions.

A.M.I. Lettre du 15 oct. 1819.

Marie-Ursule BOYER DE LA GAUTRAIS née à Nantes vers 1772. Son mari est mort au service dans les colonies. Elle fut marchande de blanc au Cap avant de revenir à Nantes le 12 prairial an 7 (31 mai 1799) sur la frégate la *Vestale*. Mère d'un enfant né vers 1796.

A.M.I. 46. Lettre du 18 germinal an 9 (8 avril 1801).

Marthe-Joséphine BRARD née Goullin à Saint-Domingue vers 1766. Education en France. Veuve. Passée dans la colonie avec son mari en 1783. Bordeaux l'accueillit en 1786. Elle y resta 7 ans. Elle possédait à Saint-Domingue la moitié de deux caféières et d'une sucrerie, le quart d'une autre sucrerie.

A Nantes, elle habita au n° 6 de la place Égalité. Elle eut un fils, Pierre-André Pujol, né au Port-au-Prince vers 1785. Il fut mousse sur un bateau attaché à Brest. Devenu percepteur de la commune de Bouguenais, il ne gagna pas la sympathie des habitants ni du maire de ce village. Propriétaire d'une maison et de dépendances aux Couets dont la vente lui rapporta 12.000 francs, il continua quand même à toucher les secours. En 1833, le maire signalait que cet homme avait quitté sa commune, et qu'il était capitaine au long cours. Pierre-André Pujol, malgré une aisance largement affichée et une arrogance dont se plaignit le premier citoyen de Bouguenais, obtint les secours grâce au concours d'un fonctionnaire de la préfecture de Nantes — celui-là même qui était chargé de prendre les renseignements sur les pétitionnaires auprès des mairies —. Il réussit même en 1834 à obtenir une sensible majoration. En 1833, décès de sa mère, la veuve Brard, qui lui avait permis de demander la réversibilité à son nom.

A.D.P. 112. Formulaire, an 8.

A.D.P. 117. Lettre du maire de Bouguenais 28 nov. 1833. Lettre du fonctionnaire de la préfecture 3 déc. 1833. Lettre du Ministère du Commerce 3 avril 1834.

A.M.I. 44. Permis d'absence, 21 prairial an 5 (9 juin 1797).

Antoine BRET né en 1777 près de Bordeaux. A vécu 4 ans à Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Marie-Magdeleine BRISARD née à Saint-Marc en 1789. Sa mère la fit passer à Nantes en 1791. Cet enfant fut admise aux secours en vendémiaire de l'an 3. Une caféière aux Cahos, et une maison à Saint-Marc (Chapitre II).

A.D.P. 112. Formulaire (non daté).

Jean-François BROCHARD né en Vendée. Marié en France en 1777, un enfant. Officier de santé à Port-au-Prince en 1792. Réfugié, débarqué à Rochefort le 11 thermidor de l'an 3 (29 juillet 1795).

A.D.P. 112. Formulaire, 7 brumaire an 8 (29 oct. 1799).

A.M.T. 44. Passeport pour aller de Rochefort à Nantes, 17 thermidor an 3 (4 août 1795).

Marthe BRUEYS née Raynaud en 1766. Son père, colon au Fond de l'île à Vaches, était chevalier de Saint-Louis. Mariée à François chevalier de Brueys d'Aigalliers. Venue à Nantes

avec sa fille en 1786. Co-propriétaire dans deux sucreries situées aux Cayes-Saint-Louis. Son fondé de pouvoir avait chargé à son adresse des quarts de sucre qui furent saisis par les révolutionnaires.

A.D.P. 112.

Anne BUOR née Vetelet en 1764 à Nantes. Veuve. Son mari possédait une caféière au quartier de l'Acul-des-Pins. « A l'époque de l'insurrection (il) l'avait vendue au citoyen Houard. Elle fut brûlée le 28 août 1791, et le nouveau propriétaire, ne pouvant faire face à ses engagements la rétrocéda ». L'ennemi — les Espagnols — déjà descendu dans la plaine de Maribaroux, menaçant le Fort-Dauphin, le citoyen Buor fit passer sa femme à Nantes où elle arriva le 24 déc. 1791. Elle donna naissance à son deuxième enfant, Sébastien-René deux mois après son débarquement. Sa fille Anne-Marie née en 1787 l'avait accompagnée à Nantes.

Sébastien Buor dut se battre contre les Noirs qui brûlèrent le quartier le 15 janv. 1792. Il mourut quelques jours après. Les secours furent accordés à la veuve Buor en l'an 3. Pendant quinze ans, elle put en profiter. Elle fut rayée malgré ses conditions de vie pénibles. Son travail de lingère lui permit d'avoir quelques ressources. Domicile : Haute Grande Rue. Infirme à partir de 1830.

A.M.I. 44. 19 nivôse an 3 (8 janv. 1795) ; 23 brumaire an 3 (13 nov. 1794).

A.M.I. 46 29 sept. 1814 et 9 janv. 1815 ; Attestation du commissaire de police du 23 avril 1836.

BUSSIÈRE BELVUE né au Cap en 1772. Une caféière à la Prairie-du-Trou. Au service dans le régiment de Touraine. Arrivé à Bordeaux le 22 juillet 1783.

A.M.I. 44. Lettre, 30 thermidor an 11 (18 août 1803) ; 23 fructidor an II (20 août 1803).

CALLONGUE la fille née à Léogane en 1772. Passage à Nantes sur le *Tancrède* (1792). Sans ressources. « Travailla de ses mains ». Un enfant né en 1792.

A.M.I. 44. Attestation de la marine, 30 frimaire an 5 (20 déc. 1796) ; lettre au comité de secours 25 frimaire an 5 (15 décembre).

Placide CAMUS né à Chartres en 1775. Venu à Nantes sur le *Washington*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

CAMUT née Delville en 1754. Veuve. Infirme en 1832. Obtint une augmentation de secours en 1833.

A.D.P. 113. Lettre de 1832.

CASSARD née en 1749. Veuve. Trois enfants. En 1806, elle demande le renouvellement de son certificat d'indigence. A.D.P. 113.

Marie-Rose CASTELNEAU, née Mamène en 1752. Veuve Réfugiée de Saint-Domingue. Une fille née en 1787.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 19 brumaire an 3 (9 nov. 1794).

Barthélémy CAVARE, né en 1747. Célibataire. Habite le quartier du Boucassin où il possédait une caféière et une boulangerie. A Nantes, il exerçait la profession de « journalier cordonnier ».

La maison Desridellière-Leroux assurait à Nantes la vente des produits de son habitation. Réfugié. Arrivé le 17 germinal de l'an 2 (6 avril 1794), embarqué en l'an 10 sur le *Félix* à destination de Port-au-Prince.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 29 floréal an 3 (18 mai 1795) ; lettre du correspondant, 12 germinal an 3 (1^{er} avril 1795).

A.D.P. 113. Formulaire pour pétitionnaire, 15 nivôse an 8 (5 janvier. 1800) ; certificat de passage, an 10.

Jean-Antoine CHAILLEAU né à Plaisance en 1773. Deux caféières. Passé par Baltimore, arrivé à Bordeaux le 11 prairial de l'an 10 (31 mai 1802). Le comité des colons notables reconnaît ses titres en 1818.

A.D.P. 113, 15 janv. 1818.

Michel-Isaac CHALUMEAU, son frère Étienne-Henry. Celui-ci fut admis au secours en 1822. Michel-Isaac né à Saint-Domingue en 1790 fut inscrit sur les listes de distribution à partir du 1^{er} janv. 1823.

A.M.I. 46. Lettre du 10 déc. 1822.

Guillaume, Charles et Julie CHAMOIS nés vers 1780-1785 à Saint-Domingue. Envoyés en France pour leur éducation, et confiés à la veuve Lahaye, leur correspondant : le citoyen Cosson. La mère des enfants, veuve, se remaria en l'an 3. Elle se réfugia à Philadelphie. En l'an 8, elle habitait le Cap-Français.

Guillaume et Charles, au service sur les bâtiments de la

République furent faits prisonniers par les Anglais. Chapitre II).

A.M.I. 44. Lettre non datée.

Clément CHAMPALLAUME né à Nantes. Réfugié du Cap. Habite rue Contrescarpe.

A.M.I. 44. Lettre, an 5.

CHANCELOT propriétaire d'une sucrerie au quartier des Verettes.

A.M.I. 46. Lettre du 6 sept. 1810

CHANCEREL née Lemeilleur. Veuve. De Port-au-Prince. Date de naissance : vers 1735. Deux filles, Cécile et Victoire nées en 1773 et 1774.

A.M.I. 45. Attestation de Pierre Colas, 18 messidor, an 3 (6 juillet 1795).

Marie-Catherine et Pierre-Thomas CHAPEAU de Saint-Domingue. Marie-Catherine est née en 1778. En France pour son éducation depuis 1786. (Chapitre II).

A.M.I. 40. 21 brumaire an 8 (12 nov. 1799).

Guillette CHAPOTIN née Santo-Domingo ; à Nantes en 1732. Les Santo-Domingo s'étaient fixés à Nantes en 1522 par ordre du roi d'Espagne Charles V. Guillette Santo se maria à François-Marie Chapotin le 9 août 1749. Celui-ci était surnommé La Neuville. Il décéda en 1767 sur l'habitation Chapotin à la Grande-Plaine, île de Saint-Domingue. Guillette Santo-Domingo resta veuve sans enfant, et repartit pour la France en 1782. Elle fut admise aux secours à partir de vendémiaire de l'an 3.

Sa sœur, Marie-Françoise Santo-Domingo née à Nantes en 1735 épousa Denis Chapotin en septembre 1749. Comme son frère François-Marie, Denis passa avec sa famille à Saint-Domingue. Ce foyer eut 14 enfants. Veuve en 1770, Marie-Françoise Santo-Domingo épousa en 1778 à la Croix-des-Bouquets Jean-Baptiste-Nicolas Des Noyers, écuyer, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment de Monsieur. Il mourut en 1781 ou 1782. Peut-être ce décès décida-t-il les deux sœurs Guillette et Marie-Françoise à passer à Nantes où elles arrivèrent justement en 1782.

Le quatrième enfant de Denis Chapotin, Louis-Léger, eut trois enfants dont Jeanne née en 1789 ou 1792. Elle dit posséder une caféière à Plaisance, une sucrerie au Bas-Limbé. Elle

avait débarqué à Rochefort en thermidor de l'an 3. (Chapitre II).

A.M.I. 46. Formulaire, 25 vendémiaire an 8 (17 oct. 1799) ; 9 pluviôse an 9 (29 janv. 1801).

A.D.P. 113.

Joseph CHAREL né en 1741. Propriétaire d'une portion de sucrerie au Trou-Bordet, et d'une maison à Saint-Marc. N'a jamais habité aux colonies. Deux fils, Prudent et Henry. Ce dernier était prisonnier des Anglais en 1801. Ex-receveur général du tabac et des gabelles en Roussillon.

A.M.I. 46. 13 ventôse an 9 (4 mars 1801) ; 27 pluviôse an 9 (18 mars 1801).

CHARIER née Chiron à Nantes, veuve. Son mari Auguste Charier, était propriétaire d'une sucrerie aux Cayes-Saint-Louis. Cette femme eut de douloureuses aventures : leur habitation fut brûlée ; son mari mourut peu de temps après. Partie pour la France avec ses deux enfants nés en 1791 et 1798, elle fut prise par les Anglais alors que le bateau s'appêtait à entrer dans la rivière de Bordeaux. Libérée après quarante jours de détention, elle passa en France et débarqua au Val de la Hougue.

A.M.I. 46. Lettres du 22 fructidor an 11 (9 sept. 1803) et de thermidor an 11.

Simon CHARPENTIER né à Saint-Domingue. Père de cinq enfants. Une habitation au quartier du Corail. Passé en France le 15 nivôse de l'an 11 (5 janvier 1803) avec un neveu dont le père était décédé.

A.M.I. 46. Lettre du 7 fructidor de l'an 11 (25 août 1803) ; Attestation de la marine du 8 fructidor an 11 (26 août 1803).

Pierre CHASSAIGNAC. Connu seulement en 1842 : il est en retraite et touche de modestes sommes comme ancien employé à l'octroi de Nantes. Il dut commencer à travailler en 1814 puisqu'il cessa alors de recevoir les secours.

A.D.P. 113. Lettre, 1842.

CHASSEREAU né en 1731, père de quatre enfants : un fils Jean-Pierre (1777), trois filles, Madeleine (1771), Victoire-Eugénie (1772), Jeanne-Élisabeth (1775), propriétaire à la paroisse du Dondon. Ses biens furent brûlés le 10 sept. 1791. Il se réfugia avec ses enfants aux États-Unis et passa à Brest dans un convoi qui arriva le 13 mai 1793. Admis aux secours à Nantes en octobre 1793.

A.M.I. 44. Lettre, pour secours le 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Guillaume CHATELIER né en 1765 en Loire-Inférieure. Une caféière à Jérémie. Réfugié en l'an 7 à Bordeaux d'où il vint demeurer à la Fosse à Nantes.

A.M.I. 46. Lettre de vendémiaire an 7.

CHATEAU demeurait aux Cayes. Arrivée à Nantes avec sa fille le 14 nov. 1792.

A.M.I. 44. Attestation de la marine, 21 pluviôse an 3 (9 fév. 1795).

Marie-Louis CHAUBARD née Père en 1758, sans doute en France puisqu'elle arriva à Saint-Domingue en 1765. Une fille née d'un premier mariage, Aimée Lavaud.

Habitait Fort-Doplin, passa en France avant les troubles en 1788 « pour donner une éducation de mœurs... parfaitement épurées » à son enfant, prit domicile à Nantes, rue Montesquieu. Elle reçut les premières années une pension annuelle de 2.000 francs, puis chercha à travailler à l'hospice de La Réunion où était sa famille.

A.M.I. 44. Certificat d'Américains, 9 vendémiaire an 4 (1^{er} octobre 1795) ; Lettre au représentant Ruelle, 17 brumaire an 3 (8 nov. 1795).

A.D.P. 117, an 8.

CHAUSSEE née Belloz, veuve. Ses propriétés à Saint-Domingue sont à la charge d'un membre de sa famille émigré à Philadelphie.

A.D.P. 113. 1801.

Jean-Baptiste Michel CHENEAU le 18 mai 1819, ses titres de propriétés sont reconnus par le comité des colons notables.

A.M.I. 46.

Joseph CHESNEAU a toujours habité la France. Propriétaire par succession d'une demi-caféière près de Jérémie. Marié et père de quatre enfants. Employé comme « panneaux, journalier et commissionnaire quand il le peut ».

A.M.I. 46 (non daté).

CHEVALIER née à Nantes en 1722. Nom de jeune fille : Douino. Réfugiée du Cap-Français.

A.M.I. 44. Passeport de la maison commune de Guérande du 9 prairial an 4 (28 mai 1796).

CHILLING (ou Schilling) née Marie-Jeanne La Ferrière vers 1748. Veuve. Venue à Nantes avant les troubles. Recevait des denrées d'une sucrerie de Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Attestation du correspondant, 24 germinal an 3 (13 avril 1795).

René-Louis CHUPIN né à Nantes, marié à Marie-Élisabeth Bernard.

A.M.I. 44. 25 pluviôse an 5 (13 fév. 1797).

André CLÈGUE né en 1765. Menuisier. Réfugié du Cap et passé à Baltimore.

A.M.I. 44. 6 brumaire an 3 (27 oct. 1794).

Femme CLERMONTET née Dechevry.

A.M.I. 44. Lettre, 18 ventôse an 3 (8 mars 1795).

Jean-Charles CLETIÈRE né à Paris vers 1764. Déporté de Saint-Domingue et embarqué à Philadelphie sur le parlementaire la *Prudence*. Il demanda à se rendre à Paris. (Chapitre IV).

A.M.I. 44. Passeport du 19 germinal an 3 (8 avril 1795).

Julien COIGNARD né à Machecoul en 1746, marié et père de quatre enfants dont deux étaient retournés à Saint-Domingue avant l'an 8. Habitait le Cap-Français, réfugié à New York où il habita quelques mois, puis passé à Bordeaux. A Nantes, il prit domicile rue Duguay-Trouin et exerça le métier de tailleur. De passage pour le Cap-Français le 5 fructidor de l'an 10 (23 août 1802) sur l'*Élisabeth*.

A.M.I. 44. Attestation de la municipalité de Bordeaux du 12 messidor an 5 (30 juin 1797). Certificat de résidence du consulat de la République française à New York.

A.D.P. 113. 5 fructidor an 10 (23 août 1802).

Marie COLARDEAU née à Port-au-Prince en 1778. Venue à Nantes en 1785 pour son éducation, sans doute parce qu'elle était orpheline. Mère d'un enfant, et sans ressources, dut travailler comme lingère. De passage pour les Cayes en l'an 10 sur la *Confiance*. (Chap. II).

A.M.I. 46. 11 vendémiaire an 8 (3 oct. 1799).

A.D.P. 113.

Eulalie COLLENEUVE (ou COTONEUVE) née à Paris en 1778. Propriété au Borgne. Réfugiée à Baltimore au mois de mai 1795, puis venue à Bordeaux. Un passeport l'autorisa à quitter cette dernière ville pour Nantes.

A.M.I. 44. Lettre, 23 ventôse an 5 (13 mars 1797) ; certificat de résidence du consul de la République à Baltimore, 23 floréal an 4 (12 mai 1796) ; Passeport, 19 messidor an 4 (7 juillet 1796).

Victoire COLIN née à Maribaroux en 1783. Envoyée à Nantes pour son éducation par ses parents au citoyen Kervegan, correspondant (chapitre II).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 28 nivôse an 3 (17 janvier 1795).

Thomas COLOMBIER né en 1752. Marié en France en 1795. « Entrepreneur » ou « marchand chapelier » selon les textes. Habitant Cavaillon où il possédait trois maisons. Arrivé seul à Nantes le 13 déc. 1792.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 7 brumaire an 4 (29 octobre 1795).

A.M.I. 46. 26 frimaire an 8 (17 déc. 1799).

Gabriel-Marie CONSTAND né vers 1740 sans doute à Saint-Marc. Habitations à coton, à indigo, et trois maisons. Débarqué en 1787 à Nantes. Quatre enfants.

A.D.P. 113, an 8.

Pierre CONSTAND né à Montaignu en 1732. Déporté de Port-au-Prince, et détenu à la maison d'arrêt Sainte-Claire du 28 messidor an 2 (16 juillet 1794) au 28 brumaire de l'an 3 (18 nov. 1794). Décédé avant l'an 11, date à laquelle sa femme, Ursule Marchand, fait précéder son nom de « veuve ». Elle était créole et possédait le 1/5^e d'une indigoterie et d'une sucrerie situées à l'Artibonite où elle était née. Elle était passée en France avec ses deux filles Clarice et Clémentine, laissant un fils à Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Lettre du 28 brumaire an 3 (18 nov. 1794) ; lettre au comité de secours, 5 frimaire an 3 (25 nov. 1794).

A.M.I. 46. Lettre du 6 fructidor an 11 (24 août 1803).

François CONSTANTIN né en 1752. Père de quatre enfants. Habitations à indigo, à café et à coton à l'Artibonite. Réfugié en 1792.

A.D.P. 113, nivôse an 7.

CONSTANTIN Marie-Anne née Gloumeau en 1764 au Cap-Français, veuve. Passée à Brest en un convoi avec ses deux fils Jean et Louis.

A.M.I. 44. 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

Marie-Françoise CONSTANTIN née Couriot. Propriétaire dans le quartier de l'Artibonite. Ses deux filles Claire et Joséphine demandent la réversibilité des secours en 1842 après la mort de leur mère.

A.D.P. 113. Lettre, 1842.

Agathe COUSTARD née au Cul-de-Sac, île de Saint-Domingue. Arrivée le 10 oct. 1767.

A.M.I. 44. Lettre pour secours le 30 ventôse an 3 (20 mars 1795).

CORBINIÈRE ancien colon. Devenu commis de la marine de première classe, retraité en 1836 date à laquelle il demande les secours. Possède à Nantes une petite propriété, et habite avec ses trois filles rue Launay. Ses titres de propriété furent reconnus par le comité de colons notables en 1831. A sa mort, en déc. 1838, ses filles demandent et obtiennent la réversibilité bien que le commissaire de police ait fait un rapport peu favorable. L'appui des bureaux de la marine, la maladie d'une demoiselle atteinte d'idiotisme, jouèrent en leur faveur.

A.M.I. 46. Lettre, 16 avril 1831. Attestation du commissaire de police, 17 oct. 1838). Attestation du bureau de la marine, 19 oct. 1838.

CORNEILLE réfugié de Saint-Domingue. Emprisonné huit mois à Nantes (chap. IV).

A.M.I. 44. 3 nivôse an 3 (23 déc. 1794).

Anne-Madgdeleine CORNU née Foucher vers 1731. Veuve. Arrivée à Nantes en juin 1780. Privée du revenu de ses propriétés, deux maisons au Cap-Français.

A.M.I. 44. Attestation du commissaire Bienveillant du 25 pluviôse an 3. (11 fév. 1795).

A.M.I. 46. Lettre du 15 thermidor an 7 (2 août 1799).

Honoré CORVOISIER né en 1754 en Vendée. Négociant à Port-au-Prince. Passé à Brest où il fut incarcéré au château dit « Fort-la-Loi », le 27 prairial de l'an 2 (15 juin 1794) soit deux jours après son arrivée, puis élargi le 27 brumaire de l'an 3 (17 nov. 1794). Il alla à Paris, puis revint à Nantes. (chapitre IV).

A.M.I. 44. Passeport du 21 frimaire an 3 (11 déc. 1794).

A.M.I. 46. Lettre de prairial an 8 (13 juin 1800).

Marie-Magdeleine-Victoire COTHEREAU née Bellanger.

Veuve. Cette femme est veuve pour la deuxième fois. Arrivée en 1784 à Nantes avec ses deux enfants. Le correspondant Corpron reçut à leur adresse un dernier envoi de café en 1793. L'habitation dont elle était propriétaire était située à la montagne des Cahos dans le quartier de l'Artibonite.

A.M.I. 44. Attestation du correspondant, 16 frimaire an 5 (6 déc. 1796). Attestation de la marine, 14 ventôse an 5 (4 mars 1797).

COTTE DE JUMILLY ancien colon, employé dans l'administration des mines de Montrelais. Père de deux enfants.
A.D.P. 113. 1831.

Anne-Françoise COTTON née Alexandre à Nantes en 1757. Passée à Charleston aux États-Unis, débarquée à Bordeaux.
A.M.I. 44. Passeport, 25 pluviôse an 5 (13 fév. 1797).

COUEFFÉ. - A.D.P. -113 (non daté).

DACUNHA. Envoyé par le commissaire civil Delpéch à la Jamaïque avec des prisonniers anglais. On refusa de traiter l'échange des prisonniers. Il fut consigné à bord du navire où embarquèrent des Français contre-révolutionnaires qui conduisirent le bâtiment à Jérémie aux mains des Anglais. Maltraité parce que républicain, renvoyé à la Jamaïque, emprisonné et enfin déporté en Amérique du Nord. Il passa à Nantes sur le *Thomas Chakley* (chapitre IV).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 27 frimaire an 3 (17 déc. 1794).

Demoiselles DAGUSTA. Réfugiées des Antilles.

A.M.I. 44. Attestation d'un commissaire de police déc. 1822.

Marie-Louise DAMIEN née Charles, à La Rochelle en 1768. Habita le Cap-Français pendant trois années. Elle y prit la succession de son père qui possédait un « grand magasin de comestibles ». Arrivée à Nantes le 31 octobre 1792. Mariée avec le citoyen Damien, elle divorça en l'an 8.

A.M.I. 46. 6 floréal an 8 (26 avril 1800).

A.D.P. 113. 7 prairial an 8 (27 mai 1800).

Émilie et Eugénie DARNAUD née en 1778 et en 1791 à Grand-Goave. Leurs parents étaient propriétaires d'une habitation plantée en coton et cacaoyers. Leur correspondant à Nantes « se trouvant très en avance » cessa de pourvoir à leurs besoins. (Chapitre II).

A.M.I. 44. Bulletin de secours, 9 pluviôse an 4 (29 janvier 1796). Attestation du correspondant, 19 ventôse an 3 (9 mars 1795).

DATRIEUX. Mère de trois enfants. Le ministère de la Marine lui donna un certificat de propriété en 1806.

A.D.P. 114.

Joseph DAVEAU, sans doute né en Vendée vers 1755. Son épouse Marie Moreau était son aînée de 29 ans. Propriétaire d'une caféière située à l'Arcahaye, et d'une terre à Haute-Goulaine près de Nantes.

A.M.I. 44. Attestation du correspondant, 8 ventôse an 3 (26 fév. 1795).

Jean-Baptiste, Auguste et François DAVEZAC nés près de Léogane. Arrivés à Nantes sur la *Subordination* le 13 août 1792 et logés chez leur correspondant.

A.M.I. 44. Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796) ; Attestation du correspondant, 1^{er} floréal an 3 (20 avril 1795).

DAVY et son épouse Élisabeth Batandier passés du Cap-Français à Nantes où ils arrivèrent le 16 août 1792. Forgeron à Saint-Domingue. Blessé en combattant les « rebelles » et décédé sans doute en l'an 3 des suites des opérations. Élisabeth Batandier habita à Ancenis après la mort de son mari.

A.M.I. 44. 24 ventôse an 3 (14 mars 1795).

A.D.P. 114, an 8.

DAUCÉ née en 1764, mère d'un enfant né en 1793. Veuve. Son mari fut tué dans les troubles de Saint-Domingue. Le capitaine Bertho commandant la *Tendre Mère* arrivée le 7 déc. 1791 dans la rade de Port-au-Prince prit à son bord la citoyenne Daucé et son enfant « sortant d'un autre navire où elle était depuis le 21 nov., jour de l'incendie d'une partie de cette ville ». Le capitaine ajoute que « tous les navires étaient alors pleins de femmes et d'enfants, et partie des hommes habitants de cette ville et des environs ».

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 1^{er} nivôse an 5 (21 déc. 1796) ; Attestation du capitaine de la *Tendre Mère*, 30 frimaire an 3 (20 déc. 1794).

DEAUBONNEAU né à La Rochelle vers 1755. Père d'un enfant. Déporté de Saint-Domingue. (Chap. IV).

A.M.I. 44. Lettre non datée.

DEBECQ. Ses titres de propriété furent reconnus en 1822 par le comité de colons notables. Mais cette demoiselle dut attendre un an avant de recevoir les sommes promises par le gouvernement, « vu l'insuffisance absolue de fonds disponibles ».

A.M.I. 46. Directeur de l'administration des colonies le 14 janvier 1822 ; lettre du 13 déc. 1852.

DEBRUYN. Veuve. Deux sœurs, l'une meurt en 1835 ; l'autre demande la réversibilité en sa faveur.

A.D.P. 114. 1835.

Reine-Éléonore DEGORGUE née en 1769. Veuve. Nom de jeune fille : Blanc. Elle passa en France avec un enfant, débarqua à Nantes le 18 fév. 1791. Cette femme signala qu'elle « faisait un commerce considérable » dans l'île. Admise aux secours en l'an 3, puis rayée des états de distribution à une date inconnue.

A.D.P. 114. Formulaire, 15 vendémiaire an 8 (7 oct. 1799).

Pierre DEGUERRE né à Saint-Domingue en 1778. Venu en France pour son éducation (chapitre II).

A.M.I. 44. Lettre non datée.

Antoine DELAMARRE résida à Nantes à partir du 14 fructidor de l'an 2 (31 août 1794) venant de Philadelphie sur le *Thomas Chakley*. Commis à la municipalité de Nantes.

A.M.I. 44. Lettre pour secours. 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

Guillaume DELEZAY réfugié de Saint-Domingue. Né en 1757 probablement en France. Il vivait à Port-au-Prince où il était marchand. A.M.I. 44. 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Paul-Benjamin DELINCE père de quatre enfants : Augustine mariée au citoyen Dehon, chef d'état-major à Bourges, Caroline, célibataire, Nelson, officier marin et Achille, sous-officier dans un régiment d'infanterie. Il fut rayé des listes de secours en 1822, admis de nouveau quelques années plus tard puisqu'il demande en 1837 l'augmentation de la somme qui lui était accordée.

A.M.I. 46. - 1837.

Pierre DELPECH venu de Philadelphie sur le *Thomas Chakley* le 14 fructidor de l'an 3 (31 août 1794).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Jean DEPIS né en 1747 dans le Gers, et son épouse

Madeline Robin née en 1758. Réfugiés du Borgne à Nantes le 17 juillet 1794 avec quatre enfants. Deux autres enfants naquirent à Nantes. En frimaire de l'an 7 Jean Depis devait être mort puisque sa femme demande seule les secours pour elle et ses six enfants.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 23 brumaire an 3 (13 nov. 1794).

A.M.I. 46. Frimaire an 7.

Marie-Rose DESAINT, née à Saint-Domingue, boutiquière à la Gaudeloupe. Déportée par les Anglais (chap. IV).

Jean DESBORDE né en Périgord en 1759. Son épouse, Jeanne Rousselet était originaire de Bourges. Réfugiés du Cap-Français et arrivés à Nantes sur le *Washington* le 6 brumaire an 3 (27 oct. 1794). Sa femme, veuve et âgée de 84 ans en 1840 demande une augmentation de secours.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

A.D.P. 114. Lettre, 1840.

Michel DESCLOS LEPELE son épouse Marie-Éléonore Martin. Deux enfants. Propriétaire d'une sucrerie aux Cayes de l'île à Vaches.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, non datée. Attestation d'Américains, 4 pluviôse an 5 (23 janv. 1797).

DESGRANGE et son épouse, réfugiés de Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Attestation du correspondant Lincoln, 9 floral an 3 (28 avril 1795).

Anne-Marie DESTEZ née Bréban à Limonade vers 1764. Son père Charles Bréban était chirurgien au Cap-Français. Réfugiée à Nantes avec ses trois enfants, peut-être sans son mari qui avait la profession de perruquier. Cette famille possédait une maison au Cap, une caféière à Limonade.

A.M.I. 46. 26 fructidor an 11 (13 sept. 1803).

Marie-Justine DESTOURNELLE née en France en 1781. Ses parents la confièrent à la veuve Aubry résidant à Nantes avant de partir pour Saint-Domingue en 1791. Ils exploitaient une indigoterie au quartier d'Aquin (chapitre II).

A.M.I. 46, non daté.

A.D.P. 114. Formulaire, an 8.

Marie-Madeleine DÉVA née vers 1760. Son mari Louis-Joseph Devay est mort en 1794 laissant sept enfants en bas-âge.

A.M.I. 46, non daté.

Marie-Jacqueline DEVAY veuve. Elle vivait du revenu d'une habitation située à Saint-Domingue. Deux enfants à charge : une infirme et une ancienne religieuse. Ces dernières sont toujours secourues en 1845.

A.M.I. 46, non daté.

A.D.P. 114. Lettre, 1845.

Flore, Catherine, Suzanne et Abraham DEVINEAU nés à Saint-Domingue, résidant à Nantes depuis 1785. Leurs parents exploitaient une habitation plantée en café et en indigo (chapitre II). Voir Jean-François Mauduit.

A.M.I. 44. 6 ventôse an 3 (24 fév. 1795).

DIEUDONNÉ « Sénégalaise » élevée au Cap-Français par le citoyen Seguin. Ce dernier quitta Saint-Domingue en juillet 1793 pour Philadelphie. Il passa à Nantes avec sa servante sur le *Washington* qui accosta le 7 brumaire de l'an 3 (28 oct. 1794). Cette noire fut sans doute abandonnée par son protecteur après qu'il eût demandé des secours en sa faveur.

A.M.I. 44. Pétition, 9 brumaire an 3 (30 oct. 1794). Extrait d'une séance publique du directoire, le 13 frimaire an 3 (3 déc. 1794).

Jean-Gabriel DOAZAN né à Blaye sur la Gironde en 1743. Négociant au Cap.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 16 brumaire an 3 (6 novembre 1794).

Sulpice DODE, né en 1761. Son épouse se prénommaient Agathe. Une fille Eugénie, née en 1792. Ils furent déportés de Saint-Domingue où le mari était marchand. Embarqués sur le convoi de Vanstabel qui toucha Brest au mois de prairial de l'an 2, puis emprisonnés pendant cinq mois (chap. IV).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 16 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

DOIZE, mère de deux enfants.

A.D.P. 114. Demande d'un certificat d'indigence, an 14.

Jean-François DOMERGUE, élève au collège de Beaupréau. Sa mère décédée à Nantes vers l'an 4, et son père « sans doute » en Amérique (chap. II).

A.M.I. 46. Lettre non datée.

Marie-Marguerite DOMPMARTIN, née Le Coq en 1722, sur l'habitation de ses parents au Cul-de-Sac, à la Croix-des-

Bouquets. Veuve. Elle avait débarqué à Brest en 1771, résidait à Nantes dans la section n° 10. « Grabataire et très malade... » les revenus de son habitation plantée en canne à sucre lui permettaient de vivre. Les troubles de Saint-Domingue la laissèrent « dénuée de tout, entièrement ruinée... ».

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 25 nivôse, an 3 (14 janvier 1795).

A.D.P. 114. Formulaire, an 9.

DONNET, née vers 1750. Propriétaire à Saint-Domingue, mais aussi à Nantes, ce qui l'empêche de toucher les secours. En 1823, le comité de colons notables reconnaît ses titres de propriété.

A.D.P. 114, formulaire, 1822.

Thomas DOSSET, né à Pornic en 1747 ; un fils né en 1797. Habitant à Petit-Goave à Saint-Domingue. Il quitta l'île en l'an 11, peut-être parce qu'infirme d'une main « en combattant contre les noirs » dit-il. Débarqué à Morlaix.

A.D.P. 114. Formulaire, an 11.

Étienne DOUCET, né en 1752 à Argentan. Déporté de Saint-Domingue à Nantes en l'an 4 sur le parlementaire le *Hunter* de Boston (chap. IV).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 6 pluviôse, an 5 (25 janvier 1797). Attestation de la marine, 6 nivôse, an 5 (26 déc. 1796).

DOUILLARD, créole, arrivé en juin 1793.

A.M.I. 44. Lettre au représentant du peuple, le 9 nivôse, an 3 (29 déc. 1794).

Mathurin DOUILLARD, né à Nantes en 1734. Une caféière au quartier de Vallière, à Fort-Dauphin. Une maladie grave l'obligea à quitter la colonie en 1792. Il logea à Vertou chez sa mère jusqu'à ce qu'une insurrection « de brigands » l'obligeât à se réfugier à Nantes en mars 1793. Son correspondant à Nantes était le citoyen Aubert.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, non datée.

Attestation de la marine, 3 oct. 1792.

DOYRIC, née Bernard, à La Rochelle en 1756. Une caféière à Grand-Goave. Réfugiée à Port-au-Prince. L'incendie d'une partie de cette ville en novembre 1791 l'obligea à embarquer sur la *Tendre Mère*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, non datée.

Attestation de la marine, 2 août 1792.

Marie DROUET, née Leduc, à Ligné, vers 1750, réfugiée du Cap-Français. Son mari fut tué « à ses pieds » lors de troubles ; elle put s'enfuir à bord d'un navire avec son fils aîné, Gabriel, né à Saint-Domingue et sa fille mariée à Jean-Baptiste Lafourcade, marchand de vin au Cap. Elle est sans nouvelles de son fils cadet, abandonné à Saint-Domingue dans l'extrême précipitation de ces Américains fuyant le massacre. Propriétaire d'une caféière dans les environs du Cap. A Nantes, privée de secours, elle travaille avec sa fille comme lavandière, « à la journée ou à la pièce, heureuse encore quand elle peut trouver ». Gabriel, pour trouver de quoi vivre, a embarqué sur les corsaires nantais avant d'être recruté dans la marine. Jean-Baptiste Lafourcade fit de même mais fut pris par les Anglais.

Enfin, en fructidor de l'an 10, Marie Drouet et son fils Gabriel s'embarquèrent pour Saint-Domingue.

A.M.I. 46. 25 germinal, an 6 (14 avril 1798).

Lettre d'Américains, 5 thermidor an 7 (23 juillet 1799).

A.D.P.. Fructidor, an 10.

Pierre-Vincent DROUILLARD, né à Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Lettre non datée.

Jean DUBOIS, né à Lyon en 1755, célibataire. Libraire au Cap-Français. Passé à Nantes sur le *Thomas Chakley*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 17 brumaire, an 3 (7 nov. 1794).

Jacques DUBUISSON, créole orphelin. Sa mère décédée quelques jours après sa naissance ; son père tué sur son habitation du Mirabalais. Son correspondant à Nantes, le négociant Paris, le prit sous sa protection (chap. II).

A.M.I. 46. Attestation du commissaire de police, 28 germinal, an 8 (18 avril 1800).

DUBURGA, née à Nantes. Veuve. Une fille prénommée Julie. Cotonnerie à Léogane.

A.M.I. 41. 12 fructidor an II (30 août 1803).

Joseph DUCAMP, né à Nantes en 1759. Marié et père de trois enfants. Négociant au Cap-Français.

A.M.I. 44. Attestation du consul à New York (15 mars 1794). Lettre pour secours, 29 brumaire an 3 (19 nov. 1794).

Louis DUCHEMIN, un fils. S'embarque pour le Cap-Français.

A.D.P. 114. Thermidor an 10.

Antoine DUCLOS, né en 1775, sans doute à Saint-Domingue. Marié, un enfant.

A.M.I. 44. 6 brumaire an 3 (27 oct. 1794).

Élisabeth DUCROCQ, née Grosleau, à Nantes vers 1750. Veuve. Passa au Cap-Français à l'âge de 4 ans. Mariée deux fois dans cette ville avec les citoyens Castille et Ducrocq, décédés. Ses propriétés furent pillées le 20 juin 1793. Embarquée avec sa fille, Françoise Castille et sa petite-fille, sur un bateau américain faisant voile vers New York, elle fut volée par des corsaires anglais. Ces femmes arrivèrent enfin à Nantes le 13 messidor de l'an II (1^{er} juillet 1794) avec une négresse âgée de 15 ans, Françoise, et Auguste, mulâtre de 13 ans. Élisabeth Grosleau se maria une troisième fois à Nantes ; le citoyen Lhuillier la prit pour épouse le 5 pluviôse de l'an 3 (24 janvier 1795).

Françoise Castille, fille issue du premier mariage, était née à Saint-Domingue vers 1774. Mariée au citoyen Chatelle — décédé —. Sa fille Marie-Françoise avait 8 ans en l'an 3.

La citoyenne Lhuillier s'embarqua pour Saint-Domingue sur le *Félix* en l'an 10. Mais elle habitait de nouveau à Nantes en l'an 14, chez son frère qui était prêtre.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 18 brumaire, an 3 (8 nov. 1794).

A.M.I. 46. 15 thermidor, an 7 (2 août 1799).

A.D.P. 114. 27 fructidor an 7 (14 sept. 1802).

Antoine DUCOUDRET, né en 1747 en Saintonge. Une fille née à Paimbœuf en l'an 1777. Réfugié.

A.M.I. 44. Attestation de la marine, 24 frimaire an 5 (14 déc. 1796).

Eugénie DUFFOURG, née à Bordeaux en 1779. Son père tué au Cap-Français. Propriétaire de « mobilier et de nègres ». Arrivée à Nantes le 6 brumaire de l'an 3 (27 oct. 1794) venant de Philadelphie sur le *Washington* (chap. II).

A.D.P. 114. Brumaire an 3.

Georges DUHAMEL, né en 1762, marié à Claudine Gombé. Un enfant né vers le mois de ventôse de l'an 2. Arrivés à Brest.

A.M.I. 44, passeport, 19 ventôse an 3 (9 mars 1795).

Sophie DUHART, orpheline, habitait à Nantes dans la section n° 10. Son frère Fortuné était hors d'état de faire le service. Chez la veuve Lepot (chap. II).

A.M.I. 44. Attestation de la veuve Lepot, 10 ventôse an 3 (28 fév. 1795).

DUJARREAU GODOFFRE, née en 1741. Trois enfants, dont un était resté avec son père sur une caféière située au Limbé. Arrivée à Nantes le 9 thermidor de l'an II (27 juillet 1794) avec ses deux filles Marie-Louise et Anne.

A.M.I. 44. 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Dominique DULAC, marié, père de deux enfants. Réfugiés de Saint-Domingue. Encore secourus en 1806.

A.D.P. 114. Certificat d'indigence de 1806.

François DUMONT, né en 1768 dans le Loiret. Fait prisonnier par les Espagnols. Arrivé à Nantes sur le *Washington*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Gertrude DUPART.

A.M.I. 44. Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (1^{er} nov. 1796).

Julien DUPONT, chargé de ses trois sœurs âgées et infirmes. Célibataire, né en 1742. Une habitation plantée en coton et en indigo. Il débarqua à Bordeaux le 12 juillet 1792.

A.D.P. 114. Formulaire, 6 fructidor an 11 (24 août 1803).

François DUQUESNAY, né en 1744. Habitait au Borgne.

A.M.I. 44. Attestation du correspondant, 21 messidor an 3 (9 juillet 1795).

Hubert DUROCHER, marié à Elisabeth Menadier. Une caféière et une habitation plantée en cacaoyers à Jérémie. Débarqué à Nantes le 20 mai 1790 avec son épouse et ses quatre enfants.

A.M.I. 46. 19 pluviôse an 9 (8 fév. 1801).

Eulalie DUROCHER, à Nantes depuis novembre 1792. Elle s'installa à Saint-Lumine de Coutais, mais dut se réfugier à Nantes en pluviôse de l'an 2 « pour se soustraire à la fureur des brigands ». Elle était ménagère chez le citoyen Colombier dans la colonie, mais celui-ci dut lui laisser sa liberté après son arrivée à Nantes. Cette femme chargée d'un garçon né en 1792 trouvait difficilement de quoi vivre.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 26 brumaire an 3 (16 nov. 1794).

DURIEUX, deux enfants, maison dans le bourg de la Croix-des-Bouquets ; habitation au Port-au-Prince.

A.D.P. 114, an 8.

Alexis DUROUSSEAU DEFERRIÈRE, né en 1776. Son épouse prénommée Marie-Anne, mère de trois enfants. Il trouva un emploi à la marine comme commis principal au port de Nantes.

A.D.P. 11. An 13.

César-Dominique DURY, né vers 1762, réfugié de Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Attestation, 25 pluviôse an 4 (14 fév. 1796).

Fortuné DUSSART, né au Cap-Français.

Pierre DUTAUD, sergent-major. Déporté par le commissaire Polverel. Débarqué le 3 fév. 1794 (chap. IV).

A.M.I. 44. 17 brumaire an 3 (7 nov, 1794).

Alexis-Gilles DUTERTRE, son épouse Désirée Libault Barrossière, née en 1776. Cette femme possédait au Fort-Dauphin une poterie, et ses titres sont reconnus en 1821.

A.D.P. 114. An 14.

Lettre, 21 octobre 1821.

René-Jacob DUTERTRE, son épouse Victoire Fessard.

A.M.I. 44. Non daté.

Charles DUVAL, né à Paris en 1767. Prisonnier à la Nouvelle-Ecosse. Négociant à Saint-Marc.

A.M.I. 44. Lettre non datée.

Gratien DUVERGER, né à Bordeaux, son épouse Marie Charon, née à Nantes et sa fille Bonne-Catherine, née à Léogane. Négociant à Port-au-Prince. Arrivé à Nantes le 14 messidor de l'an 2 (2 juillet 1794). Il put travailler comme commis à la municipalité de Nantes.

A.M.I. 44. 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794)

A.M.I. 46. - 1810.

DUSSAU, née Catherine Simon. Arrivée à Nantes le 29 avril 1792 avec sa sœur Marie Simon, veuve Ledelié. Cette créole, mère de deux enfants partageait avec sa sœur la propriété d'une sucrerie près des Cayes-Saint-Louis (voir veuve Ledelié).

A.M.I. 45. Demande de secours, 26 frimaire an 3 (16 déc. 1794).

Attestation de débarquement, 4 frimaire an 3 (24 nov. 1794)

Marie EUDE, née Pelletier, à Nantes vers 1763. Mariée

dans cette ville. Son mari, tailleur au Cap-Français, était réfugié aux États-Unis. Il envoya son épouse et ses trois enfants en France sur le *Benjamin Franklin* qui fit voile vers Bordeaux.

Son mari l'a-t-il rejointe à Nantes? Cette femme est inscrite avec ses quatre enfants sur la liste des passagers du *Félix* en partance pour Saint-Domingue en l'an 10.

A.D.P. 114. Formulaire, 6 brumaire an 8 (28 oct. 1799).

Attestation an 10.

Louise-Antoinette FANGART, née aux Cayes en 1778. Habite chez le citoyen Garnier à Nantes, rue du Chapeau-Rouge. Son père est réfugié aux États-Unis ; elle obtient un passeport pour le rejoindre vers le deuxième trimestre de l'an 3.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 4 floréal an 3 (25 avril 1795)

FAUQUER, venue de New York sur le *Franklin* en l'an 5. Veuve.

A.D.P. 115. Non daté.

FAUVEL, mère de quatre enfants. Veuve. Habitation près de Port-au-Prince.

A.D.P. 114. Non daté.

FAUVETTE « négresse », née sur « la Côte d'Angola ». Fille de confiance du citoyen Robinet de Port-au-Prince, arrivée comme lui le 30 janvier 1792 à Nantes. Elle habita à Vertou avec son maître, mais l'insurrection du mois de mars 1793 ruina totalement la famille. Cette citoyenne noire fut alors abandonnée à son propre sort.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 8 frimaire an 3 (28 novembre 1794).

Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 novembre 1796).

Anne et Victoire FAVEREAU, nées aux Cahos, à Saint-Marc. Co-propriétaires d'une caféière.

A.M.I. 44. Lettre au représentant Ruelle, non datée.

Jean-Michel FAYE, né à Rochefort en 1765. Cultivateur à Saint-Marc. Réfugié.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 novembre 1794).

Antoine-Honoré FÉMY du Terrier-Rouge. Passé en France le 30 juin 1790 « pour régler les comptes avec divers négociants ». Les troubles l'ont empêché de retourner aux colonies.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 19 nivôse an 3 (8 janv. 1795)

FELLONEAU, née Fleuranceau. Mère d'une fille âgée de 17 ans, en l'an 3. Son mari fut tué « dans une sortie contre les brigands ».

A.M.I. 54. Lettre, 24 nivôse an 3 (13 janvier 1795).

Attestation du correspondant Louis Drouin le 25 nivôse an 3 (14 janvier 1795).

Jacques-Guillaume FÉRET, né au Cap-Français en 1755. Son épouse se prénomma Marianne-Charlotte, deux enfants, Élisabeth, née en 1782, et Rose en 1783. Cette famille dut partir pour Paris : un passeport au nom d'Élisabeth fut accordé le 22 pluviôse de l'an 3 (10 février 1795).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 27 frimaire an 3 (17 décembre 1794).

Gabriel FERRONIERE, né vers 1779. Sommelier.

A.D.P. 114. - an 10.

Nicolas FESSARD, né en 1735 à Paris. Deux caféières à Saint-Domingue, quartier de l'Artibonite. Il fut membre de l'assemblée provinciale de l'ouest de l'île. Débarqué à Nantes le 23 août 1792 avec trois de ses enfants : Joséphine, 1770 ; Clémentine, 1772 ; et Pierre, 1773. Son épouse, sa fille et son gendre se réfugièrent à Philadelphie ; sa femme décéda dans cette ville.

Nicolas Fessard s'embarqua pour Saint-Domingue en fructidor de l'an 10.

A.M.I. 44. Extrait des rôles d'équipage, 23 sept. 1792.

A.D.P. 114 - an 8.

Élisabeth FÈVRE (ou Felvre), née Berquin, à Léogane en 1735. Possédait une caféière à Fond-des-Nègres. Arrivée à Nantes le 15 juillet 1796. Ses revenus lui parvenaient grâce au citoyen Guillon, négociant à Nantes. Son infirmité aggravait sa position.

A.M.I. 44. Attestation de la marine, 6 messidor (24 juin 1796). Attestation du correspondant, 18 prairial an 4 (6 juin).

Gabriel FLAMAND, né à Perpignan en 1750. Négociant à Mirogoane. Embarqué à destination des États-Unis, il fut pris par un corsaire de Santiago et emmené à Cuba ; il resta emprisonné pendant 3 mois. Il passa à Philadelphie le 9 juin 1794, puis en France sur le *Thomas Chakley*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 novembre 1794).

Jean-Jacques FLEURANCEAU, né en 1746 sans doute à Saint-Domingue où il possédait une portion de sucrerie. Il résida en France à partir de 1752 et se maria à Louise Borin, née en 1751, qui eut neuf ou dix enfants. Cette femme avait la propriété d'une indigoterie à Saint-Domingue.

Une des filles se maria à un citoyen Bronnais. Un fils, Hippolyte, demanda en 1831 que chacun des enfants fût compris à titre personnel sur les listes de distribution.

A.D.P. 114. Formulaire de distribution.

A.D.P. 114. Formulaire, an 7.

Lettre de 1817 et de 1831.

Antoine-Louis FLEURANCEAU, né à Saint-Marc, arrivé en France en 1763 alors qu'il était âgé de dix ans. Marié à Marie Burot. Sans profession. Vivait des revenus d'un quart de sucrerie ; le sucre arrivait à Nantes chez le correspondant Drouet.

Admis aux secours en l'an 3, radié en germinal de l'an 6, admis de nouveau le 28 frimaire de l'an 7 (18 déc. 1798).

A.M.I. 46. 24 germinal an 6 (15 avril 1798).

Lettres des 25 frimaire an 7 (15 déc. 1798), 28 frimaire an 7 (18 d éc. 1798).

Jean-Baptiste FLEURY, de Saint-Marc. A vendu ses biens à Saint-Domingue vers le début de 1791, mais n'a pas reçu tout l'argent qui lui est dû. Habite Nantes depuis le 30 juin 1791. (Voir Marie-Magdeleine Brizard).

A.M.I. 44. nivôse an 3.

FLORANCE, née au Cap-Français en 1772. S'embarque au Havre en l'an 8 à destination de Saint-Domingue.

A.D.P. 114 - ventôse an 8.

Charles FLORENT D'ANGLEBERNE, né à La Rochelle en 1755. Un enfant. Blessé et estropié. Employé au 23 vendémiaire de l'an 3 (14 oct. 1794) jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 5 à l'hospice militaire d'Ancenis (chap. IV).

A.M.I. 44. 25 brumaire an 3 (15 nov. 1794), 13 vendémiaire an 5 (4 oct. 1796).

FOY VALARD, né à Nantes en 1747. Propriété à l'Arcahaie. Déporté de l'île sur le *Sabin*, arrivé à Paimbœuf le 4 février 1793. Admis aux secours. En l'an 10, il est à Paris où il tente de se faire inscrire sur les listes de la capitale (chap. IV).

A.M.I. 44. Attestation de la marine, 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

A.D.P. 114. Floréal an 10.

Caroline et Joséphine FONTBELLES, nées à Grand-Goave en 1782 et 1783. Habitent chez le citoyen Thébault, 28, rue de la Commune (chap. II).

A.M.I. 44. Bulletin de secours, 15 brumaire an 3 (5 novembre 1795).

Lettre pour secours, 1^{er} nivôse an 3 (21 décembre 1794).

FORTIN, réfugié de Saint-Domingue. Devenu aide garde-magasin à Belle-Isle-sur-Mer. Les secours lui étaient payés à Auray. Sans doute venu à Nantes en l'an 4.

A.M.I. 44. Attestation du district d'Auray, 20 prairial an 4 (8 juin 1796).

FORTISSON, réfugié de Saint-Domingue. Habita Ancenis d'où il émigra à Rochetaille, en Haute-Marne. Recevait encore les secours en 1831.

A.D.P. 114. - 1831.

Marie-Éléonore FOUCAULT née Roland. Réfugiée de Saint-Domingue, ne sachant rien de son mari en l'an 8. Ses travaux à Nantes : « des rôles de contribution, des clôtures de loterie et des autres écritures », parfois elle « fait du linge ». Jean-Baptiste Foucault passa en France puisqu'il demanda les secours en 1817. Il était propriétaire d'immeubles à Saint-Domingue.

A.M.I. 46. Lettre non datée. Lettre de 1817.

Louis FOUCHER né à Nantes en 1733. Habitait Saint-Domingue depuis 1754, marié dans l'île. Sa femme accompagnée de deux de ses six enfants passa en France en 1783. Lui-même dut les rejoindre et arriva à Nantes le 6 brumaire de l'an 3 (27 oct. 1794) sur le *Washington* ; trois de ses fils étaient restés dans la colonie. Louis Foucher possédait une maison de commerce au Cap-Français et la moitié d'une caféière au Limbé.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 5 frimaire an 3 (27 novembre 1794).

A.M.I. 46. Lettre de colons, 17 thermidor an 7 (4 août 1799).

FOUGER (ou Fruger) DE LA THUILERIE. Déclaré être indigent. Sans doute actionnaire et employé d'une forge en Belgique. Marié en France après son arrivée en 1784. Il était tailleur d'habits à Port-au-Prince. Trois enfants nés en 1792, 1795 et le 6 ventôse de l'an 7 (24 fév. 1799).

A.M.I. 44, 25 nivôse an 3 (14 janv. 1795).

A.M.I. 46, 6 fructidor an 7 (23 août 1799).

Marie-Aimée-Agnès FOURAY née Galbaud du Fort en 1737. Co-propriétaire d'une sucrerie à Léogane, d'une caféière à Jérémie, d'une deuxième sucrerie à Grand-Goave. Passée en France peut-être quelque temps après sa naissance, ou bien originaire de France.

A.M.I. 44. Attestation de ses correspondants Guillon et Pivredière du 16 floréal an 3 (5 mai 1795).

A.M.I. 46. Formulaire, 25 vendémiaire an 8 (17 oct. 1799).

Marie-Thérèse FOURNIER dit de Varenne née à Saint-Domingue en 1741. Mariée dans la colonie, mère de quatre enfants. Venue seule à Nantes en 1774. Co-propriétaire dans deux sucreries situées à Limonade et au Limbé. Son correspondant : Arthur Montaudouin.

A.M.I. 46. 16 vendémiaire an 8 (8 oct. 1799).

Marie FRÉMONT née vers 1752, réfugiée du Cap-Français où elle a tout perdu « par la flamme et le pillage ». Malade « dans la plus grande détresse ».

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 15 brumaire an 3 (5 nov. 1794). Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

Jeanne FRÉMONT née Vieusse vers 1772. Résidait dans la colonie depuis 1799. Mariée à Saint-Domingue le 8 vendémiaire de l'an 6 (29 sept. 1797). Pris par les Anglais dans la traversée, ce jeune foyer fut conduit à Lisbonne. Son mari, militaire, trouva la mort le 28 vendémiaire de l'an 7 (19 oct. 1798) en combattant « les brigands » qui pénétrèrent à Nantes. Jeanne Vieusse possédait une caféière à la Grande-Rivière, et était « intéressée » dans une habitation dite « Simon » également à la Grande-Rivière.

A.D.P. 114, vendémiaire an 8.

A.M.I. 46.

Gilbert FROMENTEAU né à Moulins en 1757, déporté de Saint-Domingue où il était marchand. Débarqué à Rochefort le 14 fév. 1795 (chap. IV).

A.M.I. 46. 19 floréal an 8 (9 mai 1800).

FRONDAT née Sabinerie. Veuve. Réfugiée de Saint-Domingue. Septuagénaire en 1841, les secours qui lui sont donnés sont accrus.

A.D.P. 114. Lettre de 1841.

GALBAUD. Réfugiée du Cap-Français après l'incendie. Trois enfants.

A.M.I. 44. 3 nivôse an 3 (23 déc. 1794).

Jean et Rose-Éléonore GACHET nés à Saint-Domingue, débarqués à Nantes le 20 juillet 1791. Ils furent placés en pension chez la citoyenne Leroy, leur parente. Leurs parents possédaient plusieurs maisons dans la colonie en envoyaient les revenus à Nantes chez le citoyen Tessier, correspondant. Rose Gachet demanda à passer à Saint-Domingue en l'an 11 (chap. II).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 5 pluviôse an 3 (24 janvier 1795).

A.D.P. 115, an 11.

Rose GASCHINAT née au Môle Saint-Nicolas à Saint-Domingue.

A.M.I. 46. non daté.

Marie-Jeane GALIBERT née à la Croix-des-Bouquets vers 1779 et sa sœur Aimée-Angélienne, son aînée de trois ans. Passées en France pour éducation. Leurs correspondants : Guillon et Pivredière, (chap. II).

A.M.I. 44. Bulletin de secours, 12 pluviôse an 4 (1^{er} fév. 1796. Attestation de correspondants, 16 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

Sophie GALIBERT née en 1778. En France en 1786 pour son éducation. Un enfant.

A.D.P. 115. Formulaire, an 8.

André GALLARD né au Cap-Français. Ancien militaire. A.M.I. 46. Brumaire an 7 (25 oct. 1798).

GALLAIS née Tuffet à Saint-Domingue en 1750. Veuve. Passée en France en 1774 avec un enfant qui mourut dans le voyage. Une sucrerie à la Plaine-à-Jacob, une cotonnerie-caféière au quartier Macaya. En France privée de ressources. Elle vend « ses meubles et ses effets ».

A.D.P. 115, 25 vendémiaire an 8 (17 oct. 1799).

Jean-Louis GALLON créole né en 1792. Arrivé à Nantes en l'an 10. (chap. II).

A.D.P. 115. non daté.

Marie-Françoise GALLOT en France avant les troubles. Caféière à Léogane.

A.M.I. 44, 7 nivôse an 3 (27 déc. 1794).

Élisabeth GALLOUIN née à Léogane en 1778. Habitant chez la citoyenne Garnier, rue du Chapeau-Rouge. Les négo-

ciants Lemasne et Praud pourvoient aux dépenses de cette jeune fille venue à Nantes pour son éducation en 1788 ; ils recevaient par année l'équivalent de 800 francs en denrées coloniales qu'ils devaient utiliser pour la jeune fille. (chap. II).

A.M.I. 44. Attestation du correspondant, 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

A.D.P. Formulaire, 25 vendémiaire an 8 (17 oct. 1799).

GARDY né en 1763 à Saint-Servan. Entrepreneur de bâtiments au Cap-Français. Passé à Nantes sur le *Washington*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 16 brumaire an 3 (6 novembre 1794).

Jacques GARNIER marié, trois enfants. Arrivé sans doute avant les troubles. Habite Grandchamp.

A.M.I. 44. Lettre du comité de secours, 2 thermidor an 3 (20 juillet 1795).

Jean-Baptiste GARREAU né en 1766. En 1736 il est infirme ; ses enfants sont jeunes, 7 et 11 ans.

A.D.P. 115. Lettre 1836.

Pierre GARREAU. Ses titres de propriété reconnus en 1822. Il possédait à Saint-Domingue une guildiverie, une briqueterie au bourg de la Petite-Anse et plusieurs magasins rue des Espagnols au Cap. Ces propriétés indivises sont partagées par moitié avec la veuve Arrondel, sa cousine.

A.M.I. 44. Lettre, 14 déc. 1822.

GASCHIGNARD née Pétigny en 1744. Femme de couleur. Embarquée à Philadelphie le 5 prairial de l'an 4 (24 mai 1796) avec sa fille âgée de 11 ans, arrivée à Bordeaux le 13 messidor de l'an 4 (1^{er} juillet 1796), en l'an 10, de passage pour le Cap-Français sur la *Nouvelle-Alliance*.

A.M.I. 46. Formulaire, 14 vendémiaire an 8 (6 oct. 1799).

Marie-Gabrielle GASNIER née Chambon en 1752. Trois filles : Sophie, Élisabeth et Alexandrine. A Nantes en 1792. En l'an 14 le ministre des colonies certifie qu'elle est propriétaire d'immeubles à Saint-Domingue et lui permet ainsi de toucher les secours. Mais l'une de ses filles s'étant mariée au directeur des contributions indirectes, elle est radiée. Elle fut réintégrée sur les listes, et en 1833, âgée de 81 ans, obtient même une augmentation.

A.M.I. 44. Lettre au représentant Ruelle, renvoyée par celui-ci au comité de secours. 7 frimaire an 3 (27 nov. 1794).

A.D.P. 115. Lettres an 14 et 1833.

Jean-Baptiste GASNIER marié, un enfant. Habitation à la plaine des Vases. Arrivé à Paimboeuf le 17 mai 1792. Cette famille était accompagnée de deux mulâtresses, Laurine et Sanite, et d'un Noir Milord.

A.M.I. 44. Attestation de la marine, 5 frimaire an 3 (25 nov. 1794).

GAUBERT DE LA HAYE Veuve. Titres reconnus par les notables.

A.M.I. 46. (6 sept. 1823).

Jean GAUDIN né à Nantes en 1757. Gérant sur les habitations Walsh. Propriétaire d'une maison et de nègres. Réfugié sur le *Thomas-Chakley*.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Étienne GAZANKE né vers 1741. Passé à Nantes en mai 1792 avec ses deux enfants et son épouse décédée après son arrivée. Propriétaire à Saint-Marc d'une indigoterie-caféière.

A.M.I. 44. 4 pluviôse an 3 (23 janvier 1795).

A.D.P. 115. Formulaire, an 8.

Roseline GENNEVILLE.

A.M.I. 46.

Marie-Renée GÉNERÉRÉ née Favenat. Son mari Laurent Generéré laissa partir sa femme et ses cinq enfants en 1788. Habitation aux Cayes du Fond de l'île à vaches. Deux hommes Généreré demandèrent des secours vers 1806-1807 pour eux et pour leurs familles. Sans doute sont-ils frères ; et enfants de Marie-Renée Généreré. Il s'agit de : Jacques-Antoine né vers 1778, trois enfants et Jean-François né vers 1775, deux fils.

A.M.I. 44. Lettre aux représentants du peuple, 26 pluviôse an 3 (14 fév. 1795).

A.D.P. 115. Formulaire an 14.

Louis-Charlotte GERBIER propriétaire d'une portion de l'habitation Descloches située au Cul-de-Sac. Son mari, infirme, est ancien négociant. Quatre enfants.

A.D.P. 115. Formulaire an 8.

Marie-Élisabeth GERBOIS née Rapace. Arrivée le 7 brumaire de l'an 3 sur le *Washington* (28 oct. 1794).

A.M.I. 45. 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

GERVAIS né à La Rochelle en 1755. Déporté de Port-au-Prince. (chap. IV).

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 7 nivôse an 3 (27 déc. 1794).

Charles-André GERVOISE né en 1759. Réfugié à Saint-Domingue.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 12 ventôse an 3 (2 mars 1795).

Marie-Victoire GIBOUIN née à Grand-Goave. Orpheline. Arrivée à Nantes le 2 juillet 1791 (chap. II).

A.M.I. 44. Bulletin de secours, 11 pluviôse an 4 (31 janvier 1796). Lettre pour secours, 3 pluviôse an 3 (22 janv. 1795).

Joseph GILLET né vers 1724. Une caféière, le 1/4 d'une sucrerie à Maribaroux. Débarqué à Nantes en 1764. Infirme.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Pérrine-Marie GILLET veuve de Alexis Gillet. Mariée en France, n'a jamais habité aux colonies. Un enfant né en 1781. Propriétaire d'une caféière au Maribaroux.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 6 pluviôse an 3 (25 janv. 1795).

GIRARDIN né en 1765. Venu de Philadelphie, débarqué à Lorient le 9 pluviôse de l'an 3 (28 janv. 1795). Désirait se rendre à Bordeaux.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, germinal an 3.

Marie GIRAULT à Nantes depuis 1776. Partie pour les États-Unis rejoindre son mari, puis réfugiée.

A.M. 44. Non daté.

GLAISE DE MAISONSEULE née Marie-Pérrine Godet en 1762. Veuve. Mariée en France en 1787. Son mari était propriétaire d'une sucrerie à Léogane.

A.D.P. 115. Formulaire, 25 vendémiaire an 8 (17 octobre 1799).

Madeleine GODEFROY, de couleur, née Baudran en 1775. Mariée, un fils : Célestin. Une habitation située à la Matry près de Fort-Dauphin. Débarquée à Brest le 30 floréal de l'an 5 (19 mai 1797) avec son mari et son fils.

A.M.I. 46. 25 brumaire an 6 (15 nov. 1795).

A.D.P. 115. Formulaire, 25 vendémiaire an 8 (17 octobre 1799).

Jean GODICHAUX né en 1781. Son père est propriétaire au Cap-Français. Correspondant : Lechantre (chap. II).

A.M.I. 44. Attestation du correspondant, 3 floréal an 3 (22 avril 1795).

GODILLON veuve, admise au secours ; mais un membre de la commune l'a dénoncée comme non indigente.

A.M.I. 44. Bureau de secours, 15 fructidor an 2 (1^{er} septembre 1794).

Jeane-Marie GOGUIN née Bresson à Léogane. Habita à la Fosse en attendant les secours qui lui étaient dus. Elle partit pour Vannes.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 29 brumaire an 3 (19 nov. 1794). Passeport pour Vannes, 27 floréal an 3 (16 mai 1795).

Marie-Renée GOUEZEL née Pichereau en 1744. Créole. Un magasin et une maison au Cap-Français. Deux enfants dont l'un est employé comme fonctionnaire.

A.D.P. 115, 2 germinal an 8 (23 mars 1800).

GOUIN DU FIEF née Libault Barrossière. Habita Nantes rue Saint-Félix n° 16. Trois enfants, deux filles et un garçon.

A.M.I. 44. Non datée.

GOURJON venue en France vers 1785 pour raison de santé. Son mari était négociant à Port-au-Prince.

A.M.I. 44. 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Louise-Laurence GRABOT née à la Grande-Rivière en 1783. Arrivée le 4 juillet 1789. Logée par la citoyenne Martin à Montrelais, puis par le citoyen Daimbeau à Nantes.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 24 floréal an 5 (13 mai 1797).

GRANDGEAU et ses deux fils passent à Saint-Domingue.

A.D.P. 115, an 10.

Julien GRASSET venu de Saint-Domingue en 1815.

A.D.P. 115. Lettre, 25 mars 1820.

GREFFIN créole né vers 1748. Aux États-Unis en mars 1792, puis en France. Malade.

A.M.I. 44. Non daté.

Louis GRÉGORIO né au Cap-Français en 1767. Homme

de couleur. Arrivé le 27 juin 1791 sur le *Coustard*. Il était perruquier au Cap. Il se maria le 25 prairial de l'an 5 (13 juin 1797) avec Magdeleine Courrant.

A.M.I. 44. Lettre pour secours 9 nivôse an 5 (29 déc. 1796).

GRIMARD et son épouse.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 1^{er} germinal an 3 (21 mars 1795).

Gabriel GROS son épouse prénommée Françoise. Une caféière près de Fort-Dauphin. Déporté. Arrivé à Brest. A Nantes, il tenait une petite boutique, ce qui lui enleva les secours.

A.M.I. 44. Attestation de la municipalité de Brest, 6 mesidor an 5 (24 juin 1797).

A.M.I. 46. Lettre 3 pluviôse an 9 (23 janv. 1801).

Marie GRUEL, titres reconnus.

A.M.I. 46. Lettre, 23 août 1820.

Jean-René GUESDON POUPARDIÈRE né en France en 1757. Marié en germinal de l'an 4 avec une jeune fille née au Cap-Français peut-être revenue avec lui sur le même bateau. Ce foyer habitait rue de la Fosse. Le mari mourut vers 1800-1806 (voir Lacroix).

A.M.I. 46. 13 prairial an 6 (1^{er} juin 1798).

A.D.P. 115, an 8.

Jean-Antoine GUIEU né vers 1737, ancien notaire à Port-au-Prince. Partit pour la France avec trois de ses six enfants, fut fait prisonnier par les Anglais qui les déroutèrent vers la Jamaïque. Travailla à Nantes chez un notaire.

A.D.P. 115. Formulaire, an 8.

GUILBAUD née à Nantes vers 1738. Négociante à Saint-Domingue. Débarquée à Saint-Malo.

A.D.P. 115. Formulaire, an 11.

Louis GUILLEME né à Terre-Neuve en 1757. Réfugié du Cap-Français avec son fils âgé de 10 ans.

A.M.I. 44. Lettre pour secours, 15 nivôse an 3 (4 janvier 1795).

Amable-Ambroise GUILLET né à Nantes. Possédait une habitation sur les hauteurs de Jérémie, fait prisonnier par les Anglais pendant son retour.

A.M.I. 44. 21 nivôse an 3 (10 janv. 1795).

Félix GUILLET musicien.

A.M. 44.

Marie-Sophie GUILLET née Poydras en 1777, créole. Ses propriétés : « en terre, nègres, animaux, mobilier ». Débarquée à Nantes en 1778. Ses titres sont reconnus en 1822.

A.D.P. 115. 3 nov. 1821.

Jean-Pierre GUSNEAU son épouse et un enfant. Propriétaire au Cap-Français.

A.M.I. 46. Non daté.

Anne GUYBERT réfugié.

A.M.I. 46. Non daté.

GUYOL. Née en Louisiane en 1753. Veuve. Mariée au Cap-Français, deux filles, Angélique et Élisabeth. Elle possédait deux habitations au Cap. Arrivée à Bordeaux en 1785. Elle tenta avec ses deux filles de repasser dans la colonie en l'an 11, mais la guerre ne le permit pas.

A.M.I. 46. 6 fructidor an 11 (24 août 1803).

Françoise-Victoire HACHE habite chez sa marraine, la veuve Lepot, depuis 1790. Née à Fort-Dauphin en 1780.

A.M.I. 45. 12 brumaire an 3 (2 nov. 1794).

René HALBERT, son épouse Jeanne Duffourg. De passage pour Saint-Domingue en l'an 10 sur l'*Aimable Thérèse*.

A.D.P. 115, an 10.

HAMELIN veuve.

A.D.P. 115.

Magdeline HARDY. Rayée des listes de secours en 1830.

A.D.P. 115. Lettre 1830.

HATET habita Paris, vint à Nantes en 1836. Décédé en 1840.

A.D.P. 115. Lettre non datée.

HAUSPONT veuve. Habita Nantes à partir de 1775 dans la rue du Moulin. Ses enfants lui envoyaient des denrées avant les troubles.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 1^{er} pluviôse an 5 (20 janv. 1797).

Jean-Baptiste HAVRE LEPINE né à la Martinique en 1738. Ses propriétés sont situées à Saint-Domingue, dans le quartier de l'Artibonite : un 1/5^e dans deux habitations à

sucré et à indigo. Venu en France en 1765 pour exercer la profession d'instituteur. Trois enfants.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 22 nivôse an 3 (11 janvier 1795).

A.D.P. 115. Formulaire, 6 fructidor an 11 (24 août 1803).

Charles HÉBERT capitaine de navire.

A.D.P. 115.

Pierre HÉBERT né en Acadie en 1746. Possédait une propriété à Jérémie. Arrivé à Nantes en 1805 et logé place du Bouffais avec sa femme alors âgée de 33 ans et de six enfants.

A.D.P. 115. Formulaire, an 14.

Michel HENRY né en 1768. Cultivateur à Grande-Goave. Déporté. Arrivé à Bordeaux.

A.M.I. 45. Passeport 1^{er} frimaire an 4 (22 nov. 1795). Bulletin de secours, 20 prairial an 4 (8 juin 1796).

Marie-Nicole L'HERMINIER née en 1762 à Saint-Domingue. Propriétaire d'une maison au Cap-Français. Débarquée à Nantes en l'an 2 avec quatre enfants et une négresse, Pomone, née en 1778. A Nantes elle tenait une boutique où elle vendait des cigares. En l'an 11, de pasage avec toute sa famille pour Saint-Domingue.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 4 frimaire an 3 (24 novembre 1794).

A.D.P. 115. Attestation, an 11.

Jean-Baptiste HERNAULT né à Nantes en 1737. Ancien officier de santé à Saint-Domingue. Il possédait à Jérémie la moitié d'une habitation en café et en coton. Revenu à Nantes en 1787, certainement malade. Vers 1800, il était aveugle et presque paralysé. L'aide de ses frères habitant à Nantes lui permettait de vivre.

A.M.I. 46, an 8.

A.D.P. 115. Non daté.

Albert HERVOY capitaine des pionniers en garnison au Cap-Français. Né en 1757. Possédait une sucrerie à Mariboroux et une caféière au morne des Amandiers. Arrivé à Saint-Malo en l'an 11.

A.D.P. 115. Formulaire, thermidor an 11.

Guillaume HEUX né à Saint-Marc en 1772. Venu à Nantes sur le *Chakley*.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 19 brumaire an 3 (9 nov. 1794).

Marie-Louise-Dorothée HINARD née Levis. Sa fille mariée au citoyen Miège était mère de deux enfants. Elles avaient abandonné leurs propriétés de la Ravine du Sud à Saint-Domingue « pour échapper à la fureur des monstres » : son fils et son gendre furent tués dans la colonie. Obligées de vendre leurs effets pour subsister.

A.M.I. 45. Lettre non datée. Bulletin de secours, 19 prairial an 4 (7 juin 1791).

HONORINE, de couleur, née en 1767. Venue à Nantes avec la veuve Gasnier.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3 (8 novembre 1794).

Jean-Simon HUARD né en 1778 dans la colonie. Envoyé en 1789 chez sa tante demeurant à Nantes. Engagé comme canonnier nantais (chap. II).

A.M.I. 45. Attestation des correspondants, 4 germinal an 3 (24 mars 1795) ; Bulletin des secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

Marie-Sophie HUBERT née à la Grenade en 1772, sept enfants. Deux habitations à Jérémie, une maison au Cap. Arrivée à Saint-Malo en l'an 11.

A.D.P. 115. Formulaire, an 11.

Guillaume HUMEAU né à Toulon en 1756. Marin.

A.M.I. 45. 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Augustin JAHAN né à Sautron en Loire-Inférieure. Agé de 33 ans en l'an 3. Passé aux États-Unis après l'incendie du Cap-Français, puis à Bordeaux le 25 messidor de l'an 2 (13 juillet 1794). Il travaillait comme charron à Limonade. En l'an 1^{er}, il embarqua sur la *Confiance* à destination des Cayes.

A.M.I. 45. Lettre au comité de secours non datée (vers brumaire an 3).

A.D.P. 115. Formulaire, an 8. Attestation de départ, an 11.

Charles JAMET, né à Saint-Nicolas de Nantes en 1782. Son père résidait aux Cayes. Son correspondant : le négociant Lechantre (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 3 floréal an 3 (22 avril 1795) ; Attestation du correspondant, 4 floréal an 3 (23 avril).

Louis JAMES né dans l'île de Ré en 1773. Passé à Baltimore après l'incendie du Cap-Français.

A.M.I. 45. 21 germinal an 3 (10 avril 1795).

JAMON. Titres reconnus en 1815.

A.M.I. 46. Lettre du 26 nov. 1815.

Pierre JANIÈRE né en 1775. Tenait un magasin de ferblanterie au Cap-Français et possédait également une tannerie. Arrivé à Nantes le 14 messidor de l'an 2 (2 juillet 1794). Marié en France, père de trois enfants lorsqu'il s'embarqua pour Saint-Domingue en l'an 10 sur l'*Élisabeth*. Son père Pierre Janière décéda le 6 août 1793 sur le navire qui assurait le passage de ces réfugiés aux États-Unis. Marie Loiseau femme de Pierre Janière père vint à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 3 frimaire an 3 (23 novembre 1794).

A.D.P. 115. Formulaire, 14 vendémiaire an 8 (6 octobre 1800) ; Attestation de départ, an 10.

Jacques JANSON né en 1755, déporté du Cap-Français et emprisonné à Nantes le 13 fructidor de l'an 2 (30 août 1794) date de son arrivée sur le *Thomas Chakley* (chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

Marie-Louis JASMIN née à Saint-Marc en 1782. Venue en France en 1782 pour son éducation. Son correspondant : le négociant Richard.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 4 floréal an 3 (23 avril 1795).

A.D.P. 115. Formulaire, 28 ventôse an 8 (20 mars 1800).

En l'an 13, Marie-Louise Jasmin est déjà veuve du citoyen Mareschal. Elle demande alors les secours, étant « propriétaire par sa mère réfugiée à Saint-Jagu — île de Cuba — d'une maison et de 1/3 d'une terre à vivres » dans la ville et dans le quartier de Saint-Marc.

A.D.P. 117. Lettre, an 13.

Jean-François JAVAIN né dans le Jura. Réfugié de Saint-Domingue.

A.M.I. 45. Lettre au représentant Ruelle, germinal an 3.

JEANNIER veuve, quatre enfants envoyés en France avant les troubles. Une tannerie au Cap-Français.

A.M.I. 45. Séance publique du directoire, 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

JEHANOT. Titres reconnus par le comité de colons notables en 1817.

A.D.P. 115. Lettre 1817.

Jean-Martin JOCHAUD né en France en 1750. Habita la colonie depuis 1772. Il possédait à Saint-Marc une grande maison divisée en sept logements ; sa femme, une indigoterie et une cotonneraie. Arrivé à Nantes en 1791.

Il rentra dans l'administration au bureau des secours du district en germinal de l'an 2. Incarcéré quelques jours plus tard, puis élargi en frimaire de l'an 3. Il rentra de nouveau au bureau des secours. Il travailla ensuite à l'octroi de Nantes, enfin à « la fonderie impériale d'Indret ». Mort en 1833. Ses enfants demandèrent alors la réversibilité des secours. Il s'agit d'Adélaïde mariée au citoyen Debruyne, veuve ; de Sophie-Ablae et enfin de Sidonie-Aimée.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 4 floréal an 3 (23 avril 1795).

A.D.P. 115. Formulaire, an 8. Lettre de 1806 - 1833.

Marie-Anne JOLY née Joyaux vers 1731. Habita Saint-Domingue jusqu'en 1763 : elle arriva à Saint-Malo avec trois enfants. Elle possédait au Cap-Français une maison rue Penthhièvre.

A.M.I. 45. Lettre au représentant du peuple, 30 ventôse an 3 (20 mars 1795).

Jean-Baptiste-Vincent JOLLY né à Saint-Domingue en 1773. Arrivé en 1783 à Nantes pour son éducation. Marié en germinal de l'an 2, père de un enfant. Propriétaire d'une sucrerie près du Cap-Français, d'une maison sur la place d'armes de la ville. Il travaillait comme commis au département.

A.D.P. 115. Formulaire, 12 nivôse an 8 (2 janv. 1800).

Constance JOLLY, sœur du précédent. Voir Binsse.

Jeanne-Élisabeth JOLLY, voir Boullemer.

Alexandre JONQUIÈRE né dans le Lot-et-Garonne. Réfugié de Jérémie.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Marie JOSEPH, de couleur. Réfugiée de l'île à Pierre-Joseph. Débarquée le 3 juillet 1792. Elle accompagnait la

veuve Sorin décédée quelques semaines après son arrivée en France.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 28 brumaire an 3 (18 nov. 1794).

Marie JOUANNIÈRE née Goiseau. De passage pour Saint-Domingue sur l'*Élisabeth* en l'an 10 avec quatre enfants âgés de 24 à 18 ans.

A.D.P. 115. Attestation, 15 fructidor an 10 (2 sept. 1802).

Gabriel JOULIN né en 1743. Marié à Saint-Domingue en 1775 avec une demoiselle Larigaudelle-Dubuisson. Arrivé à Nantes en 1777 avec sa belle-mère. Une habitation à indigo et à coton située à l'Artibonite.

A.D.P. 115. Formulaire, an 8.

Jean-Baptiste JOULIN né à Angers. Déporté en France par le gouverneur Blanchelande en 1792. Charpentier. Marié en France depuis son retour. Il s'embarqua sur le corsaire *Marc*, fut pris par les Anglais et détenu en Grande-Bretagne (chap. IV).

A.D.P. 115. Lettre non datée. Attestation du commissaire, 14 floréal an 6 (3 mai 1798).

JOURDAIN réfugié du Cap-Français.

A.M.I. 46. Non daté.

Femme JOUY, un enfant.

A.M.I. 46. Lettre, 7 ventôse an 6 (25 fév. 1798).

Nicolas KAVANAGH, irlandais naturalisé. Né en 1722 sans doute à Nantes. Arrivé en 1788 après avoir vendu ses propriétés dans l'île en viager. Presque aveugle.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, pluviôse an 3.

KEPPENS née à Léogane vers 1777. Venue à Nantes pour son éducation (chap. II).

A.M.I. 45. Non daté.

Jean-Claude LABARRE né en 1752. Deux enfants : une fille habitant à Saint-Domingue, un garçon né en 1783, au service dans la marine. Propriétaire de deux caféières à Saint-Domingue. Il arriva à Lorient en l'an 3.

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

LABÈRE née Anne Josset. Son mari, militaire à Saint-Domingue, fut tué lors de l'attaque d'un fort. Elle fut contrain-

te de passer en France et d'abandonner un petit commerce qu'elle tenait dans la colonie. Elle tenta d'y retourner en l'an 11 ; le voyage fut très mauvais : le *Félix* faillit sombrer et le capitaine Dutache ordonna de jeter à la mer les biens des passagers. Le navire revint à Nantes.

A.M.I. 46. Lettre, 25 thermidor an 11 (13 août 1803).

Jean-Baptiste LABEZ né à Pau, en Béarn, en 1760. Il était pharmacien-chirurgien à Saint-Domingue. Faisait, également le commerce de droguerie. Embarqué au Cap-Français sur la corvette la *Fauvette* comme aide-chirurgien. Débarqué à Brest le 27 mars 1792. Il exerça ensuite dans les hôpitaux militaires jusqu'au 30 nivôse de l'an 5 (19 janv. 1799) où il fut licencié.

Marié à Ancenis en l'an 2. Embarqué sur la *Confiance* à destination de Saint-Domingue en l'an 10.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 12 germinal an 8 (2 avril 1800).

A.M.I. 46. Formulaire, 12 floréal an 8 (2 mai 1800).

A.D.P. 116. Attestation de départ, an 10.

Madeleine - Marie - Nicole LABROUCHE née à Petit-Goave en 1780. Son frère, François Labrousche, né en 1782. Venus en France en 1786 pour leur éducation chez leur beau-frère, le citoyen Tessier. Leurs parents exploitaient une cafetière à Petit-Goave (chap. II).

A.M.I. 45. Bulletin de secours, 11 pluviôse an 4 (31 janv. 1796). Lettre non datée.

Demoiselle LA COSTE.

A.M.I. 45. Bulletin desecours, 19 prairial an 4 (7 juin 1796).

Jean-Henri LACOUR réfugié de Saint-Domingue. Arrivé sur le *Thomas Chakley* de Philadelphie.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

LACROIX née Robert. Trois filles, dont l'une mariée au citoyen Guesdon. En 1830, la femme Lacroix demanda que les secours auxquels elle avait droit fussent distribués entre ses trois filles dont la veuve Guesdon. Après quoi elle partit pour la Havane. En 1824, les titres furent reconnus par le comité de colons notables.

A.M.I. 46. Lettre, 19 nov. 1824.

A.D.P. 116. Lettre de 1830.

Juliette LADMIRAULT sa fille. De passage pour Saint-Domingue en l'an 10.

A.D.P. 116.

Louis LAFOUCHERIE né au Cap-Français en 1786. Habituait chez la citoyenne Mouraud à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 25 frimaire an 3 (15 déc. 1794).

Pauline LAFFATE née Lassague aux Cayes en 1772. Un fils né vers 1792. Arrivé à Painbœuf le 1^{er} juillet 1792. Sans propriété dans la colonie. Remariée en France au citoyen Roger avec qui, elle embarqua pour Saint-Domingue en l'an 10.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 nivôse an 3 (6 janv. 1795).

A.D.P. 116. Formulaire, 11 frimaire an 8 (2 déc. 1799). Lettre du ministre de l'intérieur, 29 germinal an 10 (19 avril 1802).

Jean-Baptiste LAFFITEAU incarcéré à Nantes le 13 fructidor de l'an 2 (30 août 1794) jour de son arrivée à Nantes sur le *Thomas Chakley* (chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

Louise-Suzanne LAFOND née Liétout à Saint-Domingue, décédée en 1840. Titres reconnus en 1818.

A.M.I. 46. Lettre de 1818.

A.D.P. 116. Lettre de 1840.

LAFOURGUE née en 1755. Un fils né en 1792. Sa fille était mariée au citoyen Arnoud emmené à Halifax par les Anglais.

A.D.P. 116. Lettre, 1806.

Anne-Eulalie LACARPENTIER épouse de Lafosse née au Cayes en 1739. Une caféière et une guildiverie près des Cayes. Mariée à Saint-Domingue en 1795 et passée en France avec son mari et ses trois enfants. Arrivée à Nantes le 11 oct. 1792.

A.D.P. 116. Formulaire, vendémiaire an 8.

Françoise-Michelle LAFUGE mariée deux fois, à Charles Bérault en premières noces elle eut une fille, Caroline Bérault. Ce colon était propriétaire d'une sucrerie au Cap-Français et d'une caféière à Jérémie. Baptiste Lafuge, greffier à Jérémie,

fut son deuxième mari. Tué par les « insurgés ». Elle passa à Nantes avec sa fille sur le *Franklin*.

A.D.P. 116. Lettre, 1806.

Eugénie LAGAND née aux Cayes. Habita chez le citoyen Gros, rue Fontenelle.

A.M.I. 45. 13 pluviôse an 5 (1^{er} fév. 1797).

Jean LAGAND né en France. Maître tailleur. Réfugié du Cap-Français lors de l'incendie.

A.M.I. 45. Lettre au comité de secours, 4 frimaire an 3 (23 nov. 1794).

Paul LAGUIBAUDIERE réfugié de Saint-Domingue. Habita rue Pope à Nantes.

A.D.P. 116. Non daté.

LAJUS née Daumont. Décédée en 1841.

A.D.P. 116. Lettre, 1841.

Jean LAMBERT né à La Rochelle en 1750. Déporté de Port-au-Prince sur le *Thomas Chakley*. Emprisonné à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, an 3.

Marc-Antoine LAMBERT né à Lyon en 1741. Ancien négociant au Cap-Français. Passé à Bordeaux le 12 août 1795.

A.M.I. 45. 5 pluviôse an 4 (5 janv. 1796).

LANERY, de couleur, née à Saint-Marc en 1742. Nom de jeune fille : Marie Gomez. Arrivée à Nantes en 1777. La citoyenne Peigné pourvoyait à ses besoins. Mariée en 1791. Mère de cinq enfants. Elle obtint en l'an 14 l'autorisation de passer à Saint-Domingue.

A.M.I. 45. 22 prairial an 5 (10 juin 1797).

A.D.P. 116. Formulaire, an 8. Lettre an 14.

LANGLADE né en 1774, sans doute au Cap-Français. Arrivé sur le *Washington*.

A.M.I. 45. Lettre au comité de secours, 17 brumaire an 3 (7 avril 1794).

Jean-Mathieu LANIER né à Château-Gontier en 1758. Habita depuis 1783 à Petit-Goave où il tenait un magasin de vivres. Pris chez lui et incarcéré par ordre des commissaires Polverel et Sonthonax, emprisonné dans l'île pendant 4 mois et demi, puis déporté. Un corsaire anglais s'empara du navire, le détourna vers la Jamaïque. Enfin conduit à Norfolk

après plus de deux mois de détention. Arrivé à Brest et...
incarcéré » (chap. IV).

A.M.I. 46. Fructidor an 7 (1^{er} sept. 1799).

A.M.I. 45. Passeport de Château-Gontier, 2 ventôse an 3
(20 févr. 1795).

Joseph LANIER né à Saint-Domingue. Marchand.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 11 floréal an 3 (30 avril
1795).

Catherine LANTIMO née Chancereul à Saint-Luce en
1726. Deux sucreries à Léogane et dans la plaine de Port-au-
Prince.

A.D.P. 116. Non daté.

Louis-Étienne et Félicité LAPAQUERIE créoles originai-
res de l'Artibonite, nés en 1780. Félicité apprend « l'état de tail-
leuse » chez la citoyenne Frétier.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 11 floréal an 3 (30 avril
1795).

Félicité-Sophie LAPERRIÈRE créole de Petit-Saint-Louis.
Réfugiée à Nantes le 6 brumaire de l'an 3 sur le *Washington*
(27 oct. 1794). Propriétaire de deux caféières à Petit-Saint-
Louis. Son correspondant était le négociant Louis Foucher
(chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 26 brumaire an 3 (16 nov.
1794).

A.D.P. 116. Formulaire, 16 vendémiaire an 8 (8 oct. 1799).

Trois enfants LAPOINTE nées à Saint-Domingue, à Saint-
Marc ; confiées aux correspondants Lemasne et fils en 1788
pour recevoir leur éducation.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 15 pluviôse an 3
(3 fév. 1795).

Jean-Baptiste LAPORTE arrivé le 14 messidor de l'an 2
(juillet 1794). Né à Saint-Domingue vers 1777.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 3 frimaire an 3 (23 nov.
1794).

Marie LARESCHE née Chevalier ; deux filles, Hortense-
Émilie née en 1791, et Adélaïde. L'une de ces deux demoiselles
devint une dame Rodet.

A.M.I. 45. 21 germinal an 3 (10 oct. 1795). 24 messidor
an 3 (12 juillet 1795).

A.D.P. 118 (Rodet), 1826.

LARIGAUDELLE DUBUISSON deux filles. Ce général décéda en 1836. Ses filles obtiennent alors la réversibilité. En 1870, l'une d'elles meurt et sa sœur bénéficie de sa pension. A.D.P. 116. Lettres, 1836 et 1870.

Joseph LARIGAUDELLE DUBUISSON épouse Anne Merlet née en 1722. Quatre enfants. Arrivée en 1777. Son mari fut « massacré par les nègres à l'âge de 82 ans ». Propriétaire aux Gonaïves d'une hatte, à Saint-Marc de plusieurs cotonneries et indigoteries, hattes et maisons. A.D.P. 116. Formulaire, an 14.

Joseph-Silvestre LARIGAUDELLE né en 1749, marié à Saint-Domingue. En l'an 9 il dit être chargé de trois enfants. Propriétaire d'indigoteries, de cotonneries à l'Artibonite, copropriétaire d'une sucrerie à Maribaroux. Arrivé en 1791. Percepteur à Vallet.

A.D.P. 116. Formulaire, an 9.

Jean-Marie LAROCHE, son épouse Fricon. Passés des Cayes en France avant les troubles avec deux négresses, Martine et Marthe.

A.M.I. 45. Séance du directoire du 21 frimaire an 3 (11 déc. 1794).

Zacharie LAROCHE, marié. Colon aux Cayes.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant Richard Pivrière, 15 vendémiaire an 3 (6 oct. 1794).

Jean-Baptiste LASSAIRE réfugié de Saint-Domingue.

A.M.I. 46. Non daté.

Henriette LATACHE née Bardet. Mère de deux enfants.

A.M.I. 45. Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

Martial LATOUR au Cap-Français en 1757. Sa femme née à Machecoul. Arrivé à Nantes longtemps avant les troubles. Marié en France ; six enfants. Propriétaire d'une portion de sucrerie. Sa profession : musicien.

A.M.I. 45. Aux administrateurs du district, 2 thermidor an 3 (20 juillet 1795).

En 1833, presque octogénaire, il demande l'augmentation des secours. Trois de ses fils travaillent dans les douanes, un est capitaine du génie. L'une de ses deux filles est infirme. Il meurt en 1837 et sa femme obtient la réversibilité. En 1842,

après le décès de leur mère, les enfants sont admis à leur tour.
A.D.P. 116. Lettres, 1833, 1842, 1837.

Jean-Hyacinthe LATOURANDAIS né à Plaisance en 1755. Trois caféières appelées « la Grande Place », « le Pilate », « le Lamby » et deux hattes. Arrivé à Bordeaux en l'an 6. Il s'était marié en 1786.

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

Attestation de négociants nantais, 5 thermidor an 7 (23 juillet 1799).

Sophie LAURANSON, née Lehappé à Saint-Domingue en 1778. Habitait la France depuis 1782 ; mariée à Nantes en l'an 3. Elle eut trois enfants. Propriétaire d'une maison à la Croix-des-Bouquets, d'une habitation au Cul-de-Sac.

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

LAURENT née Bedouet, veuve. Vivait à Paris. Deux de ses enfants étaient en pension à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre aux administrateurs du district de Nantes, 14 germinal an 3 (3 avril 1795) ; Lettre, 29 thermidor an 3 (16 août 1795).

Perrine-Victoire LAVAL née Bertin, originaire des Cayes du fond de l'île à Vaches. Agée de 27 ans en l'an 3. Arrivée à Nantes en 1790 avec son fils Jean-Jacques né en 1789. Son mari fut député à la deuxième assemblée coloniale du Cap. Propriétaire de la sucrerie Laval aux Cayes et de maisons.

A.M.I. 45. Séance du directoire du district. 1^{er} nivôse an 3 (21 déc. 1794).

Bertrand-Léger LAVESCH né dans le quartier d'Aquin en 1771. Arrivé à Nantes le 4 juillet 1792. Sa femme née à Saint-Domingue était venue en France en 1784 ; le mariage eut lieu à Nantes en 1793. Une indigoterie et le tiers d'une caféière.

A.M.I. 45. Attestation de la marine, 18 floréal an 5 (7 mai 1797) ; Attestation de correspondants, 16 pluviôse an 3 (4 fév. 1795).

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

Marguerite LAVIGNE originaire de Louisiane. Agée de 38 ans en l'an 6. Débarquée le 27 juin 1792 avec quatre enfants venant du Cap-Français sur le *Superbe*.

A.M.I. 45. Attestation de la marine, 26 thermidor an 6 (13 août 1798).

Étienne **LEBLANC** né à Beaune en 1771. Canonnier au régiment naval d'artillerie.

A.M.I. 45. 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Suzanne-Antoinette **LEBOURG** créole, née Maillard en 1758. Propriétaire de 1/5^e dans deux maisons au Cap-Français, de 1/4 d'îlet, de 1/4 d'une caféière au Dondon.

Mariée en France en 1781, veuve, une enfant.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 24 floréal an 3 (13 mai 1795).

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

LEBRETON VILLANDRY habitant à Port-au-Prince. Né vers 1745. Déporté. (chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 19 brumaire an 3 (9 novembre 1794).

Agnès-Apolline **LECLERC** née Oréas vers 1730. Premier mariage avec Rouyer dont elle eut une fille, Louise. Deuxième mariage en 1769 à Saint-Domingue avec Jacques-Antoine Leclerc. Propriétaire d'un four à chaux au morne du Grigry et d'une maison. En l'an 14, elle habitait rue Duguay-Trouin à Nantes ; elle était alors veuve, infirme et presque aveugle.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 19 nivôse an 3 (8 janvier 1795).

A.D.P. 116. Formulaire, an 8. Lettre, an 14.

Marie **LEDELIÉ** née Simon, veuve. Une fille, Luce. Née au Cayes et arrivée avec sa sœur, la veuve Dussau, le 29 avril 1792. Propriétaire avec sa sœur d'une sucrerie près des Cayes-Saint-Louis (veuve Dussau).

A.M.I. 45. (Simon) demande de secours, 26 frimaire an 3 (16 déc. 1794) ; attestation de débarquement, 4 frimaire an 3 (24 nov. 1794).

Marguerite-Élisabeth **LEFÈVRE** née La Houssaie vers 1768. Mariée en France. Propriétaire d'une cotonnerie et d'une indigoterie. Réfugiée de Port-au-Prince. Sa sœur Thérèse-Marthurine La Houssaie était célibataire.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 2 nivôse an 3 (22 déc. 1794).

A.M.I. 46. Lettre non datée.

François **LEFOULON** né à Nantes, médecin dans cette ville où il soignait les indigents. Réfugié du Cap-Français à Philadelphie avec Julie Rouge, sa femme. Cette dernière née sans doute à la Guadeloupe où elle possédait une maison, habitait

Saint-Domingue depuis 1789. Le mariage eut lieu aux États-Unis. Débarqués à Cherbourg en l'an 4.

A.M.I. 46. Attestation d'Américain, 1^{er} ventôse an 8 (20 germinal an 8 (6 avril 1800).

Louise-Jeanne LEFRANÇOIS originaire de Bouguenais en 1758, née Moquard. Réfugiée de Jérémie. Son mari Jean-Louis Lefrançois est sous-chef des bureaux civils de la marine.

A.M.I. 45. Attestation de la municipalité de Pornic, 20 pluviôse an 3 (8 fév. 1795).

Élisabeth LEGARS née Lamy en 1739. Son mari Martin-Marc Legras était juge de paix. Elle n'avait jamais habité la colonie bien qu'elle possédât une maison au Cap-Français. A Nantes elle tenait une petite maison d'épicerie. Deux filles dont Eulalie-Victoire.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Séance du directoire, 19 frimaire an 3 (9 déc. 1794).

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

Marie-Julie LÉGER née au Cap-Français en 1779. Réfugiée après l'incendie.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3 (8 novembre 1794).

LEGENDRE née Charet. Immeuble à Saint-Domingue. Son mari et deux fils tués par les Noirs.

A.D.P. 116. Lettre, 1816.

Louise-Angélique LEGRAND née à Nantes (ou au Pouliguen) en 1770. Réfugiée du Cap-Français et arrivée à Nantes le 9 juillet 1792 avec deux enfants dont le plus jeune avait quelques mois. Le citoyen Pierre Leroy l'avait recommandée à ses correspondants. Profession : marchande de toile.

A.M.I. 45. Attestation de la marine, 4 frimaire an 3 (24 novembre 1794) ; lettre pour secours, 9 floréal an 3 (28 avril 1795).

LEHUÉDÉ, sa fille habitait à Sens.

A.D.P. Lettre, an 13.

LEMAITRE née Mocquet. Réfugiée de Saint-Domingue. Veuve. Titres reconnus en 1815. « Sans moyens d'existence », subsistait « du produit de petits ouvrages en coquillages ». Elle meurt en 1843 et sa fille obtient la réversibilité.

A.D.P. 116. Lettres, 1815 et 1843.

Jean-Jacques LEMASLE né en Seine-et-Oise en 1758. Marié en France en 1784. Il tenait un magasin de meubles à Saint-Domingue. Revenu à Nantes en l'an 2. En France il exerça la profession de tapissier. En l'an 11 il passa à Saint-Domingue sur l'*Aimable Victoire* avec sa femme et ses deux enfants.

A.D.P. 116. Formulaire, an 8 ; Attestation brumaire, an 11.

Joséphine et Bonne LEMEILLEUR nées en 1777 et 1780 (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 11 pluviôse an 3 (30 janv. 1795).

François LEMERCIER DUQUESNAY né en 1734. Débarqué à Nantes en 1784. Il habitait rue de la Commune n° 6. Propriétaire d'une caféière au Borgne où étaient restés sa femme et ses enfants. Sa femme passa à Nantes après les troubles et mourut en 1842.

A.D.P. 116. Formulaire, an 8 ; Lettre 1841 et 1842.

Flavien LEMERCIER va à Fontenay.

A.M.I. 45. 29 frimaire an 3 (19 déc. 1794).

LENOIR commis chez le payeur général. Réfugié.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 6 prairial an 5 (25 mai 1797).

Jean-Baptiste LE PELLEUX né dans le district de Bayeux. Marié à une demoiselle Doyric. Réfugié de Léogane, investi par les Anglais. Il trouva un emploi à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre du district de Nantes au bureau de secours, 14 brumaire an 3 (4 nov. 1794) ; lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

LERAY veuve, réfugiée de Saint-Domingue. Intervention du contre-amiral Leray pour augmenter les secours de cette dame.

A.D.P. 116 non daté.

Pierre LE RICHE marié à une demoiselle Jacquemelle. Passés en France en 1792 alors qu'ils venaient de s'installer à Saint-Domingue.

A.M.I. 45. Bulletin de secours, 11 brumaire an 5 (1^{er} nov. 1796) ; Lettre du 24 nivôse an 3 (13 janv. 1795).

LETIERQ veuve, deux fils. Demandent à passer à Saint-Domingue en l'an 10.

A.D.P. 116. Non daté.

Pierre-Gaspard LE TRÉSOR né en 1754. Réfugié après l'incendie du Cap-Français. Cultivateur dans le district de Bayeux.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 6 frimaire an 3 (27 oct. 1794).

Louis LEUDER né au Cap-Français en 1778. Orphelin.

A.M.I. 45. Bulletin de secours, 12 pluviôse an 4 (1^{er} fév. 1794). Lettre pour secours, 26 messidor an 3 (14 juillet 1795).

LEDIÈRE à la mort de son mari en 1830, la légitimité du mariage avec le citoyen Leudière n'est pas prouvée. N'obtint pas les secours.

A.D.P. 116. Lettre du ministère de l'Intérieur, 1830.

Alexis LEULIOT né en 1772 à Nantes. Tanneur, il avait monté une fabrique à Saint-Domingue. Réfugié à Nantes en l'an 2. Marié depuis son arrivée.

A.D.P. 116. Formulaire, 11 vendémiaire an 8 (3 octobre 1799).

LEVOILOIS née Villard vers 1763-65. Titres reconnus en 1822. Demande une augmentation de ses secours en raison de l'âge de son mari. Trois enfants : l'aîné est directeur d'un bateau à vapeur, le second employé aux contributions indirectes de Nantes, une fille enfin sans profession. L'augmentation est accordée.

A.D.P. 116. Lettre du ministère de commerce, 1835.

LEVECQUE CADICHOU né en 1788. Entré à l'hospice des enfants naturels par ordre de la municipalité, puis remis le 18 pluviôse de l'an 3 (6 fév. 1795) au citoyen Hautessier. Cet enfant était arrivé à Nantes sur le *Washington*.

A.M.I. 45. Lettre de l'administration de l'hospice, 25 pluviôse de l'an 3 (13 fév. 1795).

Pierre-Antoine LHUILLIER. Voir Ducroq.

Désirée et Hortense LIBAUT BAROSSIERE nées en 1779 et 1781. Une manufacture-poterie à Fort-Dauphin. Titres reconnus en 1821 (voir Dutertre). (chap. II).

A.M.I. 46. 21 déc. 1821 et 7 fructidor an 3 (24 août 1798).

LIÉNARD né en 1732. Un fils, Pierre-Jacques.

A.D.P. 116 non daté.

Louis LISTRÉ né à Nantes vers 1757. Avocat au conseil du Cap-Français. Venu à Brest sous l'escorte de l'amiral

Vanstabel le 4 messidor de l'an 2 (22 juin 1794). Il avait quitté la ville après l'incendie.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 novembre 1794). ; Bureau des armements. 6 nivôse an 5 (26 déc. 1796).

A.M.I. 46. Lettre, 26 ventôse an 9 (17 mars 1801).

LOBIT réfugiée de Saint-Domingue. Veuve. Touche les secours depuis 1823.

A.M.I. 46. Lettre, 28 nov. 1825.

Marie-Louise LOCCARD née Poiron à Moisdon. Débarquée à Nantes en l'an 11. Quatre enfants. Une caféière à Léogane au lieu-dit le Coq-qui-chante et un magasin.

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

François LOISEAU né aux Cayes en 1779. Arrivé le 30 juin 1789 pour son éducation et envoyé au collège de Pontlevoy en Loir-et-Cher.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 16 fructidor an 3 (2 septembre 1795) ; bulletin de secours, 15 pluviôse an 4 (4 février 1796).

LOMBART née Provost. Veuve. Titres reconnus en 1819.

A.M.I. 45. Lettre, 26 janv. 1819.

LOQUE (ou Locque) née Desbordes. Veuve. Habitant rue Lafayette à Nantes. Mère de deux enfants en bas âge. Propriétaire à Saint-Domingue d'une caféière. Ses deux enfants possédaient la moitié de trois habitations : une cotonneraie dite « Thouin », une caféière, une seconde cotonneraie dite « du fond du Mesnil ».

A.D.P. 116. Formulaire.

Charlotte-Françoise LOPIN née Toirac. Mère de six enfants, venue des Cayes en 1792.

A.M.I. 45. Lettre, 11 brumaire an 3 (1^{er} nov. 1794).

Mathurin LORY né en France à Nantes en 1745. Marié dans la colonie en 1787. Débarqué à La Rochelle en 1792. Il possédait à Petit-Goave deux sucreries. Après son retour, habita Paris, puis Nantes où il passa vers prairial de l'an 3. En plus de ses trois enfants, Mathurin Lory était chargé de deux enfants de couleur, Marie-Émilie née en 1781 et Louis-Laurent Trémecen né en 1780 et d'une femme de confiance de couleur âgée.

A.M.I. 45. Lettre du 30 prairial an 3 (18 juin 1795) ;
Lettre pour secours non datée.

A.D.P. 116. Formulaire, 6 fructidor an 11 (24 août 1803).

Pierre-Guillaume LORY né en 1741. Marié, trois enfants.

A.M.I. Lettre pour secours, 23 frimaire an 6 (13 décembre 1797) ; commissaire de police, 7 ventôse an 6 (25 févr. 1798).

MARIE-LOUISE femme de couleur née 1754 à Saint-Domingue, mère de deux enfants. « En vertu de l'extrême indigence » de cette femme, le représentant du peuple autorisa la municipalité à lui accorder les secours. Elle était venue en France comme « femme de confiance » de la citoyenne Mauger.

A.M.I. 45. 11 germinal an 3 (31 mars 1795).

Nicolas LOURMAND né à Nantes vers 1755. Réfugié du Cap-Français sur le *Washington* et « détenu à Nantes par mesure de sûreté ». Célibataire, propriétaire d'une « cafétérie » à Saint-Domingue.

A.M.I. 45. Lettre pour secours non datée.

LOZÉ de Saint-Domingue, veuve. Embarquée pour Nantes en 1784 avec trois enfants, un Noir Jean et une Indienne, Adélaïde.

A.M.I. 45. Attestation de la marine, 19 floréal an 5 (8 mai 1797).

Jean-Baptiste LUBIN né au Cap-Français vers 1775. Passé en France avec le citoyen Touzard, lieutenant-colonel au Cap-Français et arrivé le 19 frimaire de l'an 5 (9 déc. 1796). Cet homme de couleur servit dans le bataillon des hussards américains pendant la guerre de Vendée. Blessé dans les combats, il fut reçu à l'hospice de la Réunion sur l'ordre de la municipalité.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 6 nivôse an 5 (26 déc. 1796). Lettre, 9 nivôse an 5 (29 déc. 1790).

A.D.P. 116. Formulaire, an 8.

Dusin et Renée LUBROUCHE nés en 1777 et 1780. Leur mère était remariée au citoyen Deaubonneau (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre non datée.

Donatien et François LUCAS. Le titre de propriété portait le nom du père et des enfants qui continuent ainsi à toucher les secours en 1827 à la disparition de leurs parents.

A.D.P. 116. 1827.

LUCILE négresse née au Cap-Français vers 1760. (voir Menot).

A.M.I. 45. Lettre, 26 brumaire an 3 (16 nov. 1794).

Jean-Jacques LUITRE né à Nantes en 1757. Ancien avocat au conseil du Cap. Marié en France en l'an 4.

A.D.P. 116. Formulaire, 18 frimaire an 8 (9 déc. 1799).

Joseph-Esprit MACÉ dit Vaudoré, né à Auvergné près de Châteaubriand. Habitait le nord de Saint-Domingue. Réfugié en 1792. Il quitta Nantes après le décret obligeant les colons à s'éloigner des ports et alla à Blois (chap. IV).

A.M.I. 45. Attestation de la municipalité de Blois, 7 pluviôse an 3 (26 janv. 1795).

Marie-Madeleine MACÉ née Laroche. Guillaume Macé chirurgien à Fort-Dauphin, décédé dans l'île en 1791.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 4 thermidor an 5 (22 juillet 1797).

MAHERADO. Lettre à un ami de l'administration pour obtenir les titres de propriété, non datée.

A.M.I. 45.

Édouard MAHER réfugié de Saint-Domingue à Mache-coul.

A.D.P. 117, lettre non datée.

Laurence et Élisabeth MAHOTIÈRE nées au Fond-Dicaque près de Jérémie. Envoyées en France en 1786 pour leur éducation (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 2 prairial an 3 (22 mai 1795).

Marie-Antoinette MAHOU née à Saint-Marc en 1742. Arrivée avant les troubles. « Obligée de vivre de l'état de couturière pour lequel elle n'a point été élevée, ayant été dans l'aisance. »

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 29 ventôse an 3 (19 mars 1795) ; attestation du correspondant Lemasne et Praud, 1^{er} germinal an 3 (21 mars 1795).

MAILLET, cinq enfants nés aux Cayes du Fond de l'île à Vaches. Venus à Nantes avant les troubles pour éducation (chap. II).

A.M.I. 45, 2 brumaire an 3 (23 oct. 1794).

MAISONNEUVE veuve. Son mari receveur des contributions indirectes à Saint-Père-en-Retz.

A.D.P. 117. Lettre du sous-préfet, 1822.

MAKE veuve. Décédée en 1862. Sa fille demanda la réversibilité.

A.D.P. 117. Lettres, 1862.

Jean MALABAR né à Bordeaux en 1755. Déporté de Saint-Domingue où il était officier public à Port-au-Prince (chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre pour secours non datée.

Roland-Lejeune MALHERBE créole né en 1764. Propriétaire d'une part de sucrerie en la paroisse du Trou, d'une caféière — appelée habitation de Malherbe — à Port-Margot. Arrivé à Saint-Malo en l'an 10. Marié peu de temps après son passage en France.

A.D.P. 117. Formulaire, an 11.

Léonard-Joseph MANGARD marié, père d'un enfant. Réfugié du Cap-Français où il faisait le commerce du bois de construction. Arrivé à La Rochelle le 24 brumaire de l'an 2 (14 nov. 1793) venant de Philadelphie. Alla rejoindre son père à Angers puis passa à Nantes, sa ville natale.

A.M.I. 45. Passeport, 1^{er} frimaire an 2 (21 nov. 1793).

A.M.I. 47. Formulaire.

Pierre MARCHAND réfugié de Port-au-Prince. Repassé à New York au mois de fructidor de l'an 5 « présumant que les Anglais évacueraient Port-au-Prince ». Sa maison avait été brûlée dans la ville au mois de novembre 1791.

Sa fille **Henriette-Caroline** née en 1774, venue à Nantes avant les troubles.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 11 pluviôse an 3 (30 janvier 1795).

A.M.I. 47. Non datée.

Charles MARCHAND négociant à Saint-Domingue. Arrivé en juin 1791. Né à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 pluviôse an 3 (5 fév. 1795).

Philippe MARCHAND né à Nantes en 1780. Débarqué à Hambourg en l'an 6. Célibataire. Propriétaire de 1/5^e d'une sucrerie-indigoterie et de la moitié d'une habitation à coton situées à l'Artibonite.

A.D.P. 117. Formulaire, an 11.

Barthélemy MARCON né en Vivarais vers 1756. Son

épouse Elisabeth Muron née à Lyon trois années plus tard. Dentiste au Port-au-Prince, réfugié.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Antoine MACORELLES sans doute originaire de Nantes en 1742. Il avait formé une maison de commerce à Léogane dont il était créancier. Intéressé à une caféière appelée « les Araignées » ; enfin propriétaire de la moitié d'une sucrerie au Grand-Boucaud. Marié en 1779 à Nantes où il demeurait avec sa femme et quatre enfants.

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Jean-Marie MARDAIN LEBRETON né en 1748. Marié en France en 1789 après son passage à Bordeaux où il débarqua le 9 nov. 1787. Propriétaire au Cul-du-Sac d'une sucrerie et d'une caféière, à la Rivière-Froide, d'une seconde caféière et de trois maisons à Port-au-Prince. Les secours lui furent accordés à lui, à sa femme et à ses quatre enfants le 1^{er} floréal de l'an 5 (20 avril 1797).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 29 germinal an 5 (12 mars 1795).

François MARIN né à Marseille vers 1764. Colon à Petit-Goave. Quitta Jérémie en l'an 2 pour les États-Unis, fait prisonnier par les Anglais qui le conduisirent à la Jamaïque. Il réussit à s'enfuir pour gagner Porto-Rico, d'où enfin il s'embarqua pour New York.

A.D.P. 117. Lettre non datée (an 13).

Joséphine MARTIGNAT née aux Cayes vers 1782. Orpheline. Arrivée à Nantes à l'adresse de son correspondant, le citoyen Verrier qui déclare ne rien pouvoir lui donner. Des pensions alimentaires lui sont accordées par la municipalité.

A.M.I. 45. Séance publique, 5 nivôse an 3 (24 déc. 1794).

Rose MARTIN née Genet. Son oncle, le citoyen Aubert lui devait une pension de 600 livres que son correspondant Chanceaulme cessa de payer à partir du 19 nov. 1791. Arrivée à Nantes le 7 juin 1790.

A.M.I. 46.

Denis MARTIN né à Paris en 1768. Réfugié du Cap-Français, passé à Nantes sur le *Thomas Chakley* venant de Philadelphie.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 27 frimaire an 3 (17 décembre 1794).

Catherine MASSEAU créole du Cap-Français ; née Watinguin en 1762. Mère de trois enfants en bas âge lors des troubles de Saint-Domingue : Louis était né en 1786 ; Morice en 1787 et Virginie en 1792. Deux « filles de confiance négres-ses » les accompagnaient à Nantes : Constance et Eugénie. L'incendie du Cap-Français les obligea à passer aux États-Unis, puis en France.

A.M.I. 45. 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Pierre MASSONNEAU né en Loire-Atlantique en 1769. Colon au Fond-des-Nègres.

A.M.I. 45. Lettre pour secours 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Jean-Baptiste MATHIEU né à Léogane en 1783. Passé en France pour éducation en 1789. Mais à Machecoul son logeur — le citoyen Gassignard — est massacré par les Vendéens. Il trouve alors asile chez le citoyen Guenée près de Saint-Similien (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 7 nivôse an 3 (27 déc. 1794).

Louis MATHURIN Africain et son épouse prénommée Marie-Anne. Né aux Cayes-Saint-Louis en 1761, à Nantes depuis le 25 juin 1793 ; il habitait au n° 3, rue J.-J. Rousseau. Sa profession : perruquier.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 9 nivôse an 3 (29 décembre 1794).

Julien MAUBUISSON réfugié du Cap-Français. Venu à Nantes pour se préparer à travailler dans la marine (chap. II).

A.M.I. 45. 25 fructidor an 7 (11 sept. 1799).

Enfants MAUCLERC originaires du Dondon. Une fille Victoire née vers 1776, trois garçons, Julien-Joseph né vers 1776-1777, Henry et Jean-Jacques. Tous furent accueillis à Nantes par leurs tantes âgées et peu fortunées. Avant les troubles de Saint-Domingue, chaque enfant recevait 800 livres pour les frais de son éducation et de son entretien.

Julien-Joseph se maria à Nantes vers 1805, eut une fille Joséphine. Le ménage habitait rue des Halles. Un emploi de commis à la perception lui donnait un traitement d'environ 600 francs par an.

A.M.I. 45.

A.M.I. 47. Lettre à la municipalité, 28 vendémiaire an 8 (20 oct. 1799).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8 ; formulaire, 13 frimaire an 14 (4 déc. 1805).

Jean-François MAUDUIT né vers 1750. Son épouse Marie-Catherine Devineau née aux Cayes. Deux enfants nés à Nantes.

A.M.I. 47. Lettre non datée.

Catherine-Éléonore MAUGER née Desbarres en 1732, Créole, son mari Guillaume de Mauger fut capitaine de milices et commandant du quartier de l'Artibonite. Cette femme habitait la France depuis 1788. Une sucrerie et une caféière-indigoterie aux Verettes sur les hauts de l'Artibonite.

Deux de ses filles demeuraient à sa charge : Joséphine, veuve du général La Bourdonnaye, mère de deux enfants, et Madeleine, aliénée. Enfin une troisième Bonne-Laurence avait épousé le marquis de la Galissonnière.

A.M.I. 44. Lettre, 25 floréal an 3 (14 mai 1795).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Honoré MAUNIER réfugié du Cap-Français après l'incendie. Arrivé à Nantes sur le *Thomas Chakley*.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 23 brumaire an 3 (13 novembre 1794).

MAY née LIBAULT. Veuve.

A.M.I. 45.

Nicolas MENOT né dans la Haute-Vienne en 1730. Marié à Saint-Domingue en 1786 à Jeanne Menot. Il habitait au Cap-Français depuis 1763 ; médecin dans cette ville. Passé en France par un convoi, arrivé à Paimbœuf le 17 messidor de l'an 2 (5 juillet 1795). Il était accompagné — sa femme et un garçon, Jean-Louis, mis à part — d'une mulâtresse âgée de 19 ans, appelée Popote Lucile.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 22 brumaire an 3 (12 novembre 1794).

A.D.P. 117. Attestation de colons réfugiés, 15 août 1799 (28 thermidor an 7).

MENU née Hillaire. Habitait Saint-Etienne-de-Corcué. Réfugiée.

A.D.P. 117. Lettre 1816.

Charles MERGER né en 1775 à Léogane. Marié en France à Marie-Marguerite Jeanne ; Charles Merger habitait Nantes depuis 1774. Propriétaire de la moitié de la sucrerie

Merger à Léogane. Rayé des secours parce qu'il allait trop souvent au théâtre.

A.M.I. 45.

A.M.I. 47. Lettre, 8 germinal an 6 (28 mars 1798).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Augustine-Aimée MERSIER et leurs frères Joseph et Pierre, créoles du quartier de Jérémie. Arrivés à Nantes en juillet 1792 et à la charge de Hubert Durocher, leur beau-frère.

A.D.P. 117. 23 pluviôse an 9 (12 fév. 1801).

Jean-Jacques-Fabien MESPLÉ fait prisonnier par les Anglais sur la côte de Saint-Domingue en nov. 1793, emmené à la Jamaïque. Quand il fut pris, cet Américain dont la profession était celle de marchand, venait de quitter Saint-Marc pour Port-au-Prince, (chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre, 26 vendémiaire an 3 (27 sept. 1794).

Michel MEULON débarqua à Nantes en 1785. Né en 1726. Une caféière dans le quartier de Cavaillon.

A.D.P. 117. Formulaire, 16 vendémiaire, an 8 (8 oct. 1799).

Louis MEUNIER né en 1753. Marié à une demoiselle Foucaud née en 1773. Réfugiés de Saint-Domingue avec un enfant et un jeune orphelin Pierre Gallouin.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 16 brumaire an 3 (6 nov. 1794).

Pierre-Jean MICHEL mulâtre, né au Cap-Français. Laisse à Nantes en apprentissage chez le citoyen Raux, tailleur. (chap. II).

A.M.I. 47 non daté.

Marie-Jeanne MICHEL née Louise. Mariée une première fois dans la colonie « au sieur » Tourville. Passée en France en 1791 avec un enfant. Propriétaire d'une cotonneraie, d'une place à vivres, d'un four à chaux et d'une grande maison à Saint-Marc. Elle dut sacrifier ses meubles pour pourvoir aux dépenses de ses trois enfants : Marie-Françoise Tourville née en 1784, créole de Saint-Marc, Jean-Jacques Michel (1792) et Jérôme Michel (vers oct. 1793). Son mari s'était embarqué seul pour Saint-Domingue vers le mois de mai 1793.

A.M.I. 45. Pétition, 3 prairial an 3 (22 mai 1795).

A.D.P. 117.

MILHAU veuve, rentrée de Baltimore en 1817.

A.M.I. 47. Lettre, 1817.

Jean-Marie MILLET né à Fort-Dauphin en 1773. Venu à Nantes en 1780 sur la *Fidélité*.

A.M.I. 45. Lettre de secours, 1^{er} fructidor an 3 (18 août 1795). Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

Louise MOCQUET, née en 1735 sans doute en France. Célibataire. Propriétaire d'une caféière à la Croix-des-Bouquets sur laquelle était hypothéquée une rente de 200 francs. Cette femme fut admise aux secours en vendémaire de l'an 3, puis rayée des listes en fructidor de l'année suivante. L'aide d'amis lui permet de négliger ses droits de propriétaire à Saint-Domingue. Mais en l'an 9, devenue infirme, elle demanda de nouveau à bénéficier de l'aide accordée par le gouvernement.

A.M.I. 45. Lettre au représentant du peuple, 5 ventôse an 3, (23 fév. 1795).

A.D.P. 117. Lettre, 21 germinal an 9 (11 avril 1801) ; Formulaire, 12 fructidor an 9 (30 août 1801).

Enfants MODIEU mulâtres. Joachim né en 1769 ; Benjamin né en 1777, tous les deux au service dans le 13^e régiment de chasseurs à cheval. Les sept autres enfants demandèrent les secours : Élisabeth (1772), Hortense (1773), Claire (1775), Clarisse (1782), Daniel (1784), Noël (1784) et Marie-Louise jumeau (1785). Ces enfants sont orphelins : Daniel Modieu, homme de couleur est décédé en 1793 ; son épouse Louise Normand n'avait pas survécu à la naissance de ses deux derniers enfants (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre du 22 brumaire an 3 (12 nov. 1794).

Jean MOIZEAU marié. Huit ou neuf enfants. Ancien capitaine de navire né en 1744 ayant toujours habité la France. Propriétaire de la moitié d'une habitation à sucre dite « Micheau » située au Cul-de-Sac près de Port-au-Prince. Cette habitation était affermée.

A.M.I. 45. Non daté.

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Julie MOMBOS née à Port-au-Prince. Arrivée à Nantes le 23 avril 1790. Elle habitait dans la pension Garnier, rue du Chapeau-Rouge (chap. II).

A.M.I. 117. Formulaire, an 8.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 1^{er} pluviôse an 3 (20 janv. 1795).

MONCHÉRY jeune garçon envoyé à Nantes au correspondant Drouet pour son éducation.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 13 germinal an 3 (2 avril 1795).

Perrine MONCOQU née vers 1736. Propriétaire d'une caféière à Petit-Saint-Louis-du-Nord et confiée à son gendre, le citoyen Leresche qui lui devait une pension de 3.000 livres. Elle habitait Nantes depuis 1786. (Voir Adélaïde Laresche, sa petite-fille).

A.D.P. 117. 16 vendémiaire an 8 (8 oct. 1799).

MONNIER fils de la veuve Monnier née Dacosta décédée vers 1871. Il demande en 1871 les arrérages des secours que touchait sa mère. La sœur de cette dernière, qui était inscrite également sur les états de distribution était décédée en 1867.

A.D.P. 117.

Pierre MOREAU, notaire aux Cayes-Saint-Louis. Sa femme prénommée Françoisse était née à Paris en 1728. Elle habitait Pornic depuis 1792.

A.D.P. 117. An 7.

Marie-Agathe MOREAU veuve, née à Paris en 1749. Habitait à Port-au-Prince depuis 1788 ; elle dut passer aux États-Unis, tenta de revenir dans l'île, puis enfin gagna Bordeaux où elle arriva le 6 thermidor de l'an 7 (24 juillet 1799).

A.D.P. 117. Préfecture, 14 ventôse an 8 (5 mars 1800).

Claude MOREAU marié, père d'un enfant. Propriétaire d'une caféière-sucrerie à Torbeck.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant Desridellière-Leroux, 27 nivôse an 3 (16 janv. 1795). Lettre pour secours, 3 pluviôse an 3 (22 janv. 1795).

MORIN veuve, venue de Lorient à Nantes.

A.M.I. 47. An 10.

MONDION veuve, née Darracq. Deux filles.

A.D.P. 114.

MOULIEN de Léogane. Réfugiée à Nantes.

A.M.I. 47. Non daté.

Joseph MOUTON né à Angers en 1750, marié à Anne

Cosnier née en 1765. Elle mourut après son passage en France vers 1795. Deux enfants : François et Henriette. Propriétaire à Petit-Trou d'une caféière, quartier des Baradaïres.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 13 brumaire an 3 (3 nov. 1794).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Michel MULLON (voir Meulon).

Jean-Étienne MULNIER marié, deux enfants : Nelson (1815) et Jean-Baptiste (1816). Réfugié de Saint-Domingue.

A.M.I. 47. Attestation du commissaire, 14 déc. 1822.

Joseph MULONNIÈRE marié, trois enfants : Caroline (1785), Nicolas (1789) et Clémentine (1791). Arrivés à Nantes en 1790. Joseph Mulonnière décida de retourner à Saint-Domingue avec sa femme. Mais ils furent pris par les Anglais dans la traversée et conduits à Kingston, à la Jamaïque. Les enfants logeaient à Nantes chez Jean-Baptiste Lambert, épicier dans la rue Nicolas. Les biens de cette famille : une caféière « considérable » sur laquelle il y avait 160 Noirs, chevaux, mulets et bêtes à cornes nécessaires à l'exploitation » (chapitre II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 14 pluviôse an 3 (2 fév. 1795).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Louis MURRIS son fils Louis. Arrivés à Nantes sur le *Thomas Chakley*, le 14 fructidor de l'an 2 (31 août 1794). Mis en prison sur l'ordre du représentant, puis libéré. (Chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre au représentant du peuple, 20 pluviôse an 3 (8 fév. 1795). Lettre pour secours, 21 germinal an 3 (10 avril 1795).

François NARP, né à Saint-Domingue. Arrivé à Nantes vers 1778. Marié à une demoiselle Lory qui a perdu, comme son mari, les biens qu'elle possédait à Saint-Domingue près du Cap. En France ils étaient propriétaires d'un petit bien de campagne à Bouguenais qui fut dévasté. Deux enfants.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 25 nivôse, an 3 (14 janv. 1795).

Auguste NÈGRE né à Port-au-Prince en 1778.

A.M.I. 45. 1 nivôse an 3 (21 déc. 1794).

Jean-Baptiste NICOLE réfugié de Saint-Domingue. Arrivé à Nantes le 14 fructidor de l'an 2 (31 août 1794) sur le *Thomas Chakley* venant de Philadelphie.

A.M.I. 45. 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

André NICOLLE. A.M.I. 45. Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

NOBLET née Delorme sans doute à Saint-Domingue. Arrivée en 1785 à Nantes venant des Cayes-Saint-Louis. Elle fut peut-être accueillie à l'hospice de la Réunion. Mariée en France au citoyen Noblet, receveur des postes à Bouguenais.

A.M.I. 46. Lettre, 15 ventôse an 6 (5 mars 1798).

Renée NORMAND née Liote.

A.M.I. 47. Non daté.

Françoise NOTIN née Rochet. Originaire de l'île de Ré (1796). Une caféière à Petit-Goave. Passa au Havre en 1792 avec son mari et un enfant. Elle travaillait à Nantes comme « laveuse » et habitait rue Pigalle.

A.M.I. 45. Passeport du Havre à Nantes (25 août 1792).

Certificat de l'hôpital « l'Égalité », 5 germinal an 2 (25 mars 1794).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Citoyen NOYAUX réfugié de Saint-Domingue. Marié, père de trois enfants dont une fille aliénée mentale. Travailla comme commis de la commune de Nantes. Il s'embarqua avec sa fille en l'an 10 pour regagner Saint-Domingue conformément à l'arrêté pris par le gouvernement. Il était propriétaire d'une indigoterie et d'une caféière. Mais le *Félix* sur lequel il était monté relâcha à Lorient. Après six mois d'attente dans ce port, il revint à Nantes.

En 1844, la veuve Noyaux demande des secours extraordinaires pour elle et pour sa fille malade mentale.

A.D.P. 117. Lettre, an 11.

Agathe ODEBERT née dans la Charente vers 1758. Célibataire. Arrivée à Nantes en 1790 venant de Port-au-Prince où elle était propriétaire d'un magasin de blanc. Habitait à Nantes, place Delorme.

A.D.P. 117, an 8.

Louis-René OLIVIER né en 1762. Marié à Saint-Domingue en 1789, et passé au Havre avec son épouse et un enfant. Co-

propriétaire d'une maison au Cap-Français, d'une caféière à Petit-Saint-Louis. Il habitait dans la rue Jean-Jacques Rousseau à Nantes. Un de ses fils partit pour l'île en 1806.

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Jean-Baptiste OLLIVE propriétaire au Grand-Morne. Cinq enfants.

A.D.P. 117. Non daté.

Marthe-Ursule OSMOND née aux Cayes. Mère de deux enfants dont une fille infirme. Propriétaire d'une habitation au Cap-Tiburon. Arrivée à Nantes le 31 août 1791.

A.M.I. 45. Attestation d'habitants, 13 brumaire an 3 (3 nov. 1794).

Attestation de la marine, 3 frimaire an 3 (23 nov. 1794).

Bernard OSHIEL éloigné de Paris comme beaucoup d'autres colons venus dans la capitale sous l'Empire.

A.D.P. 117. Lettre d'un conseiller d'État chargé de la police générale (1807).

Augustin OURY. A.D.P. 117.

PALIÈRE DESCARRIS infirmier.

A.M.I. 45. Certificat du district de Paimbœuf, 11 thermidor an 3 (29 juillet 1795).

Jean-Marie et Augustin PANHELEUX nés à Redon. Réfugiés de Saint-Domingue. Ils embarquèrent à Baltimore pour Nantes où ils arrivèrent le 11 messidor de l'an 2 (29 juin 1794). Jean-Marie était tailleur d'habits, son frère charron. Le premier passa avec son épouse aux Cayes en l'an 10 sur la *Confiance*.

A.M.I. 45. Pétition au représentant, 14 pluviôse an 3 (2 fév. 1795).

Bulletin de secours, 11 brumaire an 5 (1^{er} nov. 1796).

Claude PAQUET né aux Cayes en 1778. Passé en France en 1791 sur le *Henri IV*. Il fut aidé à Nantes par « quelques-uns des amis de son père », dont il ne recevait aucune nouvelle. Parmi ses bienfaiteurs, le correspondant Vilmain (chapitre II).

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

Louis et Élisabeth PAPINEAU nés à l'île à Vaches, quartier des Cayes, où leurs parents tenaient un magasin de « mar-

chandises sèches ». Les enfants débarquèrent à Paimbœuf en 1792 et furent accueillis par leur grand-mère, la veuve Priou demeurant à Nantes. A leur arrivée, Louis et Élisabeth étaient âgés respectivement de 7 et 5 ans. Ils passèrent à Saint-Domingue en l'an 10 sur la *Confiance* (chap. II).

A.M.I. 45. 13 frimaire an 3 (3 déc. 1794).

A.D.P. 117. Formulaire, an 8.

Attestation de passage, an 10.

Jean-Baptiste-Augustin PARIR et son épouse. Déportés de Saint-Domingue (chap. IV).

A.M.I. 45. 24 frimaire an 3 (14 déc. 1794).

Jean PARRAN arrivé en 1788, propriétaire d'une dépendance à Saint-Marc, d'un mobilier affermé 2.500 livres par an en 1792 et d'une forte créance sur le précédent fermier.

A.M.I. 45. Non daté.

Henry PARRAN né à Nantes en 1760. Réfugié de Saint-Marc et arrivé à Brest qu'il quitta pour Nantes les premiers jours de frimaire de l'an 3.

A.M.I. 45. 1^{er} frimaire an 3 (21 nov. 1794).

Pierre PATTIER né à Nantes vers 1780. Habitant à Léogane. Son occupation : « garçon de confiance ». Débarqué à Brest (chap. II).

A.M.I. 45. Passeport de Brest à Nantes, 18 pluviôse an 3 (6 fév. 1795).

Georges et Alexis PAULIN nés dans le quartier des Cayes en 1780 et 1781 passés en France en 1787. Leur père Georges-Alexis Paulin abandonna sa propriété de Cavaillon les premiers jours du mois de janvier 1792 pour se réfugier dans la ville des Cayes. Il était accompagné de sa femme et de sa fille. Ses plantations furent ravagées, et après plus de six mois d'attente, il décida le passage en France où il arriva le 1^{er} juillet 1792. En 1806, ce colon touchait encore les secours puisqu'il était déclaré comme indigent.

A.M.I. 45. Lettre, 9 pluviôse an 3 (29 janv. 1795).

A.D.P. 117. Lettre, 1806.

Perrine-Antoinette PELLERIN née à Nantes en 1755. Son mari était chirurgien et avait établi un hôpital au Grigni, près du Cap-Français. Elle ne demeura que quelques années dans la colonie et s'embarqua sur l'*Olympe* le 26 avril 1792.

A.M.I. 46.

A.D.P. An 8.

Eugénie PÉPIN née Chassereau. Son mari était commis-aux douanes.

A.D.P. 117. Non daté.

Jacques-Yves et Michel PERDREAU habitaient la rue Pope à Nantes. Indigents.

A.D.P. 117. Certificat d'indigence, 1806.

Louis-Bernard PERRAUD (ou Perrot) né à Léogane vers 1773. Propriétaire d'une portion d'habitation au quartier des Cayes-Saint-Louis. Il débarqua à Vannes en 1789, venu en France pour rétablir sa santé : il est infirme d'une jambe.

A.M.I. 45. Lettre au représentant, pluviôse an 3.

Jean PERRICHE né au Port-au-Prince vers 1799. Orphelin, envoyé à Nantes par son oncle qui le confia à son correspondant, Julien Rucher (chap. II).

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 28 germinal an 3 (17 avril 1795).

Bulletin de secours, 15 brumaire an 5 (5 nov. 1796).

PERROCHEAU veuve, réfugiée de Saint-Domingue, les secours qu'elle reçoit sont augmentés en 1837 en raison de son âge et de son infirmité.

A.D.P. 117. Lettre, 1837.

PERROY propriétaire à Saint-Domingue.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 germinal an 3 (6 avril 1795).

Jeanne PESNEAU née Mosnier en 1738. Une caféière aux Sourcailles, près de Port-au-Prince. « Dans la plus affreuse indigence » à Nantes où elle était passée en 1788.

A.M.I. 45. Lettre, 28 nivôse an 3 (17 janv. 1795).

Demande de secours, 2 nivôse an 3 (22 déc. 1794).

Jeanne PÉTIGNY femme de couleur. Une fille, née vers 1785. Arrivée à Bordeaux, passée à Nantes, puis à Parthenay.

A.M.I. 45. Passeport, 22 thermidor an 4 (9 août 1796).

Louis PETITPAS. A.D.P. 117.

PEU fournit en l'an 11 un certificat médical prouvant qu'elle n'est pas en mesure de s'embarquer pour les îles.

A.D.P. 117. An 11.

Charles PHILIPPE, née au Cap.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 18 brumaire an 3. (31 octobre 1794).

Joséphine PICARD, née au Cap-Français en 1776. Réfugiée de Saint-Domingue sur la *Jeune Sophie* ; arrivée le 15 novembre 1793 (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, an 3.

PIEL LATOUR, 5 enfants dont Modeste-Caroline (1777), Pierre-Victor (1779), tous nés au Cap-Français.

A.M.I. 45. Lettre au représentant du peuple, 28 ventôse, an 3 (18 mars 1795).

Charlotte PILAT, née Lobin au Cap-Français en 1756. Propriétaire à Saint-Domingue, mais aussi au Leroux où ses terres ont été brûlées.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant Van Neumen, junior, 21 brumaire an 3 (3 novembre 1794).

Louise PIONNEAU, orpheline. Ses parents décédés au Cap, le citoyen Porquin, tuteur de la jeune fille la fit passer chez sa sœur, la femme Bidochon qui, sans moyens, la remit à Anne Marchand, bisaïeule de l'enfant.

A.M.I. 45. Attestation du commissaire Bienveillant, 12 ventôse an 3 (2 mars 1795).

PIRAME, homme de couleur, né aux Cayes-Saint-Louis. Arrivé le 13 fructidor de l'an 2 (30 août 1794) sur le *Thomas Chakley*.

A.M.I. 45. 21 nivôse an 3 (10 janvier 1795).

Jacques POINTEAU, né à Château-Gontier en 1755. Tailleur. Arrivé à Nantes sur le *Thomas Chakley*.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 burmaire an 5 (30 octobre 1794).

Anne POIRIER, née Bigeau en 1712. « Avait pour unique ressource avant la dévastation de Saint-Domingue une rente viagère de mille livres » que lui devait le citoyen Cottineau, et sa femme, née Mocquet. Cette femme habitait la France avant les troubles.

A.M.I. Lettre pour secours, 23 germinal an 3 (12 avril 1795).

Alexandre POIRIER, né aux Ormes, dans la Vienne. Menuisier. Réfugié à Philadelphie, puis à Nantes.

A.M.I. 45. Certificat du consulat de Philadelphie. 1^{er} nivôse an 4 (22 décembre 1795).

Étienne POIRIER, né à Maribaroux en 1768. Passé à

Philadelphie, débarqué à Nantes le 15 novembre 1792. Instituteur.

A.M.I. 45. Demande de secours, 22 pluviôse an 3 (10 février 1795).

Henriette POPES, originaire de l'île de Curaçao, née vers 1775. Réfugiée du Cap à Norfolk lors de l'incendie, embarquée là le 14 germinal de l'an 2 (3 avril 1794) et arrivée à Nantes le 27 messidor (15 juillet).

A.M.I. 45. Attestation de la marine, 21 brumaire an 3 (3 novembre 1794).

Catherine-Renée POTOU, née Mahée, au Boucassin, près de Port-au-Prince. Réfugiée à Nantes en 1793. Son mari : chef de bataillon en Italie.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, nivôse an 5.

Anne POULLE, née Meyrac en 1760. Propriétaire de deux cafésières à l'Arcahaye et dans les mornes de la Croix-des-Bouquets. A toujours vécu en France.

A.D.P. 117. Formulaire an 8.

Guesdon POUPARTIÈRE, déporté à « cause de son patriotisme » sur les ordres de Blanchelande, alors gouverneur de Saint-Domingue. A Nantes, il se joignit à la cavalerie nantaise chargée de s'opposer aux révoltés. Il fut blessé lors de sa première sortie à Saint-Sulpice : un coup de pied de cheval lui valut quelque 23 jours de repos ! Le district de Montaigu le chargea de prendre le commandement de la garde nationale quand les « brigands » furent sur le point de pénétrer dans la ville (13 mars). Il les défit sur la route de Clisson, mais une deuxième rencontre eut lieu, à son désavantage cette fois. Les révoltés l'emprisonnèrent.

Cet Américain demanda des secours après que Blanchelande fut jugé et condamné à Paris (chap. IV).

A.M.I. 45. Lettre au représentant du peuple, 9 brumaire an 3 (30 octobre 1794).

POYDRAS, née vers 1722, décédée au mois de prairial de l'an 5. Son fils, marié à Françoise Guilleme, est mort à Saint-Domingue. Sa femme partit pour Saint-Marc en 1791 pour recueillir ce qui lui revenait, mais dut abandonner l'île pour se réfugier chez sa mère. La veuve Poydras avait également une fille, Sophie, mariée au citoyen Guillet qui réclama deux mois de secours supplémentaires pour payer les dépenses occasionnées lors du décès de sa belle-mère.

A.M.I. 45. 24 prairial an 5 (12 juin 1797).

PRÉBOIS, mère de sept enfants. Son mari, descendant de colons américains. Elle demanda en 1859 la réversibilité à son profit des secours auxquels avait droit son mari.

A.D.P. 117.

Louis, Maurice et Alexandre PRONZAT, nés à Saint-Marc. Louis arriva à Nantes en 1789, ses deux frères en 1792. Le correspondant : Richard Pivredière (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours non datée. Attestation du correspondant, 4 pluviôse an 3 (23 janvier 1795).

PROSPER, Africain « né à la Côte d'Afrique ». Marié à Sophie, femme noire. Venue du Cap-Français avec la citoyenne Vaugelade débarquée à Bordeaux au mois de janvier 1793. Elle fut abandonnée par sa maîtresse à Nantes. Prosper avait obtenu l'autorisation de quitter Saint-Domingue en frimaire de l'an 4 par Toussaint Louverture. Il accompagnait en France le citoyen Viart, qu'il quitta une fois arrivé en France.

Marié à Nantes. Sa femme travaillait comme laveuse ; lui, perruquier et commissaire dans la colonie, n'avait pas de travail à Nantes.

A.M.I. 45. Lettre, 19 frimaire an 4 (10 décembre 1795).

A.D.P. 117. Formulaire non daté.

Étienne-Vincent PUSTERLE, né au Cap-Français en 1753. Arrivé à Nantes en 1776. Marié à Élisabeth-Blanche Lecarpentier, père de 8 enfants. Propriétaire au Cap-Français d'une moitié de sucrerie et du cinquième de deux maisons dans le quartier de Limonade. Il dut mourir vers 1860 car ses enfants demandèrent alors la réversibilité à leur profit.

A.D.P. 117. Lettre, 1854/1860.

Pierre-Félix PUSTERLE, 8 enfants, employé dans les douanes.

A.D.P. 117. Lettre, 1834.

Pierre-Jean RABOTEAU, né à La Rochelle. Sa femme née Poirier, vers 1772, est réfugiée de Saint-Domingue où son mari est resté avec le général Ferrand. Il possédait dans l'île plusieurs habitations à Maribaroux et à l'Artibonite.

A.D.P. 118. Formulaire, an II.

RAHIER, née Salaun en 1758, mère de deux enfants nés en 1782 et 1787. Son mari demeurait à Saint-Domingue, quartier de la Marmelade, près du Cap-Français.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 15 pluviôse an 3 (3 février 1795).

Mathurin RAMÉE, né à Nantes en 1757. Réfugié du Cap-Français lors de l'incendie.

A.M.I. 4 frimaire an 3 (24 novembre 1794).

RÉVILLON, une fille « hospitalière quand l'hôpital de la Réunion était régi laïquement. »

A.D.P. 118. Lettre non datée.

Claude RÉGNIER, né en Beaujolais vers 1761. S'est enfui de Saint-Marc pour échapper à la domination anglaise. Passa à Baltimore, puis à New York. Il débarqua à Bordeaux en l'an 3, vécut à Ancenis (chap. IV).

A.M.I. 45. Attestation du consul de New York, 13 messidor an 3 (1^{er} juillet 1795).

Attestation de membres du canton d'Ancenis, 17 frimaire an 5 (7 décembre 1796).

François RÉMON, déporté de Saint-Domingue. Embarqué à Norfolk sur le grand convoi de Vanstabel.

A.M.I. 45. 29 nivôse an 3 (18 janvier 1795).

Joseph-Cyprien REYNAUD, très âgé à son arrivée à Nantes le 14 novembre 1792 avec sa femme et ses enfants : deux filles. Il habitait Saint-Domingue depuis 1736. Ses propriétés étaient faites d'une sucrerie aux Cayes, d'une petite place dans le morne pour vivres et bois. Cet homme était handicapé : « Il voit à peine pour se conduire » et se déplace avec difficulté. » (Voir Sanite).

A.M.I. 45 non daté.

A.D.P. 118. Formulaire, an 10.

Marie-Anne REYNAUD SAINT-FÉLIX, née Lejeune à Saint-Domingue vers 1760. Une sucrerie aux Cayes, six enfants.

A.D.P. 118. Formulaire, an 8.

Charles RICHARD, né en Provence vers 1761. Réfugié du Cap-Français. Perruquier-parfumeur. Célibataire.

A.M.I. 45. Passeport, 16 thermidor an 3 (3 août 1795).

Élisabeth RIGAUD, née Simon vers 1732. A toujours habité la France, mais la veuve Thomaré, née Giraud lui devait une « pension alimentaire » que lui apportait avant les troubles, Voizin Lamy, capitaine de navire.

A.D.P. 118. Lettre du capitaine de navire.

RION, demoiselle, « dame de charité ». Admise au secours en 1836.

A.D.P. 118. Lettre 1839.

RIVIÈRE, née à Port-au-Prince où étaient ses propriétés. Son mari s'était réfugié aux États-Unis. Trois enfants l'accompagnaient à Nantes : Fanny, Sophie et Jules.

A.M.I. 45. Lettre, 22 brumaire an 3 (12 novembre 1794).

Pierre ROBERT, né en 1766, sa femme en 1781. Passés à Saint-Domingue en l'an 10, victimes de la fureur des Anglais, faits prisonniers et gardés à la Jamaïque pendant deux mois. Pierre Robert habite avec sa femme et un enfant chez sa belle-mère, rue Sarrasin à Nantes.

A.D.P. Lettre, an 14.

Anne-Toinette ROBILLARD, mulâtresse, née à Port-au-Prince, Anne-Toinette Foulon. Habitait à Nantes depuis 1769. s'inscrivit en l'an 11 pour passer à Saint-Domingue.

Jean-Simon ROBINET, né en 1751, marié à Élisabeth Moreau. Arrivé à Nantes le 30 janvier 1792 sur le *Père de famille*, avec leurs quatre enfants et une négresse « de la côte d'Angola », Fauvette. Ces Américains possédaient des biens dans le quartier de l'Arcahaye.

Ils prirent demeure à Vertou. Mais une insurrection au mois de mars 1793 ruina le citoyen Robinet qui se trouva obligé de demander des secours et de ne pas garder dans sa famille la jeune femme de couleur.

A.M.I. 45. Attestation, 3 frimaire an 3 (23 novembre 1794).
Bulletin se secours, 15 brumaire an 5 (5 novembre 1796).

A.M.I. 44. (Fauvette 8 frimaire an 3 (28 novembre 1794).

Félicité ROBION, née à Saint-Nicolas de Nantes vers 1770. Ses sœurs se prénommaient Désirée (1764), Marie (1767), Chantal et Bonne (1774). Leur aïeule est veuve Bonnel, née Louise-Rose Robion. La famille possédait une sucrerie au Trou-Bordet et une caféière à Maribaroux. Félicité Robin déclarait posséder à la Chevalière une terre incendiée pendant la guerre de Vendée.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 20 nivôse an 3 (9 janv. 1795)

A.D.P. 118. Lettre non datée.

Pauline ROGER, née Lassègue. Un fils né vers 1793. De pasage pour Saint-Domingue en l'an 10. Les secours qui lui

sont dus sont accordés avant son départ, ainsi que le demandait le ministre de l'Intérieur.

A.D.P. 118. Lettre du ministre de l'Intérieur, 29 germinal an 10.

ROSSIGNOL, né à Saint-Domingue vers 1783. Orphelin. (19 avril 1802). Arrivé le 14 messidor de l'an 2 (2 juillet 1794). Habita à Nantes, place Buffon, chez un rentier, Pierre Gruau (chap. II).

A.M.I. 45. Pétition de Pierre Gruau, 22 pluviôse an 5 (10 février 1797).

Claude ROUSSEAU, né en Seine-et-Oise. Il était caporal-fourrier au 18^e régiment d'infanterie. Débarqué à Bordeaux le 12 ventôse de l'an 3.

A.M.I. 45. Attestation de la marine 12 ventôse an 3 (2 mars 1795).

ROUSSEAU DE LA GAUTRAIE. Marié en 1819, donc sans droit pour l'obtention de secours après la mort de son mari, en 1840.

A.D.P. 118. Lettre, 1840.

Louis et Hyppolite ROUSSEAU. L'ainé, Louis, était né dans la région des Cayes en 1777 ; son frère, originaire du même quartier, avait sans doute quelques années de moins. Ils habitaient Nantes depuis le 23 juin 1788, venus pour leur éducation à la charge du correspondant Vilmain.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant Vilmain, du 14 ventôse an 3.

Louise-Jacqueline ROUSSEL, née Colombier en 1745. Elle s'était mariée dans la colonie et habitait à Nantes depuis 1785. avec un enfant. Deux magasins à la Petite-Anse, près du Cap-Français.

A.D.P. 118. Certificat du négociant, an 8.

Marie-Thérèse et Orsin ROUSSET, nés à Saint-Marc et âgés approximativement de 11 et 12 ans lors de leur arrivée à Nantes le 10 octobre 1791, sur l'*Artibonite*. Ils étaient en pension chez la citoyenne Corran, à la charge du correspondant Lemasne (chap. II).

A.M.I. Attestation de débarquement, 5 germinal an 3 (25 mars 1795).

Attestation du correspondant 1^{er} germinal an 3 (21 mars).

ROUSSETIN, chargé d'une « nombreuse famille ». Habituait Angers. Après un avis du préfet invitant les colons américains à regagner les colonies, il demande à partir.

A.D.P. 118. Lettre, an 10.

Suzanne ROUX, née à Léogane vers 1776. Orpheline. Envoyée à Nantes par son tuteur. Elle habitait chez la citoyenne Garnier, rue du Chapeau-Rouge (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 6 ventôse, an 3 (24 fév. 1795)

Aimée RUESSE, née vers 1776.

A.M.I. 45.

SABRAN, né vers 1773.

A.D.P. 118. Lettre 1801.

SAILLANT, réfugié de Saint-Domingue. Demande au mois de thermidor de l'an 9 des rations et des vivres pour « sa subsistance et celle de sa famille ». Mais sa demande est refusée vu un arrêté du premier consul du 3 thermidor de l'an 9 ((22 juillet 1801) qui interdit aux magasins de la marine de faire de telles distributions.

A.D.P. 118. Lettre du 19 thermidor an 9 (7 août 1801).

Jeanne SAINT-FÉLIX, mère de six enfants, dont l'un est au service en Moselle. Venue des Cayes à Nantes où elle débarqua le 14 novembre 1792.

A.M.I. 45. Extrait des registres du directoire, 12 nivôse an 3 (1^{er} janvier 1795).

Marie-Anne SAINT-FÉLIX, née à St-Domingue vers 1769.

A.M.I. 45. Bulletin de secours, 1^{er} thermidor an 4 (19 juillet 1796).

SALIMBERIE, venue de Saint-Domingue. Décédée en 1837.

A.D.P. 118. Lettre 1837.

Marie-Joseph SALLE, de couleur, venue de l'îlet à Pierre-Joseph. Couturière sans emploi en France.

A.D.P. 118 non daté.

Demoiselle SAMOURAL, née vers 1760.

A.D.P. 118. Lettre 1839.

SANITE, femme de couleur, née dans la plaine des Vaches. Arrivée le 15 novembre 1792 avec le citoyen Reynaud. Elle est blanchisseuse. (Voir Joseph-Cyprien Reynaud et Maximin).

A.M.I. 45. Attestation, 24 nivôse an 3 (13 janvier 1795).

Lettre pour secours (idem).

A.M.I. 46. 14 ventôse an 8 (5 mars 1800).

Marie-Jeanne SANNON, née à Nantes vers 1760. Débarquée à Nantes le 15 août avec son fils : elle venait en France pour rétablir sa santé avec l'espoir de repartir le plus vite possible. Elle habitait le Cap-Français depuis 1772 environ.

En l'an 10, passage sur l'*Élisabeth*, avec son fils aîné, âgé de 17 ans.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 21 brumaire an 3 (11 novembre 1794).

A.D.P. 118. Attestation, an 10.

Amable SANTO DOMINGO, né à Nantes en 1741. Ex-capitaine de vaisseau. Trois enfants.

A.D.P. 118. Lettre, an 13.

Marie-Charlotte SANTO, née Jaunay à l'Artibonite en 1772. Embarquée, elle faillit se perdre avec le navire dans les environs de l'île de la Providence. L'heureuse rencontre d'un navire lui permit de gagner les États-Unis, puis La Rochelle. Son mari est réfugié en Amérique du Nord.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 22 brumaire an 3 (12 novembre 1794).

Jeanne SANSON, née Texien, en 1751. Une fille Renée, âgée de 17 ans en l'an 7. Son mari habitait Saint-Domingue où il était « fournisseur de navires marchands et constructeur ». Il possédait un magasin de bois et de goudron. Cette femme était passée à Nantes en 1792 avec sa fille.

A.D.P. 118. Attestation de colons réfugiés, an 7.

Désiré SAUMON, enfant mulâtre. Arrivé à Bordeaux en l'an 5, venant de Philadelphie. né en 1785. Fit son apprentissage comme menuisier.

A.D.P. 118. An 8

Jean-Charles SAVARIAN, né vers 1767, son épouse et quatre enfants. Il se réfugia à Cuba avec sa femme et trois enfants. Le quatrième, Amédée-Florent, avait été envoyé chez sa tante, à Baltimore. Cette famille dut quitter Cuba vu « le peu de moyens qui lui restaient » pour se retirer à Nantes chez un de leur parent, demeurant au numéro 2, place de l'Argillère. Jean-Charles Savarian demande que deux de ses enfants soient placés dans des lycées.

En 1817, il est directeur des contributions indirectes de Chateaubriand. Il réclame les bienfaits du roi. Il dut mourir en 1831, puisque sa femme essaya de faire admettre ses droits

à un secours : sa famille possédait en effet une caféière à la Croix-des-Bouquets.

A.D.P. 118. Lettre, an 10. 1817/1831.

Roland-Benoît SAVARIAN, fils de Pierre-Charles Savarian, qui fut chirurgien à Port-au-Prince. Né en 1780. Son grand-père maternel — le citoyen Mombos — à la mort de Pierre-Charles Savarian, confia l'enfant à un Américain passant en France.

A.M.I. 45. Lettre d'Américains, 30 pluviôse, an 3 (18 février 1795).

Clémence-Élisabeth SAUERWALD, née Borin. Habita la France avant les troubles et ne reçut aucun fond à partir de mars 1792. Cette dame mourut en 1838, mais sa fille, dame Chassin, put obtenir la réversibilité. En 1871, en raison du grand âge de cette femme, les secours furent augmentés.

A.D.P. 118. Lettre. 1819/1938/1871.

Michel-François SEBIRE né dans la Manche en 1766. Pris par les Anglais une première fois en allant du Cap-Français à Philadelphie. Il débarqua à La Rochelle le 28 brumaire de l'an 2 (18 nov. 1793) et monta sur une chaloupe de l'île d'Yeu pour aller à Nantes. Un corsaire anglais les arrêta sur le chemin pour les dépouiller de tous leurs bagages.

Cet Américain était marchand au Cap-Français où il tenait une papeterie. Il repassa en l'an 10 avec sa femme et deux enfants sur l'*Élisabeth*.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 11 nivôse an 3 (31 déc. 1794).

Attestation de la marine, 15 frimaire an 2 (5 déc. 1795).

A.D.P. 118. An 10.

Barthalemy SEHEULT né à Nantes en 1765. Passé de Port-au-Prince à New York pour y rétablir sa santé. Il vint après à Bordeaux.

A.M.I. 45. Lettre, 24 fructidor an 2 (10 sept. 1794).

SENTUARY décédé en 1737, sans héritier.

A.D.P. 118.

Pierre SEQUIN né au Cap-Français, réfugié à Philadelphie avec sa femme et ses trois enfants. Il vint en France avec sa famille, et la « Sénégalaise » Dindonné (voir Dindonné).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Séance du Directoire, 13 frimaire an 3 (3 déc. 1794).

Arnaud SERIN, deux enfants. Passé à Nantes en l'an 2.
Une bijouterie et une quincaillerie au Cap-Français.
A.D.P. 112. 25 mars 1806.

Antoine SERIN DE LA CORDINIÈRE né à Luçon en 1760. Trois enfants. Une habitation au Cap-Français.
A.D.P. 118. An 11.

SIMON né en 1755. Débarqué à La Rochelle en l'an 11.
Une caféière au Corail à Saint-Domingue. Cinq enfants et un neveu l'accompagnaient en France. Sa profession : charpentier.
A.D.P. 118. An 11.

Marie-Jeanne et Alexandre SORIN nés à l'Îlet à Pierre-Joseph en 1780 et 1782. Venus à Nantes en 1787 pour leur éducation ; leur père fut tué pendant les troubles de Saint-Domingue et leur mère décéda à Nantes en 1792. Leur correspondant et tuteur, Jean-Jacques Sertorius les prit alors en charge (chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 7 germinal an 3 (27 mars 1795).

Marie-Sophie SOYER née Lapointe à Nantes en 1763. Propriétaire d'un établissement de bains publics et d'un café. Elle se maria dans la colonie ; mère de deux enfants. Réfugiée à Baltimore, elle passa à Bordeaux en l'an 5.

De passage pour Saint-Domingue en l'an 10 sur l'*Élisabeth*.
A.D.P. 118. Formulaire, an 7.

Attestation, an 10.

SUZON mulâtresse. Son père, Hervé La Bouche après son arrivée en France s'était acheté une terre à Sainte-Pazanne. Mais il se remaria en France, et chargé de nouveaux enfants, il abandonna la jeune fille.

A.D.P. 118. Lettre, nivôse an 8.

TABOUREAUX née Jeanne Frémont. Veuve. Tenta de passer en l'an 10 à Saint-Domingue sur l'*Aimable Thérèse*. Les secours lui sont refusés en 1816 car elle possédait des vignes dans le Languedoc.

A.D.P. 118. Attestation d'embarquement, an 10.
Lettre, 1816.

Marie-Françoise TARDIVEAU envoyée par ses parents chez Jean-Baptiste Lemasne et Jean Praud négociants à Nantes, en 1781, accompagnée de trois frères. Deux sont au service

dans la marine et « aux frontières ». Le troisième est mort alors qu'il était caporal-major attaché au bataillon de Nantes.

Cette jeune Américaine fut retirée d'une maison d'éducation pour aller chez la citoyenne Frétier « en apprentissage de tailleur pour femme ».

A.M.I. 45. Lettre pour secours non datée (pluviôse an 3).

Attestation des correspondants, 15 pluviôse an 3 (3 fév. 1795).

Augustin TESSIER né vers 1773, marié à Marie Recotillon née vers 1774. Officier de santé dont les parents étaient propriétaires d'une guildiverie au Haut-du-Cap. Habitant à Nantes « sur la Fosse ». En l'an 10, de passage pour Saint-Domingue sur l'*Élisabeth*. Augustin Tessier avait été déporté de l'île : débarqué au Havre le 4 thermidor de l'an 4 (22 juillet 1796) il alla à Orléans, puis à une date indéterminée à Nantes (chap. IV).

A.M.I. 45. Passeport, 5 thermidor an 4 (23 juil. 1796).

A.D.P. 118.

TEXIER DE LOUVARDIÈRE née Liboult de la Barrosière. Son mari est infirme. (Voir Libault).

A.D.P. 118. Lettre, 1841.

Élisabeth THIBEAUX née en 1765, venue à Bordeaux avec une négresse, Marie-Louise, née en 1779 et trois enfants : Émile (1787), Louisonne (1788) et Philippe (1792). Son dernier enfant Stanislas est né vers le 13 juin 1795.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 1^{er} messidor an 3 (19 juin 1795).

THIBODEAU réfugiée de Saint-Domingue. Les arrérages sont donnés aux enfants en 1851.

A.D.P. 118. Lettre, 1851.

Antoinette DE LA TOISON secourue en 1829.

A.D.P. 118.

THOMARAI veuve, née à Ligueil en Maine-et-Loire en 1746. Arrivée à Brest venant de New York. Mariée en France. Tenait à Saint-Domingue une sorte d'auberge et un magasin de comestibles. En l'an 10, elle tenta de passer à Saint-Domingue. Le comité de colons notables ne lui reconnaît aucune propriété en 1816. (Voir Rigaud).

A.D.P. 118.

Claude THONIN réfugié de Saint-Domingue où il était

colon. Né en 1758. Il arriva à Brest le 15 pluviôse de l'an 3 (3 fév. 1795).

A.M.I. 45. 18 pluviôse an 3 (6 fév. 1795).

Anne-Marie THOUIN née Robert au quartier de Grand-Goave. Veuve. Venue en France vers 1789 avec deux filles. Son correspondant à Nantes : le négociant Guillon.

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 5 pluviôse an 3 (24 janv. 1795) ; Lettre pour secours, 7 pluviôse an 3 (26 janv. 1795).

Pierre THUET réfugié de Saint-Domingue.

A.M.I. 45. 21 messidor an 4 (9 juil. 1796).

TIREAUX née Gagneaux. Veuve. Reçoit des secours en 1839.

A.D.P. 118.

Sophie TOIRAC et sa sœur Attalante. Sophie née en 1786 était originaire, comme sa sœur, des Cayes où ses parents possédaient une sucrerie et une caféière. Arrivées à Nantes en 1792. (chap. II).

A.D.P. 118. Formulaire, an 8.

Julienne TOUPOT née Bouvet. Déportée. Son mari était capitaine d'infanterie. (Chap. IV).

A.M.I. 45. 18 nivôse an 7 (7 janv. 1799).

Marie-Geneviève Tournes née aux Cayes du Fond de l'île à Vaches en 1777 dans la propriété de ses parents. Venue en France en 1789, adressée au citoyen Reverrier, correspondant, par le tuteur de la jeune fille, Delaval. Le correspondant plaça la jeune créole dans une maison d'éducation, puis la retira pour la garder chez lui par économie. (Chap. II).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

TREMEREUCE veuve de Charles Tremereuc.

A.D.P. 118.

Jeanne-Françoise TRICHER née Carré en 1737. Originaire de France puisqu'elle n'a jamais habité les colonies. Une indigoterie au Moustique et une caféière au Môle Saint-Nicolas.

A.D.P. 118. 10 frimaire an 9 (1^{er} déc. 1800).

TRINQUART née Magnan. Veuve. Accueille en 1835

sa sœur et ses deux enfants venant des États-Unis. Décès en 1838.

A.D.P. 118. Lettre, 1835-1838.

Adélaïde, Jean-Louis et Joséphine TRUBLET débarqués à Nantes le 4 juillet 1792 venant de Mirogoane. Ils logeaient chez la veuve Aubry.

A.M.I. 45. Lettre, 21 prairial an 5 (9 juin 1797). ; Lettre à la municipalité, 1^{er} brumaire an 5 (22 oct. 1796).

Jeanne TUFFET habitait aux Cayes. Arrivée avant 1785. Ses correspondants : Guillon et Pivredière.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 11 pluviôse an 3 (30 janv. 1795) ; Attestation des correspondants, 20 nivôse an 3 (9 janv.).

TURPIN veuve.

A.D.P. 118.

Anne-Élisabeth VACON née L'endormy à Nantes vers 1770. Elle habitait au Cap-Français depuis 1786 et fut témoin de l'incendie qui ravagea la ville. Elle embarqua avec son mari sur la *Jeune Sophie* qui les conduisit à Philadelphie. Un parlementaire en partance pour Bordeaux les prit à son bord ; mais la traversée fut pénible : « au banc de Terre-Neuve » cette Américaine perdit son mari. Le bateau fut obligé de relâcher à La Rochelle où la jeune femme resta sept mois chez des « citoyens » qui avaient accepté de l'accueillir. Elle vint à Nantes rejoindre sa famille.

A.M.I. 45. Lettre, 21 brumaire an 3 (11 nov. 1794).

Louis VAISSE né vers 1753. Une fille, Mélanie. Habitait à la Plaine du Nord près du Cap-Français.

A.M.I. 45. Lettre pour secours non datée.

VALABRÈGE née Lavit-Devigne vers 1771. Son mari était officier ; elle reçoit donc une pension, ce qui ne lui permet pas de toucher les secours. Un fils né en 1800 était employé à l'octroi de Nantes et fut mis à la retraite en 1846 parce qu'il était infirme. Les secours furent alors accordés.

A.D.P. 118. Lettre, 1845-1846.

VALADON marié à Marie-Marthe Bruneau. Trois enfants. Arrivés à Nantes le 23 juin 1789 venant de Port-au-Prince. Le citoyen Bruneau et ses enfants habitaient à Tours, mais les secours qui leur avaient été accordés en principe ne leur furent jamais versés, les caisses locales étant vides. Ils eurent plus de chance à Nantes.

A.M.I. 45. 15 brumaire an 5 (4 nov. 1796) ; Attestation de la mairie, 7 prairial an 4 (26 mai 1796).

VALLARAS habitait en Charente-Inférieure.

A.D.P. 118 non daté.

Amélie VAUTHIER née en 1778 dans le quartier des Gonaïves. En pension chez la citoyenne Gros, 4 rue de la Fosse. Son correspondant à Nantes : le négociant Millet.

A.M.I. 45. Lettre, 9 ventôse an 3 (27 fév. 1795).

Margueriete VERGER née Duchon à Nantes en 1760. Mariée en France. Elle était négociante dans la colonie. Deux de ses quatre enfants sont aux États-Unis.

A.D.P. 118. Formulaire, an 11.

VERGER née Sarrazin. A la mort de son mari en 1831, elle continue à recevoir les secours, était admise avec son mari depuis l'examen des titres de propriété le 13 ventôse de l'an 3 (4 mars 1805).

A.D.P. 118. Lettre, 1831.

VERNEUIL venue de New York à Nantes sur le *Franklin* avec trois enfants en bas âge. Famille encore secourue en 1854.

A.D.P. 118. Lettre, 1854.

Jean-Claude VERNIER né en 1772. Réfugié du Cap-Français. Venu en France sur le *Washington*.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1791).

Laurent VERNIER marié. Un enfant né en 1790. Un deuxième enfant dut naître au mois de frimaire de l'an 3. Famille venue du Cap-Français.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Marguerite LAVIGNE épouse de Verret, née en Louisiane vers 1760-65). Mère d'une enfant. Propriétaire d'une cotonneraie à l'Artibonite, co-propriétaire de plusieurs maisons à la Petite-Anse. Arrivée à Nantes sur le *Superbe* le 27 juin 1792. Elle voulut repartir en l'an 9 après avoir demandé de l'argent au préfet.

A.M.I. 45. Attestation de la marine, 26 thermidor an 6 (13 août 1798).

A.D.P. 118. Formulaire, an 8.

Élisabeth VIART née Guchan à Saint-Marc, Réfugiée à Nantes et arrivée le 21 mai 1792 sur le *Louis Marie*. Elle a la charge de son neveu Jean-Baptiste Guchan né vers 1786 dont la mère est décédée et qui lui a été confié par son père resté à Saint-Marc.

A.M.I. 45. Lettre au représentant Ruelle, 5 frimaire an 3 (25 nov. 1794).

Edmond VIELLE né à Lyon vers 1756. Réfugié du Cap-Français où il était marchand de tabac. Venu de Philadelphie à Nantes le 6 brumaire de l'an 3 (27 oct. 1794) sur le *Washington*.

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 17 brumaire an 3 (7 nov. 1794).

Geneviève VILLARD née La Rochelle en 1736. Elle habitait à l'Artibonite avant de passer en France vers 1776. Propriétaire à Saint-Marc d'une indigoterie-cotonneraie dont elle ne reçoit aucun fonds depuis 1792 : son habitation était en ferme « pour le compte de la République ». Elle affirme être obligée « de se dépouiller de ses effets pour pourvoir aux besoins les plus pressants ». Elle était accompagnée de sa belle-sœur, Élisabeth Mazeau, de sa fille Geneviève Villard mariée au citoyen Bernard décédé. Cette dernière avait un enfant, Auguste Bernard né en 1790.

A.M.I. 45. Attestation de Corpron, négociant, 22 nivôse, an 3 (11 janv. 1795) ; Lettre pour secours, 23 nivôse an 3 (12 janv. 1795).

A.D.P. 118. Attestation de Corpron, 12 thermidor an 7 (30 juil. 1797).

Marie-Joséphine et Grégoire VILLEJOINT nés aux Cayes en 1774 et 1778. Envoyés à Nantes par leur tuteur, le citoyen Reynaud. Ils habitaient en France depuis le 19 déc. 1792. Leur correspondant était le négociant Brée. (Chap. II).

A.M.I. 45. Attestation du correspondant, 4 prairial an 3 (23 mai 1795).

Augustin VIOT né à Tours en 1771. Il habitait au Cap-Français. Célibataire. Déporté de l'île.

A.M.I. 45. 27 vendémiaire an 3 (18 oct. 1794).

Marie-Anne WALSH propriétaire d'habitations situées près du Cap-Français. Elle fut incarcérée en France, et volée pendant sa détention.

A.M.I. 45. Demande se secours non datée ; Attestation du correspondant-Prébois, 1^{er} ventôse an 3 (19 fév. 1795).

Geneviève WAMBELL né en 1756. Elle habitait à la montagne des Gonaïves en Saint-Dominique. Les troubles l'obligèrent à quitter la caféière dont elle était propriétaire pour passer en France où elle arriva en août 1792. Ses correspondants à Nantes étaient Lemesle et Montaudouin. Chargée en plus d'un jeune enfant noir appelé André né vers 1783.

A.M.I. 45. 27 ventôse an 3 (17 mars 1795).

Demande de secours, 7 pluviôse an 3 (26 janv. 1795).

WARLOCK née Françoise Le Pigeon en 1754. Son mari dont elle ignorait le sort était propriétaire d'une caféière au quartier de Plymouth. Son correspondant était le citoyen Lincoln.

A.M.I. 45. Séance publique, 16 frimaire an 3 (6 déc. 1794).

François WILLEMENT né en 1760 en Haute-Saône. Réfugié de Jérémie envahi par les Anglais.

A.M.I. 45. 8 brumaire an 3 (29 oct. 1794).

Jean et Jean-Baptiste YVONNET nés dans le quartier de l'Islet à Pierre-Joseph en 1779 et 1785. Soutenus à Nantes par les citoyens Gallvery et Ganges Meade, correspondant (chap. II), voir Pierre Bedor.

A.M.I. 45. 28 ventôse an 3 (18 mars 1795).

YVONNEZ née Gantier en 1772. Habitait le quartier de l'Islet à Pierre-Joseph. Propriétaire de deux caféières, l'une au Grand Boucaud, l'autre au cap Tiburon. Passé en France à Bordeaux en l'an 6. En l'an 10, de passage pour le Port Républicain avec son fils âgé alors de 10 ans.

RÉFUGIÉS OU DÉPORTÉS DE LA GUADELOUPE

Charles ALBERT de la Guadeloupe. Déporté par les Anglais. Embarqué à Nantes sur le *Potomac* le 24 frimaire de l'an 4 (15 déc. 1795) pour retourner aux îles. Le bateau dut rentrer au port après quelques jours de mer (chap. IV).

A.M.I. 40. Dossier n° 5 (États des citoyens déportés des îles du vent pour retourner dans leurs foyers par le navire le *Potomac*) 24 frimaire an 4 (15 déc. 1795).

François ANUBIEN né à Rochefort en 1753. Garde magasin à la Guadeloupe.

A.M.I. 45. Lettre, 20 brumaire an 3 (10 nov. 1794).

Florentin APIAU né à Dax. Déporté de la Guadeloupe (chap. IV).

A.M.I. 44. Lettre au comité de secours, 18 brumaire an 3 (8 nov. 1794).

Jean-Baptiste AUGUSTE né à Venise en Italie. Perruquier à Sainte-Rose, Guadeloupe. Déporté par les Anglais, puis embarqué à Nantes sur le *Potomac* (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Théodore BEAUGÉ né à la Guadeloupe. Charpentier. Déporté par les Anglais.

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Pierre BEAUMANOIR né à la Guadeloupe, demeurant à Sainte-Anne de Basse-Terre. Déporté par les Anglais, (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Joseph BELAIR son frère Pierre BELAIR nés à Pointe-Noire, île de la Guadeloupe. Déportés par les Anglais (chapitre IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Pierre-Marc BOISSELOTE né à Nantes, déporté par les Anglais de la Grande-Terre, île de la Guadeloupe (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Pierre BOMMARTIN déporté de la Guadeloupe par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Etienne CASSARD né à la Guadeloupe. Cordonnier. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

COCO LE NOIR né dans l'île Saint-Martin, charpentier à Basse-Terre, île de la Guadeloupe (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Marie-Françoise CORBET née à la Guadeloupe. Tailleuse. Déportée par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Mathieu COURTIN né à Angers, déporté de la Guadeloupe par les Anglais.

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Claude-Henri DELAPLACE déporté de la Guadeloupe par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 44. Comité de secours, 11 germinal an 3 (31 mars 1795).

Charles DELAUNÉ « déporté des îles sous le Vent » par les Anglais qui le gardèrent en détention pendant 18 mois. Débarqué à Cherbourg le 10 brumaire de l'an 6 (31 oct. 1797) (chap. IV).

A.M.I. 46.

Jean ENGOULVENT né dans la Sarthe en 1758. Veuf. Possédait un magasin à la Guadeloupe ; réfugié aux États-Unis, repassé dans l'île et pris par les Anglais. Débarqué à Lorient le 25 pluviôse de l'an 5 (13 fév. 1797). Il se maria une deuxième fois à Nantes puisqu'il demanda à passer « au Port-Républicain » en fructidor de l'an 10 avec son épouse.

A.D.P. 114. Formulaire, an 8.

Bennoît-Esprit FOURNIER né à Toulon en 1758. Célibataire. Commerçant à la Guadeloupe. Déporté. Arrivé à Nantes en nivôse de l'an 3. Admis aux secours dès son débarquement, mais rayé des listes en l'an 4 puisqu'il trouva un emploi à l'octroi de Nantes.

A.M.I. 46. Lettre, 22 floréal an 4 (11 mai 1796).

A.D.P. 114. An 8.

Louis GERMAIN né à la Guadeloupe. Menuisier. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

François GOUJON né à Basse-Terre, Guadeloupe. Tailleur. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Pierre GUILLARD né à Orvault vers 1764. Déporté de la Guadeloupe, débarqué à Saint-Malo en l'an 2. Il travaillait comme garçon tonnelier.

Repassé à la Guadeloupe en l'an 10 (chap. IV).

A.D.P. 115. Formulaire.

Isidore LARUEPIÈRE né à Pointe-Noire de la Guadeloupe. Maçon à Basse-Terre. Déporté par les Anglais (chapitre IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Pierre LAURENT né à la Guadeloupe. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Jean-Baptiste LAVAUD de la Guadeloupe.

A.M.I. 40. Bulletin de secours, 15 brumaire an 4 (6 nov. 1795).

François LAVIER né à Basse-Terre de la Guadeloupe. Perruquier. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Jean-François LÉON déporté de la Guadeloupe par les Anglais qui s'emparèrent de l'île le 20 avril 1794 (chap. IV).

A.M.I. 45. 2 messidor an 5 (20 juin 1797).

Michel MAUREL de passage sur l'*Achille* pour Pointe-à-Pitre en l'an 10.

Silvain NICOLAS né à la Basse-Terre de la Guadeloupe. Maçon. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Vincent PERROT déporté de Capesterre par les Anglais. Né en Provence (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Toussaint POTTIER de la Guadeloupe.

A.M.I. 45. Bulletin de secours, 15 nov. 1796.

Jean-François RENAUDIN né en 1796. Marié à la Guadeloupe où resta un de ses enfants ; veuf peu de temps après son débarquement à Brest en l'an 2. Il était propriétaire dans l'île d'une maison et d'une petite caféière.

A.M.I. 45. Attestation de notables de Machecoul, 26 messidor an 3 (14 juillet 1795).

A.D.P. 118. Formulaire, an 10.

Pierre RIVIÈRE né à Saumur, déporté de la Guadeloupe par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Étienne THOMAS né à la Guadeloupe. Cordonnier. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

François TOUSSAINT né au Lamentin en Guadeloupe. Tonnelier à Basse-Terre. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

RÉFUGIÉS DÉPORTÉS DE LA MARTINIQUE

Mathias ALEXIS né à la Rivière-Pilote à la Martinique. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Dossier n° 5 (États des citoyens déportés des îles du vent pour retourner dans leurs foyers par le navire américain le *Potomac*) 24 frimaire an 4 (15 déc. 1795).

ALMERAL, déporté de la Martinique par les Anglais. Arrivé à Nantes le 6 ventôse de l'an 3 (24 février 1795). Il trouva un emploi dans les bureaux de l'administration de la marine (chap. IV).

A.M.I. 46. 1^{er} germinal an 9 (22 mars 1801).

Thomas BLAIZE, de la Martinique. Déporté par les Anglais sur l'*Élisabeth*.

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Jean-Baptiste CLÉMENT, né à la Martinique où il habitait à la Grande-Anse. Il fut fait prisonnier par les Anglais en même temps qu'Angélique Clément, peut-être sa mère, veuve et native de Guéméné, en Loire-Inférieure (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Pierre CORBEIL, né à la Martinique, négociant dans l'île. Déporté avec sa femme par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Louis DONNEAU, né au Prêcheur, île de la Martinique. Habitait aux Trois-Rivières. Déporté par les Anglais (chap. IV)

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Pierre-François DUBOIS, né à Saint-Pierre de la Martinique en 1769. Marié. Incorporé dans l'armée dès son arrivée en France. Une habitation à canne à sucre et à café. Il s'embarqua avec son épouse en l'an 10 pour la Martinique.

A.D.P. 114, an 10.

Jean-Jacques DUFFOND, né au Trou-au-Chat à la Martinique. Tailleur. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Pierre-Joseph FLAMENG, né à la Martinique vers 1743. Célibataire.

A.D.P. 114.

Thérèse FOURCADE, née à Saint-Pierre de la Martinique. Bonbonnière. Déportée par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Jean-Didier FOURNIER, né aux Ances-d'Arlet à la Martinique. Résidait aux Trois-Rivières quand il fut déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Jacques GARNIER, né à Château-Girard. Habitant au Marin à la Martinique. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

GERMAIN, née à la Martinique, blanchisseuse à Saint-Pierre. Déportée par les Anglais. Veuve.

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

GRANDMAISON, né à Fort-Royal de la Martinique, habitant de Saint-Pierre. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Joseph HAMBOURG, né à la Grande-Anse de la Martinique. Pêcheur, habitant dans le village du Prêcheur. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

François LAMBERT, né au Diamant de la Martinique. Pêcheur. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Léonard LILLY né à Saint-Pierre de la Martinique. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Charles Albert.

Pierre MALOREAU né à Saint-Esprit, Martinique, en 1757, tourneur. Débarqué à Brest le 1^{er} messidor de l'an 2 (19 juin 1794) venant de Norfolk.

A.M.I. 45. Passeport pour aller à Nantes, 1^{er} frimaire an 3 (21 nov. 1794).

André MAXIMIN, noir, né à la Martinique vers 1755-1760. Accompagné de Sanite. Leur profession : perruquier et blanchisseuse. Venus en France en novembre 1792 avec le citoyen Raynaud (voir Sanite).

A.M.I. 45. Lettre pour secours, 24 nivôse an 3 (13 janvier 1795).

A.M.I. 46. 14 nivôse an 8 (5 mars 1800).

François-Marie MAZUREAU, né à la Martinique vers 1740. Marchand à Port-Royal de la Martinique. Arrivé à Marseille en 1787 avec sa femme de trois ans son aînée et ses deux filles.

A.D.P. 117. Lettre du correspondant à Nantes, Benjamin Lagarde, an 8.

François-Charles PALLIN, né au Diamant, dans l'île de la Martinique. Habitant aux Trois-Rivières quand il fut déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Joseph PERRIER, né à Nantes, couvreur à Pointe-à-Pitre. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

François PICHEVIN, né à la Martinique en 1770. Deux habitations à Sainte-Lucie. Fait prisonnier par les Anglais dans le mois de pluviôse de l'an 4, et conduit en Angleterre, il ne fut libéré qu'au mois de messidor de l'an 5 parce qu'il était sérieusement blessé. De passage pour la Martinique en l'an 10.

A.D.P. 117, an 8.

Silvestre SAINT-HILAIRE, né au Prêcheur en Martinique où il possédait des biens. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Benjamin SAINT-ROBERT, né à Saint-Pierre en Martinique. Tailleur. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Jean-Louis SOUCHOIR, né au Robert en Martinique. Il habitait ce bourg quand il fut déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Jean-Baptiste TESTE. Réfugié de Saint-Pierre de la Martinique à Nantes où il débarqua le 14 fructidor de l'an 2 (31 août 1794). Né en 1773, marié en France. Il était « aide-négociant » dans la colonie. Infirme des suites « de la fatigue de la guerre », il ne peut retourner à la Martinique en l'an 10, comme l'y invitait le préfet.

A.D.P. 118. Lettre au préfet, an 10.

François TODY, né à Saint-Pierre de la Martinique

en 1772. Tailleur. Il habitait à Guérande. De passage pour la colonie en l'an 10.

A.D.P. 118. Passeport délivré par la marine de Guérande, 16 fructidor, an 10 (3 septembre 1802).

TRIBOU-MÉZARD, née au Lamentin. Habitait à Saint-Pierre de la Martinique. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Joseph TROUILLON, né au Macouba en Martinique. Habitait la Grande-Anse. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

Cyrille TROUILLON, le frère sans doute du précédent — né comme lui au Macouba en Martinique. Habitait aux Trois-Rivières. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. Voir Mathias Alexis.

RÉFUGIÉS OU DÉPORTÉS

CANADA

Pierre HEBERT, né en Acadie en 1746. Possédait une propriété à Jérémie. Arrivé à Nantes en 1805 et logé place du Bouffais avec sa femme alors âgée de 33 ans et ses six enfants.

A.D.P. 115. Formulaire, an 14.

Pierre-René POTEVIN, du Canada.

A.D.P. 117. Lettre, 1834.

CUBA

Louis MANGE, né à Vendôme. Réfugié de la Havane. Ferblantier.

A.M.I. 45. 17 brumaire, an 3 (7 novembre 1794).

CURAÇAO

Henriette POPES, originaire de l'île de Curaçao, née en 1775 (voir liste de Saint-Domingue).

GRENADE

Marie-Sophie HUBERT, née à la Grenade en 1772 (voir liste de Saint-Domingue).

GUYANE

Anne-Cathérine COLLET, née à Cayenne en 1780 (chap. II).

A.M.I. 44.

ILE DE FRANCE

BROUDOU, née Caillard. Venue de l'île de France. Correspondant : Lincoln.

A.M.I. 44. Lettre du correspondant, 23 pluviôse, an 3 (11 février 1795).

Rose-Agathe DUBOIS, née à Nantes. Venue de l'île de France à Nantes le 6 floréal de l'an 9 (26 avril 1801). Son mari est capitaine de navire. Deux enfants.

A.M.I. 46. Lettre non datée.

LOUISIANE

Veuve BAREMME Modeste, née Barbier (voir liste de Saint-Domingue).

GUYOL, née en Louisiane en 1753. Veuve. (Voir liste de Saint-Domingue).

Marguerite LAVIGNE, originaire de Louisiane (voir liste de Saint-Domingue).

André SAUJON, né en 1776, cuisinier à la Nouvelle-Orléans. Déporté de cette ville, « en état d'arrestation », à Nantes depuis son arrivée sur le *Thomas Chakley*, le 18 fructidor de l'an 2 (4 septembre 1794 (chap. IV).

A.M.I. 45. 16 brumaire an 3 (6 novembre 1794).

MARIE-GALANTE

Martin MORANDIÈRE, de Marie-Galante. Déporté (chap. IV).

A.M.I. 40. (Voir Charles Albert. Liste de la Guadeloupe).

Pierre SERVANT, de Marie-Galante. Déporté par les Anglais (chap. IV).

A.M.I. 40. (Voir Charles Albert. Liste de la Guadeloupe).

SAINT-CHRISTOPHE

Louis REVEILLAC, né à Paris en 1766. Réfugié de Saint-Christophe.

A.M.I. 45. 17 brumaire, an 3 (7 novembre 1794).

SAINTE-LUCIE

Rose BENET, née en 1781. Une cafétéria à Saint-Lucie. Déporté par les Anglais et incarcéré 18 mois en Angleterre.

A.D.P. 112. Formulaire, germinal, an 8.

Marie-Thérèse FONTALON, née Thomas, en 1756. Une sœur dans la même situation : leurs maris sont morts « dans la tourmente ». Déportées par les Anglais de Tobago et de Sainte-Lucie à Boston. Arrivées en France en frimaire de

l'an 4. Marie-Thérèse Thomas avait un enfant. Les propriétés de ces deux femmes : deux sucreries-cotonneraies.

Marie-Thérèse Thomas, sa sœur, son fils et sa nièce partent pour le Cap-Français en l'an 10.

A.D.P. 114. Formulaire, 5 vendémiaire, an 8.

Attestation de départ, 5 fructidor an 10 (23 août 1802).

François PICHEVIN, né à la Martinique en 1770. Deux habitations à Sainte-Lucie (voir liste de la Martinique).

TERRE-NEUVE

Louis GUILLEME, né à Terre-Neuve en 1757 (voir liste de Saint-Domingue).

TOBAGO

Jean-Baptiste BOULOGNE, né en 1784. Sa femme née en 1783 était mère d'une fillette de 4 ans en 1806. Propriétaire à Tobago, déporté par les Anglais et emprisonné. Il quitta l'Angleterre les premiers jours de germinal de l'an 10. Tenta de retourner dans les colonies : embarqué sur le *Vaillant*, allant à la Martinique, il perdit tous ses « effets » dans le naufrage du navire à la pointe de Penmarch.

A.M.I. 46. Lettre, 4 germinal, an 10 (25 mars 1802).

Lettre 12 fructidor, an 11 (30 août 1803).

FONTALON. Voir Marie-Thérèse Fontalon (liste Sainte-Lucie).

LA TRINITÉ

Jean LABROUSSE, né en Dordogne, à Riberac. Réfugié de la Trinité espagnole.

A.M.I. 45. Lettre à la municipalité, 17 vendémiaire, an 3 (8 octobre 1794).